

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant e drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 10 novembre 1956

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, November 10th 1956

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc, sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning: but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502-1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
41502-1-52

Lettres patentes

(P.G. 12344-56)

Argenteuil Lodge Estate Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt septembre 1956, constituant en corporation sans capital-actions: Clifford Ray Cunningham, marchand, William Scott McKimmie, fabricant, John Russell MacKimmie, entrepreneur de pompes funèbres, Herbert Douglas, Graves, garagiste, Frank A. Brennian, retraité, Stanley William Rodger, agent d'assurances, Roy Percival Fraser, retraité, Robert Alexander Giles, imprimeur, tous de Lachute, Allen Granger Talbot, comptable et James Hector Masson, contremaître, tous deux de Brownsburg, pour les objets suivants:

Posséder des propriétés immobilières devant servir à des lieux de rassemblement et satisfaire les fins et objectifs de la loge maçonique N° 67 d'Argenteuil, sous le nom de "Argenteuil Lodge Estate Inc.".

Letters Patent

(A.G. 12344-56)

Argenteuil Lodge Estate Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1956, to incorporate as a corporation without share capital: Clifford Ray Cunningham, merchant, William Scott McKimmie, manufacturer, John Russell MacKimmie, undertaker, Herbert Doulas Graves, garage owner, Frank A. Brennian, retired Stanley William Rodger, insurance agent, Roy Percival Fraser, retired Robert Alexandre Giles, printer, all of Lachute, Allen Granger Talbot, accountant, and James Hector Masson, foreman, both of Brownsburg, for the following purposes:

To own immoveables to serve as a meeting place and to fulfill the ends and aims of the Argenteuil Masonic Lodge No. 67, under the name of "Argenteuil Lodge Estate Inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12788-56)

Au Faisan Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept septembre 1956, constituant en corporation: Thomas Mechas, Nicolas Kartologlou, restaurateurs, tous deux de Montréal, et Michel Mechas, vendeur, de Rivière-du-Moulin, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "Au Faisan Restaurant Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera sur la rue Racine, Chicoutimi, district judicaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le sept septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12712-56)

Barany Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf septembre 1956, constituant en corporation: Charles Barany, administrateur, Daniel Kingstone, étudiant et Michael Greenblatt, procureur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de propriétés immobilières, sous le nom de "Barany Holdings Ltd.", avec un capital de $40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12972-56)

Black Lake Télédiffusion Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1956, constituant en corporation: John Frisko, Rémi Cloutier, tous deux marchands, de Black-Lake, et Philippe Roberge, notaire, de Thetford-Mines, pour les objets suivants:

Bâtir, organiser, développer, entretenir et exploiter un système communautaire de télédiffusion, sous le nom de "Black Lake Télédiffusion Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune.

The amount to which the value of the immveable property which the corporation may hold, is to be limited to $50,000.

The head office of the corporation will be at Lachute, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12788-56)

Au Faisan Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1956, incorporating: Thomas Mechas, Nicholas Kartaloglou, Restaurateurs, both of Montreal, and Michel Mechas, dealer, of Rivière-du-Moulin, Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the business of restaurant keepers, under the name of "Au Faisan Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Racine Street, Chicoutimi, judicial District of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12712-56)

Barany Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September, 1956, incorporating: Charles Barany, executive, Daniel Kingstone, student, and Michael Greenblatt, barrister, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in immoveable properties, under the name of "Barany Holdings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 preferred shares having a par value of $100 each and into 100 common shares having a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12972-56)

Black Lake Télédiffusion Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1956, incorporating: John Frisko, Rémi Cloutier, both merchants, of Black Lake, and Philippe Roberge, notary, of Thetford Mines, for the following purposes:

To build, organize, develop, maintain and operate a community system of télédiffusion, under the name of "Black Lake Télédiffusion Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 preferred shares of a par value of $100 each and into 200 common shars of a par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Black-Lake, district judiciaire de Mégantic.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 12915-56)

Blainville Home Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze septembre 1956, constituant en corporation: Maurice J. Garmaise, Avram H. Garmaise et Mortimer Dolman, notaires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et améliorations, sous le nom de "Blainville Home Development Corp.", avec un capital total de $100,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12559-56)

B. L. T. Électrique Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf septembre 1956, constituant en corporation: Marcel Robert, comptable, René Thibeault, électricien, Rose-Anna Bouchard-Thibeault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit René Thibeault, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Jonquière, pour les objets suivants:

Exercer un commerce comme entrepreneur en électricité et en réfrigération et comme machiniste, sous le nom de "B. L. T. Électrique Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 12771-56)

Bowen's (The Notion Centre) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1956, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, avocat, Sonya Schneyer et Anne Zifkin, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes et genres de bimbeloterie, nouveautés, articles d'usage domestique, malles, spécialités pour bébés et enfants, cadeaux, cartes de souhaits, biscuits de fantaisie et confiseries ainsi que les accessoires de garde-robes, sous le nom de "Bowen's (The Notion Centre) Ltd.", avec un capital total de $30,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company will be at Black Lake, judicial district of Megantic.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43591 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12915-56)

Blainville Home Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1956, incorporating: Maurice J. Garmaise, Avram H. Garmaise, and Mortimer Dolman, notaries, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Blainville Home Development Corp.", with a total capital stock of $100,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12559-56)

B. L. T. Électrique Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September, 1956, incorporating: Marcel Robert, accountant, René Thibeault, electrician, Rose-Anna Bouchard-Thibeault, housewife, wife contractually separate as to property from the said René Thibeault, and duly authorized by him for these present pruposes, all of Jonquière, for the following purposes:

To carry on a business as contractor in electricity and in refrigeration and as machinist, under the name of "B. L. T. Électrique Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12771-56)

Bowen's (The Notion Centre) Ltd.

Notice is hereby given that Under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1956, incorporating: Cyril E. Schwisberg, advocate, Sonya Schneyer, and Anne Zifkin, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all manners and type of notions novelties, housewares, luggage, baby and infant specialties, gifts, greeting cards, fancy biscuits and confectionery, closet accessories, under the name of "Bowen's (The Notion Centre) Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à 2309 avenue Aird, Montréal 4, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12917-56)

Bureau de Montréal de la Fédération du Détail et des Services du Québec, Inc.— Montreal Office of the Quebec Federation of Retail and Service Organizations, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze septembre 1956, constituant en corporation sans capital-actions: Réginald-Donald Tormey, avocat, Jeanette Brodeur, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, et Claude Guérin, avocat, d'Outremont, pour les objets suivants:

L'étude, la défense et le développement des intérêts économico-sociaux des détaillants de marchandises et/ou de service de la région métropolitaine de Montréal, sous le nom de "Bureau de Montréal de la Fédération du Détail et des Services du Québec, Inc.—Montreal Office of the Quebec Federation of Retail and Service Organizations, Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 12438-56)

Cardinal Distributors, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit septembre, 1956, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, de ville Mont-Royal et Leah Engel, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme promoteurs de ventes, vendeurs et distributeurs de marchandises à primes, sous le nom de "Cardinal Distributors, Ltd.", avec un capital-actions divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 13058-56)

Columbus Enterprises, Limited
Les Entreprises Columbus, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf septembre 1956, constituant en corporation: Alfred Gagliardi, technicien, Aldo

The head office of the company will be at 2309 Aird Ave, Montreal 4, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12917-56)

Bureau de Montréal de la Fédération du Détail et des Services du Québec, Inc.— Montreal Office of the Quebec Federation of Retail and Service Organizations, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1956, to incorporate as a corporation without share capital: Réginald-Donald Tormey, advocate, Jeannette Brodeur, secretary, bachelor, both of Montreal, and Claude Guérin, advocate, of Outremount, for the following purposes:

The study, the defence and development of the economic-social interests of the retail and/or service of merchandise in the metropolitan region of Montreal, under the name of "Bureau de Montréal de la Fédération du Détail et des Services du Québec, Inc.—Montreal Office of the Quebec Federation of Retail and Service Organizations, Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12438-56)

Cardinal Distributors, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighetenth day of September, 1956, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, of the town of Mount Royal, and Leah Engel, secretary, spinster of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To act as sales promoters, vendors and distributors of premium merchandise, under the name of "Cardinal Distributors, Ltd.", with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13058-56)

Columbus Enterprises, Limited
Les Entreprises Columbus, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1956, incorporating: Alfred Gagliardi, Technician, Aldo Ferro, mana-

Ferro, gérant et Ida Pugni, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents d'immeubles dans toutes ses spécialitiés, sous le nom de "Columbus Enterprises, Limited — Les Entreprises Columbus, Limitée", avec un capital total de $15,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12878-56)

Dasson Copper Corporation Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre septembre 1956, constituant en corporation: Gérald Ryan, Yvan Mignault, tous deux avocats, de Noranda, Simone Séguin, Denise Corriveau et Marie-Marthe Turpin, secrétaires, filles majeures, de Rouyn, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Dasson Copper Corporation Ltd." (No Personal Liability), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnue sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12835-56)

Entreprises J. L. Parent Limitée
Enterprises J. L. Parent Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit septembre 1956, conrtituant en corporation: Jean-Louis Parent, Dominique De Luca, industriels, et Eugène Parent, vendeur, tous trois de Montréal, pour les objers suivants:

Exercer le commerce de marchandises et articles en aluminium, zinc, fer émaillé, fer blanc, granit, métal galvanisé, tôle ou tout autre métal ou alliage et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois ou tout autre synthétiques, sous le nom de "Entreprises J. L. Parent Limitée — Enterprises J. L. Parent Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7938, 14ième avenue, Ville Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

ger, and Ida Pugni, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate agents in all its branches, under the name of "Columbus Enterprises, Limited — Les Entreprises Columbus, Limitée", with a total capital stock of $15,000, divided into 150 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12878-56)

Dasson Copper Corporation Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September, 1956, incorporating: Gerald Ryan, Yvan Mignault, both advocates, of Noranda, Simone Seguin, Denise Corriveau, and Marie-Marthe Turpin, secretaries, spinsters, of Rouyn, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Dasson Copper Corporation Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 shares of a par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12835-56)

Entreprises J. L. Parent Limitée
Enterprises J. L. Parent Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1956, incorporating: Jean-Louis Parent, Dominique De Luca, industrialists, and Eugène Parent, salesman, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing in merchandise and articles made of aluminium, enameled iron, tin, granite, galvanized metal, sheet metal or any other metal or alloy and other articles manufactured totally of in part of metal or wood or any other synthetic, under the name of "Entreprises J. L. Parent Limitée — Enterprises J. L. Parent Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 7938, 14th Avenue Ville Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13090-56)

Ferronnerie Frisko & Fils, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1956, constituant en corporation: John Frisko, marchand, de Black-Lake, Jean-Marc Roberge et Philippe Roberge, tous deux notaires, de Thetford-Mines, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de quincaillerie, sous le nom de "Ferronnerie Frisko & Fils, Ltée", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Black-Lake, district judiciaire de Mégantic.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 12764-56)

Garage Pelletier & Théberge, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf septembre 1956, constituant en corporation: J.-Augustin Pelletier, vendeur d'Automobiles, Georges Théberge, mécanicien, et Eugène Lemieux, comptable, tous du village de Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Garage Pelletier & Théberge, Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 12879-56)

Gérard Jarry Entreprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1956, constituant en corporation: Gérard Jarry, marchand, Emé Lacroix, avocat, tous deux de Ville Mont-Royal, et Armand Poupart, fils, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, louer ou acquérir de quelque manière tout appareil de distribution de gazoline, pétrole et lubrifiant, soit mécanique, électrique ou autre, sous le nom de "Gérard Jarry Entreprises Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions privilégiées de $100 chacune et en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,

43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 12762-56)

Granby Kitchen Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 13090-56)

Ferronnerie Frisko & Fils, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1956, incorporating: John Frisko, merchant, of Black Lake, Jean-Marc Roberge and Philippe Roberge, both notaries of Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on in all its specialties the hardware business, under the name of "Ferronnerie Frisko & Fils, Ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Black Lake, judicial district of Megantic.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1956.

P. FRENETTE,

43591 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12764-56)

Garage Pelletier & Théberge, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September, 1956, incorporating: J. Augustin Pelletier, automobile salesman, Georges Théberge, mechanic, and Eugène Lemieux, accountant, all of the Village of Saint Jérôme, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, under the name of "Garage Pelletier & Théberge, Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint Jérôme, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day September 1956.

P. FRENETTE,

43591 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12879-56)

Gérard Jarry Entreprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1956, incorporating: Gérard Jarry, merchant, Emé Lacroix, advocate, both of the Town of Mount Royal, and Armand Poupart, junior, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, rent or acquire in a certain way any feed gear for the supplying of gazoline, petroleum and lubricants, either mechanical, electrical or orherwise, under the name of "Gérard Jarry Entreprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 preferred shares of $100 each and 1,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,

43591 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12762-56)

Granby Kitchen Equipment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit septembre 1956, constituant en corporation: Roch Lussier, Roger Lamarche, vendeurs, tous deux de Granby, et Bernard Tétreault, homme d'affaires, de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer un commerce d'ustensiles de cuisine, appareils de cuisson et autres utilités domestiques du même genre, sous le nom de "Granby Kitchen Equipment Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 12924-56)

H. Liben Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit septembre 1956, constituant en corporation: Harold Liben, marchand, de St-Laurent, Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount et Leo Rosentzveig, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes d'automobiles et véhicules-moteurs; transiger les affaires de rouliers privés de personnes, articles, effets et marchandises contre rémunération, sous le nom de "H. Liben Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions privilégiées de $100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12568-56)

Hôtel Larocque Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit septembre 1956, constituant en corporation: Guy Bourdeau, hôtelier, Mme Alberte Bourdeau, ménagère, mariée en séparation de biens au dit Guy Bourdeau, et Henri Legault, gérant, tous de Valleyfield, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, grills, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de "Hôtel Larocque Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 12846-56)

Hughene Parkes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1956, incorporating: Roch Lussier, Roger Lamarche, salesmen, both of Granby, and Bernard Tétreault, business man, of Saint John, for the following purposes:

To manufacture and deal in kitchen utensils, cooking apparatus and other domestic utilities similar thereto, under the name of "Granby Kitchen Equipment Inc.", with a total capital of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12924-56)

H. Liben Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1956, incorporating: Harold Liben, merchant, of St. Laurent, Samuel Leon Mendelsohn, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, and Leo Rosentzveig, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To deal with all sorts of automobiles and motor vehicles; to carry on the business of private carriers for hire of persons, goods, wares and merchandise, under the name of "H. Liben Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 preferred shares of $100 each and into 100 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12568-56)

Hôtel Larocque Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September 1956, incorporating: Guy Bourdeau, hotel-keeper, Mrs. Alberte Bourdeau, housewife, wife separate as to property of the said Guy Bourdeau, and Henri Legault, manager, all of Valleyfield, for the following purposes:

Operate hotels, grills, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtel Larocque Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12846-56)

Hughene Parkes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit septembre 1956, constituant en corporation: Francis Raymond Hannen, Marc Brière et Michael-Edgar Rioux, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter un ou des magasins de vêtements, sous le nom de "Hughene Parkes Inc.", avec un capital total de $200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12946-56)

Immeubles Giguère Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt septembre 1956, constituant en corporation: Léon Giguère, agent d'immeubles, Claude Picard, avocat, tous deux de Montréal, et Roger Picard, comptable, de Montréal-Sud, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de biens immobiliers et exercer les opérations d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Immeubles Giguère Realties Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5151 rue Bélanger, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 12576-56)

L. Aboussafy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf septembre 1956, constituant en corporation: Paul-Émile Gagnon, Gilles Gagnon, et J.-Claude Gagnon, avocats, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer le commerce, comme principal et comme agent, de manufacturier, vendeur et distributeur de liqueurs douces sous toutes leurs formes, sous le nom de "L. Aboussafy Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 12243-56)

Lakeshore Jewish Community Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre septembre 1956, constituant en

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1956, incorporating: Francis Raymond Hannen, Marc Brière and Michael-Edgar Rioux, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To own and operate a clothing store or stores, under the name of "Hughene Parkes Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and into 1,900 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12946-56)

Immeubles Giguère Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1956, incorporating: Léon Giguère, real estate agent, Claude Picard, advocate, both of Montreal, and Roger Picard, accountant, of Montreal-South, for the following purposes:

To carry on a real estate business and to carry on the operations of general contractors under the name of "Immeubles Giguère Realties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5151 Bélanger St., East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12576-56)

L. Aboussafy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of 1956, incorporating: Paul-Émile Gagnon, Gilles Gagnon, and J.-Claude Gagnon, advocates, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on, in all its branches, the business of principal and agent, manufacturer, salesman, and distributor of soft drinks, under the name of "L. Aboussafy Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Mont Joli, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September 1956.

P. FRENETTE,
43591 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12243-56)

Lakeshore Jewish Community Association Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September, 1956, to incorporate as

corporation sans capital-actions: Stanley Litwin, fabricant, Joseph Kaplan, avocat et Fay Rosenberg, ménagère, épouse séparée de biens de Joseph David Rosenberg, tous trois de Dorval, pour les objets suivants:

Former une société sur une base non-politique et non-lucrative,, englobant tous les résidents du territoire riverain de l'Ile de Montréal qui sont de la foi ou de descendance juive, sous le nomde "Lakeshore Jewish Community Association Inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $500,000.

Le siège social de la corporation sera à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12889-56)

Laurentian Estates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1956, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, tous deux avocats et Max Shenker, étudiant en droit, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Laurentian Estates Inc.", avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12805-56)

Léon Shoe Stores Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept septembre 1956, constituant en corporation: Max Shenker, étudiant en droit, Harry L. Aronovitch et Abraham Shuster, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de bottes, chaussures, articles en cuir et accessoires, sous le nom de "Léon Shoe Stores Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12314-56)

L. P. Chayer Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre septembre 1956, constituant en corporation: Mme Laura Elizabeth Néron-

a corporation without share capital: Stanley Litwin, manufacturer, Joseph Kaplan, advocate, and Fay Rosenberg, housewife separate as to property of Joseph David Rosenberg, all three of Dorval, for the following purposes:

To form an association on a non-political and non-profit basis, encompassing all residents of the lakeshore area on the Island of Montreal who are of Jewish faith or descent, under the name of "Lakeshore Jewish Community Association Inc.".

The amount to which the value of the immovcable property which the Corporation may hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at Dorval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12889-56)

Laurentian Estates Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1956, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, both advocates, and Max Shenker, law student, all three of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Laurentian Estates Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12805-56)

Léon Shoe Stores Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1956, incorporating: Max Shenker, law student, Harry L. Aronovitch, and Abraham Shuster, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in boots, shoes, leather goods and accessories, under the name of "Léon Shoes Stores Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of the par value of $10 each and into 3,500 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12314-56)

L. P. Chayer Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September, 1956, incorporating: Mrs. Laura Elizabeth Néron Chayer, public

Chayer, marchande publique, veuve non remariée de Louis-Philippe Chayer en son vivant marchand, Claude Chayer et Guy Chayer, marchands, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles, de meubles de ménage et d'appareils électriques de toutes sortes et voir à leur réparation et entretien, sous le nom de "L. P. Chayer Limitée", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

merchant, unremarried widow of Louis-Philippe Chayer, in his lifetime a merchant, Claude Chayer and Guy Chayer, merchants, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in household articles and furniture, electrical appliances of every nature and kind including repairs and maintenance thereof, under the name of "L. P. Chayer Limitée", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12773-56)

Lydia Fashions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente août 1956, constituant en corporation: Jack Rudner, Joseph Mendelson, avocats et Celia Cohen, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires de toute description pour dames, sous le nom de "Lydia Fashions Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(A.G. 12773-56)

Lydia Fashions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1956, incorporating: Jack Rudner, Joseph Mendelson, Advocates, and Celia Cohen, Secretary, Spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in women's wearing apparel of every description, under the name of "Lydia Fashions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12871-56)

Marion Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze septembre 1956, constituant en corporation: John Jacob Spector, conseil en loi de la Reine, Ben Schecter, tous deux avocats et Margaret McMartin, commis, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements de toutes sortes, tabliers, articles tricotés, fils, tissus, textiles et articles similaires, sous le nom de "Marion Products Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 15, rue Marie-Anne ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(A.G. 12871-56)

Marion Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1956, incorporating: John Jacob Spector, Queen's Counsel, Ben Schecter, both Advocates, and Margaret McMartin, Clerk, Spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel of all kinds, aprons, knitted goods, yarns, fabrics, textiles and similar articles, under the name of "Marion Products Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and into 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at 15 Marie-Anne Street, West, Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12880-56)

Maxbow Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1956, constituant en

(A.G. 12880-56)

Maxbow Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1956, incorporating:

corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham Shuster, avocats, et Max Shenker, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de placements, sous le nom de "Maxbow Corporation", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12784-56)

Milford Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept septembre 1956, constituant en corpotion: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, avocats et John Hamilton, secrétaire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de "Milford Investment Corporation", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair de 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12752-56)

Mitchel & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq septembre 1956, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Theodore H. Polisuk, étudiant en droit, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de sacs à main, portefeuilles, parfums, cordes de chanvre, ceintures, cravates, porte-clefs, valises, carpettes et autres articles similaires, sous le nom de "Mitchel & Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3981 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12923-56)

Montreal Picture Frame Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit septembre 1956, constituant en corporation: Louis Orenstein, Jason Ruby, tous deux avocats, d'Outremont et Freda Alexander, gé-

Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham Shuster, advocates, and Max Shenker, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment corporation, under the name of "Maxbow Corporation", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12784-56)

Milford Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1956, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, advocates, and John Hamilton, secretary, all three of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Milford Investment Corporation", with a capital stock divided into 1,000 common shares of no par value and into 1,500 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12752-56)

Mitchel & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of September, 1956, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Theodore H. Polisuk, law student, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in handbags, wallets, perfumes, hemp cord, belts, stockings, ties, key-cases, suitcases, carpets, and other similar articles, under the name of "Mitchel & Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3981 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12923-56)

Montreal Picture Frame Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1956, incorporating: Louis Orenstein, Jason Ruby, both advocates, of Outremont, and Freda Alexander, Manager.

rante, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'encacrements, peintures à l'huile, reproductions, aquarelles, peintures et dessins au fusain, toutes sortes de verrerie, miroirs, et autres articles de même nature, sous le nom de "Montreal Picture Frame Company Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 360 actions privilégiées de $100 chacune

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12786-56)

Normandie Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit septembre 1956, constituant en corporation: Pierre Lafontaine, Jean-Noël Lavoie, notaires, et Jean Saindon, agent, tous trois de l'Abord-à-Plouffe, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de biens immobiliers et exercer les opérations d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Normandie Investments Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions communes de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à l'Abord-à-Plouffe, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 12925-56)

Panorama Motel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit septembre 1956, constituant en corporation: Camil Noël, C.R., Jacques Alleyn et Claude Rioux, tous trois avocats, de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, restaurants et motels, sous le nom de "Panorama Motel Inc.", avec un capital total de $500,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Château-Richer, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 12938-56)

Petco Construction Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un septembre 1956, constituant en corporation: Anthony F. Byrne, de St-Eustache, Charles Reginald Hiles, de Lachine et Leif Norman Petersen, de St-Laurent, tous trois marchands, pour les objets suivants:

spinster, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in picture frames, oil paintings, reproductions, water and charcoal paintings and sketches, all kinds of glass, mirrors and any material of a similar nature, under the name of "Montreal Picture Frame Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and into 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General. this eighteenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12786-56)

Normandie Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1956, incorporating: Pierre Lafontaine, Jean-Noël Lavoie, notaries, and Jean Saindon, agent, all three of l'Abord-à-Plouffe, for the following purposes:

To deal in real estate and carry on the operations of general contractors, under the name of "Normandie Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at l'Abord-à-Plouffe, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12925-56)

Panorama Motel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1956, incorporating: Camil Noël, Q.C., Jacques Alleyn, and Claude Rioux, all three advocates, of Quebec, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, restaurants and motels, under the name od "Panorama Motel Inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 3,000 common shares of a par value of $100 each and into 2,000 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Château Richer, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September 1956.

P. FRENETTE,
43591 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12938-56)

Petco Construction Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September, 1956, incorporating: Anthony F. Byrne, of St. Eustache, Charles Reginald Hiles, of Lachine, and Leif Norman Petersen, of St. Laurent, all three Merchants, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de "Petco Construction Corp.", avec un capital total de $10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3181 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12971-56)

Quico Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt septembre 1956, constituant en corporation: Harry Blank, avocat, Harry Closner, gérant, tous deux de Montréal, et Conrad Shatner, avocat, de la ville de Hampstead, pour les objets suivants:

Posséder, entretenir exploiter, administrer et gérer des buffets de rafraîchissements, de lunch, de collations lactées, restaurants, salles de thé, de café, cafétérias et comptoirs de sandwichs, sous le nom de "Quico Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siète social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12847-56)

Racine Oil Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit septembre 1956, constituant en corporation: Georges-Édouard Gill, Édouard Gill, entrepreneurs, et Georgette Gill, secrétaire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes d'appareils de chauffage, de charbon, coke, de la tourbe, huile, bois, combustibles et lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de "Racine Oil Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7923-15ième avenue, Ville Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 12940-56)

Roma Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt septembre 1956, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Theodore H. Polisuk, étudiant en droit et Anne Zifkin, recrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Petco Construction Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 3181 St. James St., West, Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12971-56)

Quico Inc.

Notice is hereby given that Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1956, incorporating: Harry Blank, Advocate, Harry Closner, Manager, both of Montreal, and Conrad Shatner, Advocate, of the Town of Hampstead, for the following purposes:

To own, maintain, operate, manage and conduct refreshment rooms, lunch-rooms, dairy lunch-rooms, restaurants, tea-rooms, coffee-rooms, cafeterias and sandwich bars, under the name of "Quico Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12847-56)

Racine Oil Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1956, incorporating: Georges-Édouard Gill, Édouard Gill, contractors, and Georgette Gill, secretary, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all sorts of heating appliances, coal, cake, peat moss, oil, wood, fuel and lubricants of all kinds, under the name of "Racine Oil Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 7923-15th Avenue, Ville Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12940-56)

Roma Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1956, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Theodore H. Polisuk, law student, and Anne Sifkin, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Roma Realties Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 201, rue Jean Talon est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12897-56)

Rosmur Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1956, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Theodore H. Polisuk, étudiant en droit et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Rosmur Realty Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5987 avenue Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12890-56)

Shop & Save (Shawinigan South) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize septembre 1956, constituant en corporation: Howard Spear Simpson, Claude Wagner, Ernest Erle Saunders, George Wanklyn Hall, tous quatre de Montréal, John Anthony Nolan, de St-Laurent et Robert Stephen Cox O'Brien, de Westmount, tous avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'épiceries, viande, poisson, fruits, légumes, grain, moulées, confiserie, tabac, breuvages et aliments, sous le nom de "Shop & Save (Shawinigan South) Ltd.", avec un capital-actions divisé en 10,000 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12891-56)

Shop & Save (St. Therese) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize septembre 1956, constituant en corporation: Howard Spear Simpson, Claude Wagner, Ernest Erle Saunders, de Montréal, John Anthony Nolan, de Ville St-Laurent, George Wanklyn Hall, de Montréal-Ouest et Robert Stephen Cox

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Roma Realties Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 201 Jean Talon St., East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12897-56)

Rosmur Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of Septembre, 1956, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Theodore H. Polisuk, law student, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Rosmur Realty Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5987 Victoria Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12890-56)

Shop & Save (Shawinigan South) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1956, incorporating: Howard Spear Simpson, Claude Wagner, Ernest Erle Saunders, George Wanklyn Hall, all four of Montreal, John Anthony Nolan, of St. Laurent, and Robert Stephen Cox O'Brien, of Westmount, all advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in groceries, meat, fish, fruits, vegetables, grain, feed, confectionery, tobacco, beverages and foods, under the name of "Shop & Save (Shawinigan South) Ltd.", with a capital stock divided into 10,000 shares having no nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12891-56)

Shop & Save (St. Therese) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1956, incorporating: Howard Spear Simpson, Claude Wagner, Ernest Erle Saunders, of Montreal, John Anthony Nolan, of Ville St. Laurent, George Wanklyn Hall, of Montreal-West, and Robert Stephen Cox O'Brien

O'Brien, de Westmount, tous les six avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'épiceries, viande, poisson, fruits, légumes, grains, fourrage, confiseries, tabac, breuvages et aliments de toutes sortes, sous le nom de "Shop & Save (St. Therese) Ltd.", avec un capital-actions divisé en 10,000 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12751-56)

Toy & Book Fair Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre septembre 1956, constituant en corporation: Norman Genser, de la ville de Hampstead, Sydney Phillips, de la ville de Côte St-Luc, tous deux avocats, Rose-Marie Bourgoing et Tessy Frankel, secrétaires, célibataires, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de jouets, livres, jeux, mobiliers pour enfants, accessoires de pouponnière, papeterie, accessoires d'écriture, menus objets et articles de nouveauté, sous le nom de "Toy & Book Fair Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12866-56)

Universal Steamships and Airways Travel Bureau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt septembre 1956, constituant en corporation: Kenneth MacDonald Rogers, gérant, Alex Raider, avocat, tous deux de Montréal et Gail Savard, secrétaire, fille majeure, de St-Dorothée, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à organiser les facilités de voyage par chemin de fer, navire, par air ou autre moyens de transport, sous le nom de "Universal Steamship and Airways Travel Bureau Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12831-56)

Voyages André Malavoy, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

of Westmount, all six advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in groceries, meat, fish, fruits, vegetables, grain, feed, confectionery, tobacco, beverages and foods of all kinds, under the name of "Shop & Save (St. Therese) Ltd.", with a capital stock divided into 10,000 shares having no nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12751-56)

Toy & Book Fair Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of September, 1956, incorporating: Norman Genser, of the town of Hampstead, Sydney Phillips, of the town of Côte St. Luc, both advocates, Rose-Marie Bourgoing and Tessy Frankel, secretaries, unmarried, both of Montreal, for the following purposes:

To deal in toys, books, gzmes, children's furniture, nursery accessories, stationery, writing supplies, smallwares and novelty items, under the name of "Toy & Book Fair Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of $100 each and into 1,000 common shares having a par value of $10 each.

The head office of the company will be at St. Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12866-56)

Universal Steamships and Airways Travel Bureau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1956, incorporating: Kenneth MacDonald Rogers, manager, Alex Raider, advocate, both of Montreal, and Gail Savard, secretary, spinter of St. Dorothée, for the following purposes:

To carry on the business of arranging accomodation for travel by rail, steamship, air or other modes of transportation, under the name of "Universal Steamships and Airways Travel Bureau Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12831-56)

Voyages André Malavoy, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth

du dix-huit septembre 1956, constituant en corporation: Pierre Côté, avocat, Hermance Felteau, secrétaire, célivataire, tous deux de Québec, et André Malavoy, agent de voyages, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agence de voyages et de transport, sous le nom de "Voyages André Malavoy, Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 12801-56)

Wheeler Convalescent Home Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze septembre 1956, constituant en corporation: Max Bernfeld, conseil en loi de la Reine, Edward H. Bernfeld et Jack B. Bobrove, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un foyer où l'on trouve des infirmières privées au service des convalescents et effectuer toutes autres choses de nature similaire, sous le nom de "Wheeler Convalescent Home Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 11 avenue Club, Dorion, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

(P.G. 12863-56)

Willie Archambault Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze septembre 1956, constituant en corporation: René Labelle, C.R., Robert Desjardins, et Jacques Valade, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du charbon, coke, de la tourbe, huile, bois, combustibles et lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de "Willie Archambault Inc.", avec un capital total de $35,000, divisé en 1,000 actions communes de $5 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 12844-56)

Wrightville Theatres Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept septembre 1956, constituant en corporation: Hyman Soloway, John Mirsky, Louis Clarence Assaly, avocats, tous d'Ottawa, pour les objets suivants:

day of September 1956, incorporating: Pierre Côté, advocate, Hermance Felteau, secretary, unmarried, both of Quebec, and André Malavoy, travel agent, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of travel agency and transportation, under the name of "Voyages André Malavoy, Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September 1956.

P. FRENETTE,
43591 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12801-56)

Wheeler Convalescent Home Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1956, incorporating: Max Bernfeld, Queen's Counsel, Edward H. Bernfeld, and Jack B. Bobrove, all three Advocates, of Montreal, for the following purposes:

To operate a private nursing and convalescent home, and all other things of a similar nature, under the name of "Wheeler Convalescent Home Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 11 Club Avenue, Dorion, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12863-56)

Willie Archambault Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1956, incorporating: René Labelle, Q.C., Robert Desjardins, and Jacques Valade, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in coal, coke, peat-moss, oil, wood, fuel and lubricants of all kinds, under the name of "Willie Archambault Inc.", with a total capital stock of $35,000, divided into 1,000 common shares of $5 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12844-56)

Wrightville Theatres Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1956, incorporating: Hyman Soloway, John Mirsky, Louis Clarence Assaly, barristers, all of Ottawa, for the following purposes:

Exploiter des théâtres, cinémas et lieux de divertissements, sous le nom de "Wrightville Theatres Limited", avec un capital-actions divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le sept septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591 P. FRENETTE.

To operate theatres, moving picture theatres and places of amusement, under the name of "Wrightville Theatres Limited", with a capital stock divided into 2,000 common shares having no nominal or par value and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que la Ville de Victoriaville s'adressera à l'Assemblée législative de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte aux fins suivantes;

1° Pour autoriser les significations par huissiers ou constables;

2° Pour tenir le propriétaire d'un véhicule responsable des violations aux règlements municipaux de la circulation;

3° Pour règlementer ou prohiber les postes d'essence et d'emmagasinage d'essence;

4° Pour faire disparaître les excavations;

5° Pour procéder par résolution pour donner ou changer les noms des rues, allées et places publiques;

6° Pour modifier la taxe sur les personnes travaillant à Victoriaville;

7° Pour modifier le taux des permis ou taxes de commerce;

8° Pour ratifier le contrat de la Ville avec la succession J. N. Mailhot.

Victoriaville, le 30 octobre 1956.

Les Procureur de la ville de Victoriaville,
LACOURCIÈRE, LALIBERTÉ & GAGNON.
43588-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la Commission Scolaire Catholique de Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi leur permettant d'imposer et prélever dans la municipalité de Beaconsfield une taxe spéciale dite "taxe d'éducation" n'excédant pas un pour cent (1%) du prix de vente de toute propriété mobilière, effets mobiliers, marchandises et autres articles de commerce quelconque, et pour toutes autre fins.

Montréal, le 29 octobre 1956.

Les Procureurs des pétitionnaires,
LACROIX, VIAU & POUPART.
43585-44-4-o

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Avis est par la présente donné que monsieur Robert Bernatchez commerçant domicilié en la ville de St-Jérôme, et propriétaire d'un emplacement connu et désigné sous le numéro cent (100) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Jérôme, s'adressera à la prochaine Session de la Législature de Québec pour être libéré des charges et conditions de payer la taxe municipale

Applications to Legislature

Notice is hereby given that the Town of Victoriaville will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act amending its charter for the following purposes:

1. To authorize bailiffs or constables to serve legal notices;

2. To hold the owner of a vehicle responsible for violations to municipal traffic regulations;

3. To regulate or prohibit gasoline stations or the storage of gasoline;

4. To see that excavations disappear;

5. To proceed by resolution to give names or to change the names of streets, alleys and public places;

6. To modify the tax for persons working at Victoriaville;

7. To modify the rate for business permits or taxes;

8. To ratify the contract of the Town with the estate of J. N. Mailhot.

Victoriaville, October 30th, 1956.

LACOURCIÈRE, LALIBERTÉ & GAGNON,
Attorneys for the Town of Victoriaville,
43588-44-4-o

Public notice is, hereby, given that the School Commissioners for the Catholic School Commission of Beaconsfield, county of Jacques-Cartier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of a law giving them the power to impose and levy in the municipality of Beaconsfield a special tax called "education tax" not exceeding one per cent (1%) of the sale of purchase price of any moveables, any moveable effects, any merchandise and any article of trade whatsoever; and for all other purposes.

Montreal, October 29th, 1956.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for Petitioners.
43585-44-4-o

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Notice is hereby given that Robert Bernatchez, lumber dealer, residing in the city of St. Jérôme, owner of a parcel of land known and designated as being lot number one hundred (No. 100) on the official plan and book of reference made for the town of St. Jérôme, will file an application at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec to obtain a discharge of the

et scolaire, répartitions d'église etc. sur le lot voisin dont il n'est pas le propriétaire, savoir le lot numéro cent un (101) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Saint-Jérôme.

Saint-Jérôme, le 9 octobre 1956.

Le Procureur de Robert Bernatchez,

43398-42-4-o LUCIEN THINEL.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Black Lake, dans le comté de Mégantic, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour obtenir l'adoption d'une Loi pour les fins suivantes: obtenir le droit d'imposer une taxe d'eau dans les cas des lots cadastrés, mais non bâtis; payer une indemnité annuelle au maire et aux échevins et une pension au secrétaire-trésorier; refuser des permis de construction dans les rues où il n'y a pas de système d'aqueduc et d'égout; rendre obligatoire pour la ville le chapitre 235 S.R.Q. 1941 dans les cas de destitution du Chef de police et du secrétaire-trésorier; obliger les locataires à donner à la ville un avis de leur départ des lieux loués; pouvoir imposer une taxe sur les distributeurs automatiques de liqueurs douces, de thé, café, lait, cigares, cigarettes et toutes sortes de marchandises quelconques; obtenir l'autorisation d'acquérir, de construire un ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales ou industrielles dont le coût ne devra pas dépasser $150,000.

Thetford-Mines, ce 11 octobre 1956.

Le Procureur de la ville de Black Lake,

ANTONIO BEAUDOIN, C.R.

43399-42-4-o

Avis est par les présentes donné que, Joseph Samson Kaplan, avocat, domicilié en la cité de Dorval, Province de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des Notaires de la Province de Québec à régulariser son admission à l'étude du Notariat ainsi que sa cléricature, et à l'admettre à la pratique de la profession de notaire dans la Province de Québec après avoir passé les examens de la Chambre des Notaires pour l'admission à la pratique.

Montréal, le 12 octobre 1956.

(signé) JOSEPH SAMSON KAPLAN.

43400-42-4-o

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'École pour la Municipalité Scolaire de Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval, Province de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

a) changer le nom de la Corporation;

b) annexer la Municipalité Scolaire de St-Yves de Laval;

c) accorder des frais de représentation aux commissaires;

d) et pour toutes autres fins.

Montréal, le 12 octobre 1956.

Le Procureur de la pétitionnaire,

43401-42-4-o HENRI S. BEAULIEU.

Avis est par les présentes donné que "Les Commissaires d'Écoles de la Municipalité Scolaire de Côte St-Luc, dans le comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce," s'adresseront à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, à sa pro-

obligation to pay municipal and school taxes, charges dues, etc., on the neighbouring lot of which he is not owner, to wit: lot number one hundred and one (No. 101) on the official plan and book of reference made for the town of St. Jérôme.

St. Jérôme, this 9th of October 1956.

LUCIEN THINEL,

43398-42-4-o Attorney for Robert Bernatchez.

Public notice is hereby given that the town of Black Lake, in the county of Megantic, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, for the adoption of an Act for the following purposes: to obtain the right to levy a water tax on lots registered in the cadastre though unbuilt; pay an annual indemnity to the mayor and aldermen and a pension to the secretary-treasurer; refuse building permits in streets where there are no waterworks and sewers; render chapter 235 R.S.Q. 1941 obligatory for the town in cases involving the dismissal of the Chief of Police and Secretary-Treasurer; oblige lessees to notify the town when vacating leased premises; levy a tax on automatic distributors of soft drinks, tea, coffee, milk, cigars, cigarettes and all kinds of merchandise whatsoever; obtain the authorization to acquire, build one or more immobeables to be used, wholly or partly, for municipal or industrial purposes, the cost of which should not exceed $150,000.

Thetford Mines, this October 11, 1956.

ANTONIO BEAUDOIN, Q.C.,

Attorney for the town of Black Lake.

43399-42-4

Notice is hereby given that Joseph Samson Kaplan, lawyer, domicilied in the city of Dorval, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an Act authorized the Board of Notaries of the Province of Quebec to regularize his admission to the study of the Notarial Profession, his clerkship and to admit him to the practice of the Notarial Profession after passing the Notarial Board examinations.

Montreal, October .2th, 1956.

(signed) JOSEPH SAMSON KAPLAN.

43400-42-4

Notice is hereby given that the School Commissioners for the School Municipality of Pointe-aux-Trembles, in the county of Laval, Province of Quebec, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of an Act for the following purposes:

a) To change the name of the Corporation;

b) To annex the School Municipality of St. Yves de Laval;

c) To grant representation costs to Commissioners;

d) And for all other purposes.

Montreal, October 12, 1956.

HENRI S. BEAULIEU,

43401-42-4 Attorney for Petitioner.

Notice is hereby given that the "Comissaires d'Écoles de la Municipalité Scolaire de Côte St-Luc, in the county of Montreal-Notre-Dame-de-Grâce," will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session to vote

chaine session, pour l'adoption d'une loi autorisant le paiement d'une allocation-annuelle de mille dollars pour le président et de huit cents dollars pour chacune des autres commissaires, à compter du premier janvier 1957.

Ville de Côte St-Luc, le 15 octobre, 1956.

Les Pétitionnaires,
Le Président,
HENRI LÉGER.
Le Secrétaire,
43403-42-4-o FERNAND L. PRUD'HOMME.

Avis est par les présentes donné que la "Cité de Drummondville", dans le comté de Drummond, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi lui accordant les pouvoirs suivants:

Imposer une taxe de vente de 2%;

Porter de 6 à 25 le nombre de requérants nécessaire pour qu'un règlement d'emprunt soit soumis pour approbation aux électeurs municipaux propriétaires;

Augmenter le pouvoir d'emprunt, pour fins industrielles à $850,000.00;

Augmenter les indemnités du Maire et des Échevins;

Abroger le règlement concernant les escaliers extérieurs;

Défendre ou contrôler l'émission de permis pour la construction d'immeubles sur des rues non desservies par l'aqueduc et l'égoût;

Reporter la date des élections municipales en mai ou juin;

et autres matières nécessaires à la bonne administration de la cité.

Drummonville, ce 15 octobre 1956.

Les Procureurs de la requérante,
43404-42-4-o RINGUET & SAINT-PIERRE.

AVIS

Avis vous est par les présentes donné que la Corporation des Courtiers en Immeubles de la Province de Québec s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, pour amender la Loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 149, dans le but de donner des pouvoirs plus étendus à la dite Corporation, et de régir et réglementer la profession des courtiers en immeubles.

Montréal, 17 octobre 1956.

Le Procureur de la requérante,
43443-42-4-o FRANCIS FAUTEUX.

AVIS PUBLIC

Le soussigné donne avis qu'il s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour la passation d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit.

Montréal, le 17 octobre 1956.

BARNABAS VIZKELETY.
43446-42-4-o

Avis est par les présentes donné que "Trafalgar School for Girls" s'adressera à la Législature, à la prochaine session, demandant l'adoption d'une loi pour augmenter le nombre de ses Gouverneurs de 10 à 12 et que les deux gouverneurs additionnels soient nommés annuellement par de Trafalgar Old Girls Association parmi ses membres.

Québec, le 18 octobre 1956.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
ROBERT-B. LAFRENIÈRE.
43447-42-4-o

---

a law authorizing the payment of an allowance of one thousand dollars for the president and eighth hundred dollars for each of other commissioners, from and after the first of January, 1957.

Town of Côte St-Luc, October 15th, 1956.

HENRI LÉGER,
President.
FERNAND L. PRUD'HOMME,
Secretary,
43403-42-4-o Petitioners.

Notice is hereby given that the "City of Drummondville", in the county of Drummond, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act granting to the said city the following powers:

To impose a sales tax of 2%;

To carry from 6 to 25 the munber of petitioners necessary so that a loan by-law be submitted for approbation to the municipal electors who are proprietors;

To increase loan powers for industrial purposes to $850,000.00;

To increase indemnities of the Mayor and Aldermen;

To repeal the by-law concerning outside staircases;

To forbid or control the issuance of permits for the construction of buildings on streets not supplied with the services of waterworks and sewers;

To have the date of municipal elections carried on in May or June;

and other necessary matters according to the good administration of the city.

Drummondville, October 15, 1956.

RINGUET & SAINT-PIERRE,
43404-42-4 Attorneys for the Petitioner.

NOTICE

The Corporation of Real Estate Brokers of the Province of Quebec gives by these presents notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to amend the Law 2-3 Elizabeth II, chapter 149, in order to increase their attributions and to regulate the profession of real estate brokers.

Montreal, October 17th, 1956.

FRANCIS FAUTEUX,
43443-42-4-o Attorney for Petitioner.

PUBLIC NOTICE

The undersigned gives notice that he will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of law.

Montreal, October 17th 1956.

BARNABAS VIZKELETY.
43446-42-4-o

Notice is hereby given that "Trafalgar School for Girls", of the city of Montreal, shall apply to the Legislature, at its next session, praying for the adoption of an act to increase from 10 to 12 the number of its Governors and that the 2 additional members be appointed annually by the Trafalgar Old Girls Association amongst its members.

Quebec, October 18th, 1956.

ROBERT-B. LAFRENIÈRE,
Attorney for the petitioners.
43447-42-4-o

Avis est par les présentes donné que "L'Union St-Joseph de Drummondville" s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi constituant en corporation une compagnie mutuelle d'assurance-vie sous le nom, en français, de "L'Union-Vie", et sous le nom, en anglais, de "The Union Life", et accordant à la dite compagnie le pouvoir d'effectuer les opérations d'assurance et de réassurance sur la personne et autres pouvoirs se rattachant aux dites opérations.

Drummondville, ce 15 octobre 1956.

Le Procureur de la requérante,
43405-42-4-o JULES SAINT-PIERRE, C.R.

Notice is hereby given that the "L'Union St-Joseph de Drummondville" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of an act incorporating into a Corporation a mutual life insurance company under the name, in French, of "L'Union-Vie", and unerd the name, in English, of "The Union Life", and granting to the said company the power of carrying into effect the operations of an insurance company and the reinsurance of persons and others powers attached to the said operations.

Drummondville, October 15, 1956.

JULES SAINT-PIERRE, Q.C.,
43405-42-4 Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle, dans le comté de Terrebonne, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, ou à toute autre session subséquente, pour faire adopter une loi leur permettant d'imposer une taxe d'éducation n'excédant pas 1% du prix de vente ou d'achat, en détail, de marchandises, dans les limites de la municipalité, sauf certaines exceptions; pour demander le droit d'accorder une compensation annuelle de $600.00 pour le président et $400.00 pour chacun des commissaires à titre de frais de déplacement, de représentation et autres dépenses.

Saint-Jérôme, ce 15 octobre 1956.

Les Procureurs des requérants,
de MARTIGNY & MARCHESSAULT.
43407-42-4-o

Public notice is hereby given that the Schoo Commissioners for the municipality of the parish of Sainte-Adèle, in the county of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session or to any other subsequent session, for the adoption of an act permitting them to impose an educational tax not exceeding 1% of the sales or purchasing price, retail, of merchandise, within the limits of the municipality, save with certain exceptions; to request the right to grant an annual compensation of $600.00 for the President and $400.00 for each of the commissioners, namely, for costs incurred for displacements, representat on and other expenses.

Saint-Jérôme, October 15, 1956.

de MARTIGNY & MARCHESSAULT,
Attorneys for the petitioners.
43407-42-4

Avis de Présentation d'un Projet de Loi

Le soussigné donne avis qu'il présentera à la prochaine session de la Législature de Québec un projet de loi, pour admettre Adrian Popovici, de Montréal, à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat, dans la province de Québec.

Montréal, ce quizième jour d'octobre 1956.
43422-42-4-o NOËL DORION, C.R.

Notice of Presentation of a Bill

The undersigned gives notice that he will present, at the next session of the Quebec Legislature, a bill for the admission of Adrian Popovici, of Montreal, to the study and to the practice of law in the Province of Quebec.

Montreal, this fifteenth day of October 1956.
43422-42-4-o NOËL DORION, Q.C.

Avis de Présentation d'un Projet de Loi

Le soussigné donne avis qu'il présentera à la prochaine session de la Législature de Québec un porjet de Loi pour admettre Sergio Tucci, de Montréal, à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Montréal ce quinzième jour d'octobre 1956.
43423-42-4-o NOËL DORION, C.R.

Notice of Presentation of a Bill

The undersigned gives notice that he will present, at the next session of the Quebec Legislature, a bill for the admission of Sergio Tucci, of Montreal, to the study and to the practice of law in the Province of Quebec.

Montreal, this fifteenth day of October 1956.
43423-42-4-o NOËL DORION, Q.C.

Avis est par les présentes donné que la Cité de Rivière-du-Loup demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendant sa charte aux fins suivantes:

1. Pour amender le règlement de construction et de zonage actuellement en vigueur sans référendum;

2. Pour amender la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 64;

3. Pour pouvoir payer une pension au secrétaire-trésorier de la Cité;

4. Et pour autres fins.

Rivière-du-Loup, ce 16 octobre 1956.

Le Procureur de la Cité
de Rivière-du-Loup,
(Signé) JEAN-PAUL BÉRUBÉ, C.R.
43424-42-4-o

Notice is hereby given that the City of Rivière-du-Loup shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter for the following purposes:

1. To amend the building and zoning by-law presently in force without a referendum;

2. To amend Act 3-4 Elizabeth II, chapter 64;

3. In order to pay a pension to the Secretary-Treasurer of the City.

4. And for other purposes.

Rivière-du-Loup, this October, 16, 1956.

(Signed) JEAN-PAUL BÉRUBÉ, Q.C.,
Attorney for the City
of Rivière-du-Loup.
43424-42-4

AVIS

L'Oeuvre et Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal donne par les présentes avis qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour remplacer la Loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 116 par une loi concernant la nomination de marguilliers et pour les doter de pouvoirs additionnels.

Montréal, 15 octobre 1956.

Le Procureur de la requérante,
FRANCIS FAUTEUX

43406-42-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que "la Cité d'Arvida", s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, en vue de modifier la Charte de la Cité (16 Geo. V, chapitre 78 et amendements), pour diviser le territoire en quartiers, pourvoir au mode d'élection approprié des échevins dont le nombre sera porté à huit, ainsi que pour autres fins secondaires.

Les Procureurs de la requérante,
T. McNICOLL et P. MIQUELON.

43441-42-4-o

Avis est par les présentes donné que "La Banque Royale du Canada", s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour obtenir une loi ratifiant et confirmant le règlement n° 2342 de la cité de Montréal et un acte sous forme notariée passé entre la cité de Montréal et La Banque Royale du Canada et Globe Realty Corporation Limited, le tout ayant trait à la construction d'une passerelle au-dessus de la rue Dollard, en la cité de Montréal, afin de relier l'édifice située sur les lots nos 164, 165-2, P-166, P-167 et 168 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier ouest de la cité de Montréal, à une autre édifice située sur le lot n° 169 aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, et pour d'autres fins.

Montréal, le 16 octobre 1956.

Les Procureurs de la requérante,
McMICHAEL, COMMON, HOWARD,
CATE, OGILVY & BISHOP.

43442-42-4-o

Avis est, par les présentes, donné que la ville de Rivière des Prairies s'adressera à la Législature de la Province de Québec à la présente ou à une prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir certains pouvoirs et d'amender sa charte sur les matières suivantes:

1° Prolonger de deux à trois ans le terme du maire et des échevins.

2° Pour obtenir le pouvoir d'abroger un règlement de zonage et un règlement de construction et d'en adopter de nouveaux sans référendum;

3° Pour faire décréter la propriété à la ville, à certaines conditions, des rues, ruelles, chemins publics, places publiques et trottoirs actuellement ouverts à l'usage du public dans les limites de la ville, ou indiqués comme tels aux plans de subdivision et plan et livre de renvoi officiels du Bureau d'Enregistrement de Montréal et au Rôle d'évaluation de la ville avant le 1er janvier 1956;

4° Pour permettre à la ville de déterminer pour une certaine période une taxation fixe aux immeubles et terrains de l'usine que s'est engagé de construire J. A. Neveene sur le territoire de la ville;

5° Et pour d'autre fins.

Montréal, le 16 octobre 1956.

Les Procureurs de la Pétitionnaire,
LABELLE DESJARDINS
& VALADE.

43444-42-4-o

NOTICE

"L'Oeuvre et Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal" gives notice by these presents that it will apply to the Provincial legislature at its next meeting, to replace the law 2-3 Elizabeth II, chapter 116, by a law concerning the nomination of wardens and to grant them additional powers.

Montreal, October 15th, 1956.

FRANCIS FAUTEUX,
Attorney-for petitioner.

4306-42-4

Public notice is hereby given, that "the City of Arvida", will apply to the Legislature of Quebec, at its next session for the passing of an Act in view of amending the City Charter (16 Geo. V, chapter 78 and amendments), to divide the territory into wards, to provide for an appropriate system for the election of aldermen whose number will be increased to eight and for other purposes.

T. McNICOLL and P. MIQUELON,
Attorneys for the petitioner.

43441-42-4-o

Notice is hereby given that "The Royal Bank of Canada", will apply at the forthcoming session of the Quebec Legislature for an Act retifying and confirming By-law No. 2342 of the City of Montreal and a Notarial Deed passed between the City of Montreal and The Royal Bank of Canada and Globe Realty Corporation Limited, the whole relative to the construction of a footbridge over Dollard Street in the City of Montreal to connect the building located on lots Nos. 164, 165-2, P.-166, P.-167 and 168 on the official plan and book of reference of the West Ward of the City of Montreal with another building located on lot bearing No. 169 on the same official plan and book of reference and for other purposes.

Montreal, October 16th, 1956.

McMICHAEL, COMMON, HOWARD,
CATE, OGILVY & BISHOP,
Attorneys for the petitioner.

43442-42-4-o

Notice is hereby given that the Town of Rivière des Prairies will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or a next session, for the passing of an Act granting certain powers and amending its charter, on the following matters;

1. To extend from two to three years the term of office of the mayor and the aldermen;

2. To obtain the power to abrogate a zoning by-law and a building by-law and to adopt new ones without referendum;

3. To have the property assigned to the town under certain conditions, of streets, lanes, public roads, public places and sidewalks now open to the use of the public in the limits of the town, or indicated as such on Subdivision plans on the Official Plan and Book of Reference deposited at Registry Office of Montreal and on the Valuation roll of the town before January 1st, 1956.

4. To authorize the town to set for a period of time, a fixed taxation on the land and buildings of the factory which J. A. Neveene has undertaken to build in the limits of the town;

5. And for other purposes.

Montreal, October 16th, 1956.

LABELLE DESJARDINS
& VALADE,
Attorneys for the Petitioner.

43444-42-4-o

Canada, Province de Québec

District de Québec

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité Scolaire de St-Ambroise de la Jeune Lorette s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale les autorisant à accorder et payer annuellement au président et aux commissaires d'écoles une compensation pour leurs services.

Quebec, le 15 octobre 1956.

Le Procureur des pétionnaires,
43445-42-4-o ALBERT DUMONTIER.

Avis est par les présentes donné que la ville de Dolbeau s'adressera à la législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Pour fixer à 6 le nombre des échevins.

2° Pour porter à 3 ans la durée du terme des membres du Conseil.

3° Pour décréter que les locataires n'auront droit de vote que moyennant paiement de leurs taxes municipales.

4° Pour être autorisée à établir un couvre-feu.

5° Pour être autorisée à imposer sur les lots vacants une taxe annuelle spéciale pour la construction d'aqueducs, puits publics, citernes ou réservoirs.

6° Pour porter à $300.00 le montant maximum des licences de commerce.

7° Et pour toutes autres fins.

Dolbeau le 20 octobre 1956.

Les Procureurs de la Pétitionnaire.
43467-43-4-o BERGERON & BERGERON.

Avis public est, par les présentes, donné que la municipalité du village de Saint-Timothée, un corps politique municipal, incorporé suivant la Loi, ayant son siège social en la municipalité du village de Saint-Timothée, dans le comté de Beauharnois, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session ou à la prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi sur la matière suivante:

Fixer à $800.00 le moutant de toutes taxes payables par G. H. Godsall Equipment Limited à la municipalité du village de Saint-Timothée et à $1600.00, à la municipalité scolaire de Saint-Timothée, pour une période de dix ans, à compter de 1956.

Salaberry-de-Vallefield, le 19 octobre 1956.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
43468-43-4-o MAURICE PERRON, C.R.

Avis public est par les présentes donné que Samuel Solnik De Abravanel du district de Montréal, demandera à la législature de la Province de Québec à la présente session, les pourvoirs nécessaires aux fins d'obtenir une loi autorisant le Collège des Chirurgiens Dentistes de la Province de Québec à admettre Samuel Solnik De Abravanel au nombre de ses membres.

Québec, le 22 octobre 1956.

Le Procureur du pétitionnaire,
J. ACHILLE JOLI-COEUR, C.R.
10, rue du Parloir, Québec. 43469-43-4-o

Avis est par les présentes donné que Guerih Benzionovitch Seliesker ou Salinsky, marchand, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa pro-

Canada, Province of Quebec

District of Quebec

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the School Municipality of St. Ambroise de la Jeune Lorette shall petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special act authorizing them to grant and pay annually to the president and the commissioners a compensation for their services.

Quebec, October 15th, 1956.

ALBERT DUMONTIER,
43445-42-4-o Attorney for Petitioners.

Notice is hereby given that the town of Dolbeau will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act for the following purposes:

1. For fixing to six the number of the aldermen.

2. For fixing three years the term of office of the members of the Council.

3. To order that tenants shall not have the right to vote except upon payment of their taxes.

4. To be authorized to establish a curfew.

5. To be authorized to impose on vacant lots an annuel special tax for the construction of water works, public wells, cisterns on reservoirs.

6. For raising to $300.00 the maximum amount of business taxes.

7. And for all other purposes.

Dolbeau, October 20, 1956.

BERGERON & BERGERON,
43467-43-4-o Attorneys for the Petitioners.

Public notice is hereby given that the Municipality of the village of Saint Timothée, a municipal body politic, incorporated in accordance with the law, having its head office in the Municipality of the village of Saint Timothée, in the county of Beauharnois, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, in order to obtain the adoption of an Act for the following purpose:

To fix at $800.00 the amount of any taxes payable by the G. H. Godsall Equipment Limited to the Municipality of the Village of Saint Timothée and $1600.00 to the School Municipality of Saint Timothée, for a period of ten years, as from 1956.

Salaberry-de-Valleyfield, October 19, 1956.

MAURICE PERRON, Q.C.,
43468-43-4 Attorney for Petitioner.

Notice is hereby given that Samuel Solnik De Abravanel of the district of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec at the present session, for the powers necessary for the purposes of abtaining an Act authorizing the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to admit Samuel Solnik De Abravanel as one of its members.

Quebec, October 22, 1956.

J. ACHILLE JOLI-COEUR, Q.C.,
Attorney for the Petitioner.
10, Parlor Street, Quebec. 43469-43-4

Notice is hereby given that Guerih Benzionovitch Seliesker or Salinsky, merchant, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its

chaine session, dans le but d'obtenir l'adoption d'une loi spéciale décrétant qu'il sera connu et désigné sous le nom de Harry Salinsky Salis.

Montreal, ce 18 octobre 1956.

Les Procureurs du pétitionnaire,
BADEAUX, FILION & BADEAUX.

43470-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que la ville de Terrebonne s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Pour amender sa charte dans le but d'annexer une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Lachenaie, situé dans le comté de l'Assomption, en la ville de Terrebonne;

2° Pour amender sa charte dans le but d'annexer une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis de Terrebonne situé dans le comté de Terrebonne.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
43471-43-4-o FAUTEUX & DORAIS.

Avis est par les présentes donné que Monsieur Georges Weisz, agent d'assurances, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour présenter une loi lui permettant de changer l'épellation de son nom de Weisz en celle de Wise.

Montréal, ce 19 octobre 1956.

Le Procureur du requérant.
43472-43-4-o MAURICE MERCURE.

CITÉ DE SAINT-MICHEL

Avis est par les présentes donné que "la Cité de Saint-Michel", s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour lui demander l'autorisation de présenter un Bill ayant pour objet de modifier les dispositions de sa Charte — 5 Geo. V, chapitre 109 et ses amendements —, relativement aux matières suivantes: division de la Municipalité en six quartiers; fixation d'une nouvelle date pour les élections générales aux chartes de maire et d'échevins; changement de la date de la constitution de la Corporation de la Cité de Saint-Michel; augmentation de l'indemnité du maire et des échevins; validation, ratification et confirmation des ventes faites par la Corporation, suivant la Loi des cités et villes pour non paiement de taxes, jusqu'à l'année 1952 inclusivement; paiement d'une pension de $3,000. à certains fonctionnaires.

Hôtel de Ville, Cité de Saint-Michel, le 22 octobre 1956.

(Sceau) Le Greffier de la Cité
de Saint-Michel,
43473-43-4-o A. E. CHEVRIER.

Avis est par les présentes donné, que la "corporation municipale de la paroisse Sainte-Anne de Varennes", comté de Verchères, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine ou présente session, pour adopter une loi aux fins d'obtenir des pouvoirs spéciaux sur les matières suivantes:

1° Règlementer la procédure de modification du règlement de construction et de zonage existant;

2° Règlementer la construction d'un seul édifice sur un lot distinct;

3° Règlementer l'obtention des permis de construction et leur coût;

4° Règlementer la confection de plans ou cartes du territoire de la municipalité et les rendre obligatoires, jusqu'au premier février 1959;

next session, to obtain the passing of an act authorizing him to be known and designated under the name of Harry Salinsky Salis.

Montreal, this 18th day of October, 1956.

BADEAUX, FILION & BADEAUX,
Attorneys for the Petitioner.

43470-43-4-o

Public notice is hereby given that the town of Terrebonne, shall apply to the Quebec Legislature, at tis next session to request the adopting of a bill for the following purpose.

1. To amend its charter in order to annex part of the territory of the corporation of the Municipality of Lachenaie, situated in the county of l'Assomption.

2. To amend its charter in order to annex part of the territory of the corporation of the Municipality of St. Louis de Terrebonne, situated in the county of Terrebonne.

FAUTEUX & DORAIS,
43471-43-4-o Attornies of the Petitioner.

Notice is hereby given that Mr. Georges Weisz, insurance agent, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session for an act permitting him to change the spelling of his name from Weisz to that of Wise.

Montreal, this 19th of October, 1956.

MAURICE MERCURE,
43472-43-4-o Attorney for petitionner.

TOWN OF ST. MICHEL

Notice is hereby given that "the City of St. Michel", shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for authorization to present a Bill amending the provisions of its Charter — 5 Geo. V, chapter 109 and its amendments —, on the following matters: division of the Municipality into six wards; fixing of a new date for the general elections to the charges of the mayor and aldermen; change in the date of the incorporation of the City of St. Michel; increase of the indemnity of the mayor and the aldermen; validation, ratification and confirmation of sales made by the Corporation, in confirmity with Cities & Towns Act for arrears of taxes, up to the year 1952 inclusively; payment of a pension of $3,000. to certain municipal employees.

City Hall, town of St. Michel, October the 22nd, 1956.

(Seal) A. E. CHEVRIER,
Clerk of the town
43473-43-4-o of St. Michel.

Notice is hereby given that the "Municipal Corporation of the parish Ste-Anne of Varennes", county of Verchères, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next or present session, for the adoption of an Act obtaining special powers in the following matters:

1. Regulate the procedure of amending of the construction and zoning by-law existing;

2. Regulate the construction of one building only on a distinct lot;

3. Regulate the obtaining of permits of construction and their cost;

4. Regulate the making of plans or maps of the territory of the municipality and have it binding up to February 1st, 1959;

5° Règlementer la subdivision des lots;

6° Autoriser, sur requête signée par les deux-tiers des propriétaires intéressés, des travaux d'amélioration locales, tels que trottoirs, aqueduc, égouts et pavages;

7° Limiter la taxation des terres en culture;

8° Rendre applicables les dispositions de la section 11 de la Loi relative aux rues publiques (S.R.Q. chap. 242);

9° Autoriser la corporation à emprunter une somme de quinze mille dollars ($15,000.00) pour la confection d'un plan de construction et de zonage et des plans ou cartes susdécrits, ainsi que certaines dépenses relatives à l'organisation d'un système d'aqueduc et d'égouts.

Montréal, le 22 octobre 1956.

Le Procureur de la pétitionnaire,

43474-43-4-o JEAN-CHARLES BLAIS.

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de St-Vincent de Paul", s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session en vue d'obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte la Loi 15-16 Georges VI, chapitre 100, aux fins suivantes:

Amender une fois sans referendum ses règlements de construction et de zonage, et décréter la procédure à suivre pour amender ultérieurement lesdits règlements; amender pour la ville l'article 604 de la Loi des Cités et Villes, S.R.Q. 1941, chapitre 233, pour porter à un maximum de $50,000.00 le pouvoir d'emprunt de la Ville; émettre des permis, taxer, limiter et règlementer les taxis et les postes de taxis; règlementer le stationnement et la circulation des véhicules publics et fixer les endroits d'embarquement ou stations d'attente le long des rues de la ville; décréter les nuisances sur les lots vacants et règlementer l'enlèvement des vidanges et la façon d'en disposer, le contrôle des nuisances, la circulation durant l'exécution de travaux publics et la circulation en général et la sécurité publique; prohiber, limiter et règlementer les restaurants ambulants; créer une commission des loisirs; amender pour la Ville l'article 437 de la Loi des Cités et Villes; annexer à son territoire certains lots faisant partie de la Municipalité de la paroisse de St-Vincent de Paul, et comprenant les lots numéros 56 à 86 inclusivement et formant un territoire actuellement connu sous le nom de "Les Écores"; amender l'article 9 de sa charte, la Loi 15-16 Georges VI, chapitre 100, pour modifier les limites actuelle des quartiers de la ville et augmenter le nombre desdits quartiers de six à huit; changer le mode d'élection du maire et des échevins et prolonger leur terme d'office de deux à trois ans; augmenter le nombre des échevins en le portant de six à huit; accorder des frais de représentation et le remboursement de leurs dépenses de voyage au maire et aux échevins; exempter de taxes le Centre Sportif Laval; amender pour la Ville l'article 500 de la Loi des Cités et Villes; et autres fins.

Montréal, le 20 octobre 1956.

Le Procureur de la requérante,

43475-43-4-o FRANÇOIS WILHELMY.

Avis est par les présentes donné que Messieurs Edmond David Toye, de la cité de Westmount, Seymour Machlovitch, Michael Awada et George Bey, tous de la cité de Montréal, et tous étudiants en droit, s'addresseront à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour la passation d'une loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à les admettre à l'exercice de la profession d'avocat.

Montréal, le 19 octobre 1956.

Les Procureurs des requérants,

43476-43-4-o SPERBER, GOLD & LAPIN.

---

5. Regulate the subdivision of lots;

6. Authorize, upon a petition signed by 2/3 of the interested proprietors, local improvement works, such as sidewalks, aqueduct, sewers and pavements;

7. Limit taxation on cultivated soils;

8. Apply the provisions of division 11 of the Public Streets Act (R.S.Q. 1941, chap. 242);

9. Authorize the corporation to borrow a sum of $15,000.00 for the confection of a building and zoning plan, and certain expenses relative to the development of an organization of a waterworks and sewerage system, and the making of plans or maps above described.

Montreal, October 22nd 1956.

JEAN-CHARLES BLAIS,

43474-43-4-o Attorney for the petitioner.

Public notice is hereby given that the "Town of St. Vincent de Paul", county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at is next session to obtain the passing of an act amending its charter, Act 15-16, Georges VI, chapter 100, for the following purposes:

To obtain the right to amend once without referendum its building and zoning by-laws and to modify the procedure to amend said by-laws afterwards; to amend for itsel section 604 of the Cities and Towns Act, R.S.Q. 1941, chapter 233, in order to increase to a maximum sum of $50,000.00 its borrowing power; to licence, impose a tax, limit and regulate the taxis or taxis stands; to regulate the circulation and the parking of public vehicles and prescribe standing places or stations within the streets; to decree nuisances on vacant lots; to regulate garbage removal, nuisance control, traffic when public works are in progress, traffic in general and public safety; to prohibate or limit, and regulate itinerant restaurants; to create a recreational commission; to amend for itself section 437 of the Cities and Towns Act; to annex to its territory certain lots in the municipality of the parish of St. Vincent de Paul, from lot bearing number 56 to lot bearing number 86, included, said territory actually known as "Les Écores"; to amend section 9 of its charter, Act 15-16, Georges VI, chapter 100, in order to modify the limits of the actual wards and to increase the number of the wards from six to eight; to change the mode of election of the mayor and aldermen, and to prolong their term of office from two to three years, and to increase the number of alderman from six to eight; to grant to the mayor and alderman representation fees and travelling expenses: to exempt from the payment of taxes the "Centre Sportif Laval"; to amend for the City section 500 of the Cities and Towns Act; and other purposes.

Montreal, October 20th, 1956.

FRANÇOIS WILHELMY,

43475-43-4-o Attorney for the petitioner.

Public notice is hereby given that Edmond David Toye, of the city of Westmount, Seymour Machlovitch, Michael Awada and George Bey, all of the city of Montreal, and all students at law, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit them to the practice of law.

Montreal, October 19th, 1956.

SPERBER, GOLD & LAPIN,

43476-43-4-o Attorneys for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de Val d'Or", dans le comté d'Abitibi-Est, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

Augmenter le territoire actuel de la ville de Val d'Or par l'annexion du territoire ci-après décrit, en référence au plan numéro C-639, tracé le 20 mars 1947, lequel plan est déposé aux archives des Ministères des Terres et Forêts et des Mines de la province de Québec, à savoir:

1° Dans le canton Dubuisson, la partie sud des lots numéros 53, 54 et 55 du rang VIII, désignée sur le plan d'arpentage du canton Dubuisson revisé en février 1950, sous les numéros 53A, 54A et 55A ainsi que la partie sud du lot numéro 56 du rang VIII, dont la limite nord serait le prolongement de la ligne d'arpentage nord des lots 53A, 54A et 55A; les lots numéros 53, 54, 55 et 56 des rangs IV, V, VI et VII; la moitié sud des lots numéros 57, 58, 59, 60, 61 et 62 du rang VII; les lots numéros 57, 58, 59, 60, 61 et 62 des rangs IV, V et VI;

2° Dans le canton Bourlamaque, les terrains dont la limite sud serait le prolongement de la ligne séparative des rangs III et IV du canton Dubuisson dans une direction astronomique est pour une distance de deux cents (200) chaînes; de là, une ligne droite dont la direction serait une course astonomique nord jusqu'à la limite sud de la Ville de Bourlamaque; de là, la limite sud de la Ville de Bourlamaque, en direction ouest, jusqu'à la ligne séparative des cantons Dubuisson et Bourlamaque, constituera la ligne séparative des Villes de Val d'Or et Bourlamaque. Ledit territoire étant assujetti aux droits qui peuvent exister en faveur des parties qui détiennent lesdits terrains sous claims miniers.

Val d'Or, ce 22 octobre 1956.

Le Procureur de la requérante,
(signé) LUCIEN TOURIGNY.

43477-43-4-o

Public notice is hereby given that the "Town of Val d'Or", in the county of Abitibi-East, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law for the following purposes:

To increase the actual territory of the town by the annexation of the territory hereinafter described, with reference to Plan No. C-639, drawn on March 20th, 1947, said plan being deposited in the archives of the Departments of Mines and of Lands and Forests of the Province of Quebec, to wit:

1. In the township of Dubuisson, the southern part of lots Nos. 53, 54 and 55 of range VIII, designated on the survey plan for the township of Dubuisson revised in February 1950, under Nos. 53A, 54A and 55A, together with the southern part of lot No. 56 of range VIII, the northern limit of which would be the continuation of the northern surveyed line of lots 53A, 54A and 55A; lots Nos. 53, 54, 55 and 56 of ranges IV, V, VI and VII; the southern half of lots Nos. 57, 58, 59, 60, 61 and 62 of range VII; lots Nos. 57, 58, 59, 60, 61 and 62 of ranges IV, V and VI;

2. In the township of Bourlamaque, the land the southern limit of which would be the continuation of the separating line of Ranges III and IV of the township of Dubuisson in an easterly astronomical direction for a distance of two hundred (200) land chains; from there, a straight line the direction of which would be a northern astronomical line to the southern limit of the town of Bourlamaque; from there, the southern limit of the town of Bourlamaque, in a westerly direction, to the separating line of the townships of Dubuisson and Bourlamaque, will constitute the separating line of the towns of Val d'Or and Bourlamaque. Said territory being subject the rights which might exist in favor of the parties holding said land under mining claims.

Val d'Or, this 22nd day of October, 1956.

(Signed) LUCIEN TOURIGNY,
Attorney for the petitioner.

43477-43-4-o

Avis est par les présentes donné que: MM. Arthur Savard, Conseil en loi de la Reine, Conseiller juridique au département du Procureur Général; Charles-A. Dionne, Conseil en loi de la Reine, Membre du Comité de Classafication du service civil de la province de Québec; docteur A. Boissinotte, Directeur du Service de l'Assistance publique au Ministère de la Santé; J.-Rodolphe Forest, Président de la Commission des Allocations sociales du Québec; Charles-François Painchaud, Assistant-Commis en chef pour le personnel ouvrier au Ministère des Travaux Publics; J.-Albert Vézina, Comptable agréé, Auditeur de la province; Wilfrid Turcot, Comptable agréé, Directeur du Service des Corporations et du Service de l'Impôt provincial sur le revenu; Benoît Levasseur, Assistant-administrateur adjoint, Commission des Allocations sociales; Guy-Antoine Rousseau, Directeur de la Section de l'Exécutif à la Commission des Accidents du Travail; demeurant tous en la cité de Québec; G.-E. Robillard, Comptable agréé, Contrôleur à la Commission des Liqueurs à Montréal; Paul Hurteau, Conseil en loi de la Reine, Shérif du District de Montréal; Paul Lecavaleir, Secrétaire administrateur de l'Hôpital de Bordeaux pour aliénés; demeurant tous en la cité de Montréal; tous directeurs de "La Mutuelle des Employés Civils", société de secours mutuels, vont demander à la prochaine session de la Législature de Québec qu'une compagnie mutuelle d'assurance-vie soit incorporée, ayant le pouvoir d'effectuer des opéra-

Notice is hereby given that: Messrs. Arthur Savard, Queen's Council, Judicial Councillor for the Department of the Attorney-General; Charles-A. Dionne, Queen's Council, Member of the Classification Committee of the Civil Service of the Province of Quebec; Doctor A. Bossinotte, Director of the Quebec Bureau of Public Charities of the Department of Health; J.-Rodolphe Forest, President of the Quebec Social Welfare Commission; Charles-François Painchaud, Assistant Chief Clerk for the working personnel of the Department of Public Works; J.-Albert Vézina, Chartered Accountant, Auditor of the Province; Wilfrid Turcot, Chartered Accountant, Director of the Corporation Services and to the Provincial Income Tax; Benoît Levasseur, Assistant Joint Administrator, Quebec Social Welfare Commission; Guy-Antoine Rousseau, Director of the Executive Section of the Quebec Workmen's Compensation; all residing in the City of Quebec; G. E. Robillard, Chartered Accountant, Comptroller for the Liquor Commission at Montreal; Paul Hurteau, Queen's Council, Sheriff of the District of Montreal; Paul Lecavalier, Administrative Secretary for the Bordeaux Insame Asylum; all residing in the City of Montreal; all Directors of "La Mutuelle des Employés Civils", mutual benefit Society, will apply to the next session of the Legislature of Quebec that a mutual benefit life insurance company be incorporated, having the power to carry on insurance and reinsurance operations of persons, to pass contracts

tions d'assurance et de réassurance de personnes, de faire des contrats d'annuité, de rente et de capitalisation mais exclusivement chez et pour les fonctionnaires et employés réguliers au service du Gouvernement de la province de Québec, ou des organismes qui en relèvent, ainsi que leurs dépendants, et aussi le pouvoir d'acquérir l'actif et d'assumer le passif et les obligations de ladite corporation, sous le nom de "La Mutuelle des Employés Civils".

Québec, le 19 octobre 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
43478-43-4-o J.-EDGAR MORIN.

Avis public est par les présentes donné que Candiac Development Corporation, corporation légalement constituée sous la Loi des compagnies de Québec, demandera à la Législature de cette Province, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi pour constituer en une municipalité de ville, les lots 6 et 9 et parties des lots 1, 2, 3, 5, 7, 10, 11, 12 et 13 du cadastre officiel de la Paroisse de St-Constant; les lots 213, 214, 223, 225, 236 à 249 inclusivement et partie du lot 250 du cadastre officiel de la paroisse de St-Philippe; les lots 548, 557, 559, 570 à 585 inclusivement et parties des lots 547, 555, 556, 558, 560, 561, 568 et 569 du cadastre officiel de la paroisse de Laprairie présentement situés dans les municipalités des Paroisses de Laprairie, St-Philippe, St-Constant et du village de Delson, et en une corporation de ville les habitants et contribuables de ce territoire; pour modifier ou abroger, quant à la ville, les articles suivants de la Loi des cités et villes, ou en suspendre provisoirement l'application:

17 à 22 inc., 24, 47 à 49 incl., 56, 60 à 63 incl., 122 à 124 incl., 126 à 128 incl., 345, 346, 425, 426, 427, 429, 581, 593 à 602 incl.;

pour nommer les membres du premier conseil municipal et déterminer la date des premières élections générales; pour autoriser la ville à accorder des franchises pour l'établissement et l'exploitation, dans les limites de la municipalité, de services de transport en commun, de chauffage, d'éclairage, de distribution d'électricité, d'aqueduc et d'égouts; pour accorder à la ville certains pouvoirs spéciaux et pour d'autres fins.

Montréal, le 30 octobre, 1956.

Le Procureur de la pétitionnaire,
43488-44-4-o GASTON POULIOT.

Avis est par les présentes donné que les exécuteurs testamentaires de la succession de feu Bejamin Cecil Fitch s'adresseront au Parlement de la province de Québec durant la présente session pour l'adoption d'une loi autorisant The Manufacturers Life Incurance Company, corps politique et ayant son bureau chef à Toronto, Canada, pour payer immédiatement à Dame Shulamith Fitch connue sous le nom de Meta Fitch, épouse de Norman Cohen, comptable agrée, la moitié de l'argent retenu en dépôt avec la dite compagnie en vertu du testament dudit Benjamin Cecil Fitch, et la moitié du solde en 1957 et le solde pour être payé en 1962, les dits montants étant retenus en dépôt avec ladite compagnie en vertu des polices d'assurance portant les numéros 552,834 et 568,642.

Montréal, le 19 octobre 1956.

Les Procureurs du requérant.
FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX.
43490-43-4-o

---

covering annuities endowments and of capitalizations, but exclusively on behalf and for the civil servants and regular employees in the service of the Government of the Province of Quebec, or for organizations connected thereto, as well as their dependents, and also the power to acquire the assets and to assume the liabilities and the obligations of the said corporation, under the name of "La Mutuelle des Employés Civils".

Quebec, October 19, 1956.

J.-EDGAR MORIN,
43478-43-4 Secretary-Treasurer.

Public notice is hereby given that Candiac Development Corporation, corporation legally constituted under the Quebec Companies' Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to erect into a town Municipality, lots 6 and 9 and parts of lots 1, 2, 3, 5, 7, 10, 11, 12 and 13 of the official cadastre of the parish of St. Constant; lots 213, 214, 223, 225, 236 to 249 incl. and part of lot 250 of the official cadastre of the parish of St. Philippe; lots 548, 557, 559, 570 to 585 incl. and parts of lots 547, 555, 556, 558, 560, 561, 568 and 569 of the official cadastre of the parish of Laprairie presently situated in the Municipalities of the Parishes of Laprairie, St. Philippe, St. Constant and of the village of Delson, and to incorporate as a town Corporation the inhabitants and ratepayers of such territory; to modify or abrogate, for the town, the following sections of the cities and towns Act, or to suspend their application temporarily;

17 to 22 incl., 24, 47 to 49 incl., 56, 60 to 63 incl., 122 to 124 incl., 126 to 128 incl., 345, 346, 425, 426, 427, 429, 581, 593 to 602 incl.;

to appoint the members of the first Municipal Council and to determine the date of the first general elections; to authorize the town to grant franchises for the establishment and operation of the following public services, within the limits of the Municipality; public transportation system, heating, lighting, electricity distribution, water works and sewers; to give the town certain special powers and for other purposes.

Montreal, October 30th, 1956.

GASTON POULIOT,
43488-44-4-o Attorney for the Petitioner.

Notice is hereby given that the executors of the Estate of the late Benjamin Cecil Fitch will apply to the Provincial Legislature during the present session to pass a Bill authorizing the Manufacturers Life Insurance Company, Head Office, Toronto, Canada, to pay immediately to Mrs Shulamith Fitch known as Meta Fitch, wife of Norman Cohen, chartered accountant, one half of the principal sum held on deposit with the said Company, and one half of the balance in 1957 and the remainder in 1962, the said sums being on deposit with the said Company under Policies Nos. 552,834 and 568,642.

Montreal, October 19th, 1956.

FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX,
43490-43-4-o Attorneys for Petitioners.

Avis est par les présentes donné que l'Association des licenciés de l'École des hautes études commerciales de Montréal s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal, et déterminant sa composition, ses objets, ses pouvoirs et ses obligations.

Montréal, le 22 octobre, 1956.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
43489-43-4-o GASTON POULIOT.

Notice is hereby given that "L'Association des licenciés de l'École des hautes études commerciales de Montréal" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating "L'École des hautes études commerciales de Montréal" and determining its composition, its objects, its powers and ist obligations.

Montreal, October 22th, 1956.

GASTON POULIOT,
43489-43-4-o Attorney for the Petitioner.

CITÉ DE HULL

Avis est, par les présentes, donné que la cité de Hull, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, amendant sa Charte, pour les fins suivantes: pour la mise en nomination des candidats; pour la préparation de la liste électorale; pour permettre l'examen des documents publics; pour déterminer le mode du relevé du scrutin; pour permettre la vente d'un terrain pour fins commerciales; pour changer la date de l'engagement des auditeurs; pour la publication des avis publics; pour la répartition du coût du pavage du boulevard Moussette, entre les rues Binet et Amherst; pour la ratification du contrat de la Société Gazifère de Hull; pour fixer l'évaluation de la Compagnie E. B. Eddy; pour la création d'une Commission d'Administration de l'Arena municipale; pour permettre d'amender le règlement de zonage et de construction; pour modifier le taux de la taxe sur fonds de commerce; pour modifier le taux de la taxe sur contracteurs; pour adjoindre un expert à l'estimateur de la cité; pour déterminer l'emploi des surplus des règlements d'emprunt; pour le recomptage des votes; pour réglementer la construction et l'opération des postes d'essence; pour la confection du rôle de perception; pour obtenir le pouvoir d'imposer une taxe spéciale pour l'enlèvement des vidanges; pour déterminer les devoirs et pouvoirs du Bureau de Revision; pour modifier la procédure d'expropriation; pour accorder le droit de vote aux épouses des propriétaires; et pour d'autres fins.

Hull, ce 19ième jour d'octobre 1956.

Le Maire,
THOMAS MONCION.
Le Greffier,
H. LÉON LEBLANC.

Contresigné:

Le Procureur de la Cité de Hull,
43491-43-4-o ROY FOURNIER.

CITY OF HULL

Notice is hereby given that the city of Hull will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law, amending its Charter, for the following purposes: for the nomination of candidates; for the preparation of the electoral list; to permit access to public documents to amend the procedure relating to statements of poll; to permit the sale of a parcel of land for commercial purposes; to change the date for the appointment of auditors; for the publication of public notices; for the local assessment of paving on Moussette Boulevard; to ratify a contract signed with a Gas Distribution Company; to have a set assessment for E. B. Eddy Company; to create a Commission for the administration of the Arena; to permit the amendment of the zoning by-law; to modify the rate of taxes on stock in trade and on contractors; to permit the appointment of expert assessors; to modify the rules governing surplus on money by-laws; to modify recount proceedings; to regulate gas stations; to modify the preparation of the collection roll; to establish a special tax for garbage disposal; to clarify the powers of the Revision Board; to modify expropriation proceedings; to grant the right of vote to the wife of property owners; and for other purposes.

Hull, October 19th, 1956.

THOMAS MONCION,
Mayor.
H. LÉON LEBLANC,
City Clerk.

Contersigned:

ROY FOURNIER,
43491-43-4-o Attorney for the City of Hull.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Avis public est par les présentes donné qu'Albert Provost, fermier, de Boucherville, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale aux fins de valider et de confirmer un acte de vente passé entre ledit requérant et A. Hyman Mettarlin, notaire, et Ben Morris, marchand, tous deux de la cité d'Outremont, district de Montréal, ce dernier agissant audit acte tant personnellement que comme fiduciaire, ledit acte passé devant Me Émile Beauchemin, notaire, le 15 sepembre 1955, et enregistré au Bureau d'Enregistrement de Chambly sous le numéro 152314.

Montréal, le 22 octobre 1956.

Le Procureur du pétitionnaire,
43494-43-4-o CHARLES WOLFSON, C.R.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Public notice is hereby given that Albert Provost, farmer, of Boucherville, district of Montreal, shall petition the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special act validating and confirming a deed of sale entered into between the said petitioner and A. Hyman Mettarlin, notary, and Ben Morris, merchant, both of the city of Outremont, district of Montreal, the latter acting personally as well as in trust, passed before Mtre Émile Beauchemin, notary, on the 15th September, 1955, and registered at the Registry Office for the county of Chambly under No. 152314.

Montreal, October 22nd, 1956.

CHARLES WOLFSON, Q.C.,
43494-43-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Lévis s'adressera à la Législature de la Province de Québec pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1. Refonte de sa charte, la loi 20 Geo. V, chapitre 111, et les lois qui la modifient;

2. Obtenir certains pouvoirs spéciaux de règlementation concernant l'enlèvement des vidanges et nuisances publiques, la circulation durant les travaux, et la sécurité publique, permis de construction, construction, traçage des rues, approbation de plans de subdivision, prohibition de bruits inutiles, imposition de taxes d'eau sur lots non bâtis, privilèges pour taxe d'eau prévus à l'article 442 de la Loi des cités et villes, limitation ou prohibition de restaurants ambulants, exemption partielle de taxes ou évaluation réduite sur constructions nouvelles;

3. Déterminer que le Conseil sera composé de huit échevins et un maire, et changeant le territoire des quartiers Notre-Dame et Villemay au point de vue électoral municipal;

4. Augmenter les indemnités payables au maire et aux échevins pour frais de représentation;

5. Valider divers règlements amendant le règlement de construction et autorisant le Conseil à amender une fois les règlements de zonage et de constructions en vigueur sans autre formalité que l'approbation du ministre des affaires municipales;

6. Autorisation de dépenser cent mille dollars par année, pendant cinq ans, pour le prolongement du service d'aqueduc et d'égoût sans autre approbation que celle de la Commission municipale;

7. Ordonner la confection d'un nouveau rôle d'évaluation pendant l'année fiscale 1956-1957;

8. Faire disparaître de la charte les dispositions qui prévoient que la valeur réelle des immeubles comprend la valeur des machineries et leurs accessoires;

9. Prévoir que les immeubles seront évalués à leur valeur réelle;

10. Établir un bureau de revision pour l'audition des plaintes au rôle d'évaluation;

11. Établir une évaluation fixe pour les immeubles de la Laiterie Fortier Ltée;

12. Augmenter le taux de la taxe sur poteaux;

13. Pour toutes autres fins.

Lévis, ce vingt-troisième jour d'octobre mil neuf cent cinquante-six.

PIERRE LEMIEUX,
43492-43-4-o Greffier de la Cité de Lévis.

Public notice is hereby given that the City of Levis will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at his next session, for the following purposes:

1. Revision of its charter, 20. Geo. V, chapter 111, and the acts which modify it;

2. Obtain certain special powers of regulation concerning removal of the garbage and public nuisances, traffic circulation during working operations, public security, construction premits, construction, drawing of streets, approval of subdivision plans, prohibition of useless noises, imposition of water taxes on vacant lots, privilege for water tax provided under article 442 of the Cities and Towns Act, limitation or prohibition of itinerant restaurants, partial exemption of taxes or reduced valuation on new constructions;

3. Determine that the Municipal Council will be composed of eight aldermen and the mayor, and changing the territory of Notre Dame and Villemay wards for municipal electoral purposes;

4. Increase the indemnity payable to the aldermen for entertainment expenses;

5. Validate different by-laws amending the construction by-laws and authorising the Council to amend once the zonage and construction by-laws in force, without any other formality than the approval of the Minister of municipal affairs;

6. Authorization to spend one hundred thousand dollars a year, during five years, for the extension of the water-works and sewers system without any other approval than the approval of the Municipal Commission;

7. Direct that a new valuation roll will be made during the fiscal year 1956-1957;

8. Remove from the charter the provisions providing that the real value of the immoveables comprises the value of the machinery and its accessories;

9. Provide that the immoveables will be valued at their real value;

10. Establish a revision bureau for the hearing of complaints against the valuation roll;

11. Establish a fixed valuation for the immoveables of Laiterie Fortier Ltée;

12. Increase the taxes on poles;

13. For other purposes.

Levis, this twenty-third day of October nineteen fifty-six.

PIERRE LEMIEUX,
43492-43-4-o Registrar of the City of Levis.

Avis public est par les présentes donné, que la "Ville de Marieville", dans le comté de Rouville, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

Création d'un fonds industriel. Validation de certains actes. Permission d'accorder certains octrois. Autorisation par le conseil de défrayer les représentations du maire et des échevins. Création de commissions d'urbanisme, d'industrie et de tourisme. Réglementation des permis de construction, de la subdivision des lots et du stationnement. Création d'un fonds de roulement et pour tous autres buts.

Marieville, le 22 octobre 1956.

Le Procureur de la requérante,
43493-43-4-o GASTON RONDEAU.

Public notice is hereby given that the "Town of Marieville", in the county of Rouville, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act for the following purposes:

Creation of an industrial fund. Validation of certain deeds. Permission to grant moneys. Authorization of the Council, to cover entertainment for the Mayor and the Aldermen. Creation of Commissions of Town Planning and Industry and Tourism. To regulate permits for building, subdivision of lots and parking. Creation of a rolling fund, and for all other purposes.

Marieville, October 22nd, 1956.

GASTON RONDEAU,
43493-43-4-o Attorney for the petitioner.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Avis public est par les présentes donné que les "Commissaire d'écoles pour la municipalité de

---

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Public notice is hereby given that the "School Commissioners for the municipality of St-

la Ville de St-Léonard-de-Port-Maurice," comté de Laval, district de Montréal, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever, dans les limites actuelles de la Ville de St-Léonard-de-Port-Maurice, comté de Laval, district de Montréal, une taxe de vente dite taxe de l'aide à l'éducation n'excédant pas un pour cent.

Montréal, le 23 octobre 1956.

Les Procureurs des pétitionnaires,
43495-43-4-o GUÉRIN & PINARD.

Léonard-de-Port-Maurice," county of Laval, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law permitting to the said School Commissioners to impose and levy, within the present limits of the town of St-Léonard-de-Port-Maurice, in the county of Laval, district of Montreal, a tax called "Education Tax" not exceeding one per cent.

Montreal, October 23rd, 1956.

GUÉRIN & PINARD,
43495-43-4-o Attorneys for the petitioners.

Canada — Province de Québec
District de Québec

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la ville de Charlesbourg, dans le comté de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins ci-après:

1° Modifier en ce qui la concerne la Loi des Cités et Villes en: *a*) Augmentant à $3,000.00 pour la charge de maire et à $2,000.00 pour la charge d'échevin la valeur des biens-fonds que doit posséder toute personne pour se qualifier auxdites charges; *b*) changeant la date de la préparation de la liste des électeurs; *c*) portant à trois ans le terme d'office des membres du conseil; *d*) accordant au conseil le pouvoir de modifier sans referendum certaines dispositions de tout règlement adopté en vertu de l'article 426-1; *e*) accordant au conseil le pouvoir de répartir suivant la valeur ou l'étendue de front des propriétés ou suivant ces deux modes à la fois, le coût de travaux permanents aux chemins, trottoirs, à l'aqueduc et aux égouts et d'emprunter les sommes requises à ces fins sans referemdum sur requête des deux tiers des intéressés; *f*) accordant au conseil le pouvoir de prohiber, réglementer et limiter le nombre des restaurants ambulants; *g*) définissant certains faits comme constituant une puisance; *h*) accordant au conseil le pouvoir de voter par résolution une somme annuelle de $6,000.00 pour l'encouragement des arts, des sciences, des œuvres de charité, pour l'expansion de l'industrie et du commerce et l'établissement de centres de loisirs et autres objets similaires; *i*) accordant au conseil le pouvoir d'adjoindre des experts aux estimateurs et autorisant ces derniers à visiter toute propriété mobilière ou immobilière pour les fins de leur évaluation; *j*) accordant au conseil le droit d'imposer aux non résidents de la municipalité une taxe n'excédant pas le double de celle qui peut être imposée aux résidents, en vertu de l'article 526; *k*) augmentant à quinze le nombre des électeurs qui doivent requérir le vote à une assemblée publique convoquée en vertu de l'article 593; *l*) autorisant le conseil à emprunter sans referendum pendant cinq ans une somme annuelle de $100,000.00 pour travaux permanents de chemins, de trottoirs, d'aqueduc et d'égout, achat d'équipement et d'immeubles et construction de bâtisses pour fins municipales.

2° Légaliser à toutes fins que de droit l'imposition de taxes décrétée par les règlements numéros 63, 78, 88, 99 et 101.

Québec, le 23 octobre 1956.

Le Procureur de la pétitionnaire,
43498-43-4-o ALBERT DUMONTIER.

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Public notice is by these presents given that the Corporation of the town of Charlesbourg, in the county of Quebec, shall petition the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of an act for the following purposes:

1. Amend concerning it the Cities and Towns Act in: *a*) increasing to $3,000.00 for the office of Mayor and to $2,000.00 for the office of alderman the value of the immoveables which must possess any person to qualify herself to said office; *b*) changing the date of the preparation of the electoral list; *c*) increasing to three years the term of office of the members of the council; *d*) granting the council the power to modify without a referendum certain provisions of any by-law adopted under the authority of section 426-1; *e*) granting the council the power to assess according to the valuation or to the frontage of the interested properties or according to these two methods in the proportion determined by it, the cost of permanent works relating to roads, sidewalks, waterworks and sewers and to borrow the amounts required for these purposes without a referendum on a petition by the two thirds of the interested proprietors; *f*) granting the council the power to prohibit, regulate and limit the number of itinerant restaurants; *g*) defining certain facts as constituing a nuisance; *h*) granting the council the power to vote by resolution an annual sum of $6,000.00 for the encouragement of arts, sciences, charitable undertakings, for the expansion of industry and commerce and the establishment of recreational centers and other similar objects; *i*) granting the council the power to provide the assessors with experts and authorizing the assessors to visit any moveable or immoveable properties for the purpose of their valuation; *j*) granting the council the power to levy upon non residents a tax not exceeding the double of the one which can be levied on the residents under section 526; *k*) increasing to fifteen the number of the electors who must request a vote at a public meeting called under section 593; *l*) authorizing the council to borrow without referendum during a period of five years an annual sum of $100,000.00 for permanent works on roads, sidewalks, waterworks, sewers, for the purchase of lands, buildings or equipment required for municipal purposes or the construction of buildings required for the same purposes.

2. Validate for all legal purposes the levy of taxes provided by By-laws nos 63, 78, 88, 99 and 101.

Quebec, October 23rd, 1956.

ALBERT DUMONTIER,
43498-43-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Greenfield Park s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir certains pouvoirs et d'amender sa charte sur les matières suivantes: pour permettre à la ville de microfilmer ses archives, pour faire le rôle d'évaluation sur fiches ou feuilles mobiles, pour employer les deniers déposés en fiducie pour la construction d'un centre sportif, pour amender le règlement de zonage sans referendum, et d'accorder une pension annuelle au Secrétaire-trésorier en considération de l'état de services et pour toutes autres fins.

Greenfield Park, le 22 octobre, 1956.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
43496-43-4-o CECIL H. MACNAUGHTEN

Public notice is hereby given that the town of Greenfield Park will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an act granting certain powers and amending its charter on the following matters: to permit the town to microphotograph its archives, to make the valuation roll on index-cards or loose leaves, to dispose of a trust fund for the construction of a Community Sports Centre, to amend its Zoning By-law without referendum, and to grant a pension to its Secretary-Treasurer in recognition of past services rendered and for all other purposes.

Greenfield Park, October 22nd, 1956.

CECIL H. MACNAUGHTEN,
43496-43-4-o Attorney for the Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Mackayville s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'obtention d'une Loi aux fins de désirer le siège des échevins par numéros, appliquer un système rotatif quant à l'élection des échevins, changer la date des élections, fixer des heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de votation pour les élections municipales et pour toutes autres fins.

Mackayville, le 22 octobre, 1956.

Le Procureur de la ville de Mackayville,
43497-43-4-o JEAN BRUNEAU.

Public notice is hereby given that the town of Mackayville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act to designate the seats of Aldermen by numbers, to establish a rotative system for the election of Aldermen, to change the date of the election, to fix the opening and closing hours of polls for the municipal elections, and for all other purposes.

Mackayville, October 22nd, 1956.

JEAN BRUNEAU,
Attorney for the Town of Mackayville.
43497-43-4-o

Canada — Province de Québec
District de Québec

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de Lauzon s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale les autorisant à déplacer tout instituteur ou toute institutrice d'une classe ou d'une école, ou d'une fonction à une autre, en tout temps durant l'année scolaire, et à accorder et ayer annuellement au président et aux commissaires d'écoles une compensation pour leurs services.

Québec, le 22 octobre 1956.

Le Procureur des pétitionnaires.
ALBERT DUMONTIER, C.R.
43499-43-4-o

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of Lauzon will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special Act authorizing them to transfer any schoolmaster or achool mistress from one class or school to another or from one duty to another, at all times during the school year, and annually grant and pay a compensation to the president and school commissioners for services rendered.

Quebec, October 22, 1956.

ALBERT DUMONTIER, Q.C.,
Attorney for the petitioners.
43499-43-4

Avis public est par les présentes donné que Frère Pascal, Supérieur provincial de l'Institut des Frères de Saint-Gabriel de la Province de Champlain, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine Session pour obtenir une loi:

a) aux fins de constituer en corporation indépendante et autonome "L'Institut des Frères de Saint-Gabriel de la Province de Champlain", qui exerce ses activités dans les diocèses de Québec, Trois-Rivières et Nicolet;

b) pour toutes autres fins;

Trois-Rivières, le 23 octobre 1956.

Les Procureurs du pétitionnaire,
43500-43-4-o MÉTHOT & MÉTHOT.

Public notice is hereby given that Frère Pascal, Provincial Superior of the "Institut des Frères de Saint-Gabriel de la Province de Champlain", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain an Act:

a) for the purposes of incorporating into an independent and autonomous corporation "L'Institut des Frères de Saint-Gabriel de la Province de Champlain" which carries on its activities in the diocese of Quebec, Trois-Rivières and Nicolet;

b) for all other purposes;

Trois-Rivières, October 23, 1956.

MÉTHOT & MÉTHOT,
43500-43-4 Attorneys for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que Révérende Mère Saint-Auguste Marie, supérieure provinciale de la Province des Trois-Rivières de la congrégation religieuse dite "La Congrégation des Filles de Jésus" s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine Session pour:

a) obtenir une modification à leur charte et des pouvoirs plus étendus pour répondre aux

Public notice is hereby given that Reverend Mother Saint Auguste Marie, Provincial Superior of the Province of Trois-Rivières of the religious congregation called "La Congrégation des Filles de Jésus" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for:

a) an amendment to their charter, and extend their powers in order to meet the present requi-

besoins actuels et permettre à leur congrégation de poursuivre ses fins;

b) pour toutes autres fins;

Trois-Rivières, ce 22 octobre 1956.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

43501-43-4-o MÉTHOT & MÉTHOT.

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Avis est par le présent donné que Marie Isabelle Violette Alise Sabrevois de Bleury Bouthillier, fille majeure et usant de ses droits, domiciliée à Rosemère, comté et district de Terrebonne, s'adressera à la prochaine session de l'Assemblée législative de Québec afin d'obtenir les pouvoirs nécessaires pour disposer de la nue propriété des immeubles dont elle a la jouissance et l'usufruit conformément au testament de feu son père Charles Frontenac Bouthillier avec réserves toutefois quant aux dispositions dudit testament en faveur de Gertrude Constance Emma Adèle Sabrevois de Bleury Bouthillier.

Saint-Jérôme, 22 octobre 1956.

Le Procureur de Violette Bouthillier,

43502-43-4-o LUCIEN THINEL.

Avis est, par les présentes donné, que la cité de Longueuil demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi pour modifier la charte de la cité de même que la Loi des cités et villes relativement *a*) au rôle d'évaluation; *b*) à la taxe d'affaire; *c*) à l'Avenue St-Thomas; *d*) au salaire des membres du Conseil; *e*) au montant des échevins; *f*) à l'interruption de la circulation en cas d'urgence; *g*) au remorquage des véhicules stationnés; *h*) au stationnement des autobus assurant un service interrurbain; *i*) à la disposition des objets perdus et retrouvés; *j*) à la diminution des taxes de locataires; *k*) à l'habitation dans les sous-sols; *l*) à la formation de commissions sportives, d'urbanisme, d'industrie et de tourisme.

Longueuil, le 18 octobre 1956.

Les Procureurs de la Pétitionnaire,

43503-43-4-o CRAIG & FERLAND.

Avis est par les présentes donné que la "Corporation de la Trappe de Notre-Dame du Lac des Deux-Montagnes" s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi soustrayant la surface totale de son domaine et une partie du sous-sol à l'application de la Loi provinciale des Mines, notamment en ce qui a trait à l'exploitation minière et pour d'autres fins.

Québec, le 22 octobre 1956.

Le Procureur de la pétitionnaire,

43504-43-4-o LOUIS DORION.

Avis public est par les présentes donné que le Club Lemoyne Incorporé de Longueil, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'annulation de certaines actions, après l'accomplissement de certaines formalités, émises aux actionnaires dont le Club ignore l'adresse ou les croit disparus, lesquels certificats d'actions portent les numéros d'émission 37, 38, 40, 46, 47, 55, 57 et pour demander en outre certains pouvoirs spéciaux pour sa bonne administration.

Montréal, le 23 octobre 1956.

Les Procureurs du Club Lemoyne Incorporé,
LAMARRE et LAMARRE.

43515-43-4-o

---

rements of the Congregation, and to further their purposes;

b) for all other purposes;

Trois-Rivières, this October 22, 1956.

MÉTHOT & MÉTHOT,

43501-43-4 Attorneys for the petitioner.

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Notice is hereby given that Marie Isabelle Violette Alise Sabrevois de Bleury Bouthillier, of full age of majority making use of her rights, domicilied at Rosemère, county and district of Terrebonne, will apply to the Legislative Assembly of Quebec, at its next session, in order to obtain the necessary powers to dispose of the naked ownership of immoveables of which she has the enjoyment and usufruct according to the will of her late father, Charles Frontenac Bouthillier, subject however to the provisions of said will in favour of Gertrude Constance Emma Adèle Sabrevois de Bleury Bouthillier.

Saint Jérôme, October 22, 1956.

LUCIEN THINEL,

43502-43-4 Attorney for Violette Bouthillier.

Notice is hereby given by the city of Longueuil that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an act to amend the charter of the city and the cities and towns Act on the following matters *a*) valuation roll; *b*) Business tax; *c*) St-Thomas Avenue; *d*) salaries of the members of city Council; *e*) aldermen's mandate; *f*) stopping of traffic in case of emergency; *g*) towing of cars; *h*) parking for intercity buses; *i*) lost and found articles; *j*) tenant's taxes; *k*) occupancy of basements; *l*) athletic,industrial, touristic and town planning commissions.

Longueuil, October 18, 1956.

CRAIG & FERLAND,

43503-43-4-o Advocates for Petitioner.

Notice is hereby given that the "Corporation de la Trappe de Notre-Dame du Lac des Deux-Montagnes" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain an Act to withdraw the entire surface of its property and a part of the subsoil, from the application of the Provincial Mining Act particularly in that which concerns mining development, and for other purposes.

Quebec, October 22, 1956.

LOUIS DORION,

43504-43-4 Attorney for Petitioner.

Public notice is hereby given that the Lemoyne Club Inc. of Longueuil will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for asking the cancellation of shares, after the execution of certains formalities, issued to shareholders now unknown to the Club or beleived to be deceased bearing certificate number 37, 38, 40, 46, 47, 55, 57 and also for asking special powers for its best administration.

Montreal, October 23rd 1956.

LAMARRE et LAMARRE,
Attorneys for the Lemoyne Club Inc.

43515-43-4-o

Avis public est par les présentes, donné que la Cité de Beauharnois, s'adressera à la Législative de la Province de Québec, à la prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Annexer à son territoire certains lots faisant partie de la municipalité de Melocheville;

2° Annexer tout le territoire de la municipalité de St-Clément;

3° Amender l'article de sa charte, concernant la taxe de vente;

4° Pour règlementer la construction de trottoirs, égouts, pavages, aqueduc et leurs raccordements et autres travaux dits permanents et la répartition du coût de leur construction;

5° Accorder des frais de représentation au maire et aux échevins;

6° Et pour toutes autres fins.

Beauharnois, le 23 octobre, 1956.

Le Procureur de la pétitionnaire,
43514-43-4-o FRANÇOIS DORVAL.

Public notice is hereby given that the City of Beauharnois will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act for the following purposes:

1. To annex to its territory certain lots forming part of the municipality of Melocheville;

2. To annex all the territory of the municipality of St. Clément;

3. To amend an article of its charter concerning sales tax;

4. To regulate the construction of sidewalks, sewers, pavings, waterworks and their connections, and other so-called permanent works, and the distribution of the cost of their construction;

5. To grant costs of representation to Mayor and Aldermen;

6. And for all other purposes;

Beauharnois, October 23rd. 1956.

FRANÇOIS DORVAL,
43514-43-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que M. Myron Poplavsky, chirurgien-dentiste, de la Ville de Côte St-Luc, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi aux fins de changer son nom actuel de Myron Poplavsky en celui de Myron Poplove.

Montréal, ce 24 octobre 1956.

Les Procureurs du pétitionnaire,
43516-43-4-o LANGLOIS & RITCHIE.

Public notice is hereby given that Mr. Myron Poplavsky, dental surgeon, of the town of Côte St. Luc, will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to enact a Private Bill in order to have his present name of Myron Poplavsky changed to that of Myron Poplove.

Montreal, this 24th day of October 1956.

LANGLOIS & RITCHIE,
43516-43-4-o Attorneys for the petitioner.

Avis vous est par les présentes donné que la cité de Saint-Jérôme, une corporation municipale ayant son siège social en la cité de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, ou à toute autre session subséquente, pour obtenir le droit d'acquérir des terrains ou des immeubles, de construire des immeubles pour fins municipales et/ou industrielles et les aliéner; si cette acquisition ou cette construction nécessitent un emprunt, les formalités relatives aux emprunts municipaux devront être suivies; pour fixer la date des avis d'élection et la nomination du secrétaire d'élection, pour pourvoir à l'établissement de plusieurs bureaux de votation lors des référendums.

Saint-Jérôme, ce 23 octobre 1956.

Les Procureurs de la cité de Saint-Jérôme,
DE MARTIGNY &
43517-43-4-o MARCHESSAULT.

Notice is hereby given that the city of Saint-Jérôme, a municipal corporation having its head office in the city of Saint-Jérôme, in the county of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, or at any other subsequent session, to obtain the right to acquire lands or immoveables, to build immoveables for municipal and/or industrial purposes, and to alienate same; should such acquisition or such construction necessitate a loan, formalities relative to municipal loans shall then ensue; to fix the date upon which election notices and the appointment of an election secterary, to provide for the establishment of several polling offices when there are referendums.

Saint-Jérôme, October 23th, 1956.

DE MARTIGNY & MARCHESSAULT,
Attorneys for the city of
43517-43-4 Saint-Jérôme.

Cité de Verdun

Amendements à la Charte

Avis est par les présentes donné par la cité de Verdun qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

1. Location d'édifices publics, etc.
2. Évaluation des propriétés de la cité de Montréal;
3. Contrat pour service d'eau par la cité de Montréal;
4. Établissement d'une commission des sports;
5. Cens d'éligibilité des électeurs municipaux;
6. Antennes de radio et télévision;
7. Pensions à certains officiers;
8. Vente, distribution, etc. de littérature obscène;
9. Circulation dans la rue et remorque des véhicules stationnés;

City of Verdun

Charter amendments

Notice is hereby given that the city of Verdun will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain certain amendments to its charter on the following matters:

1. Lease of public buildings, etc.
2. Valuation of properties of the city of Montreal;
3. Contract for water service by the city of Montreal;
4. Establishment of a sports commission;
5. Qualification of municipal voters;
6. Radio and television antennas;
7. Pensions to certain officials;
8. Sale, distribution etc. of effensive literature;
9. Street traffic and removal of parked vehicles;

10. Sommations de la Cour Municipale;
11. Actions judiciaires pour dommages par inondation.

Verdu, P.Q., 26 octobre 1956.

L'Aviseur légal,
43519-43-4-o FRS. FAUTEUX.

10. Municipal Court summonses
11. Legal actions for damage by inundation.

Verdun, P.Q., 26th October, 1956.

FRS. FAUTEUX,
43519-43-4-o City Solicitor.

Avis public est par les présentes donné que la corporation municipale de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, dans le comté de Laval, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville, sous le nom de "Ville Normandie" et aux fins de fixer la date et les modalités des élections; étendre le mandat du maire et des conseillers; modifier les qualifications foncières requises pour être élu membre du conseil; fixer une indemnité pour le maire et les échevins; adopter un règlement de couvre-feu; constituer en fonds de roulement; régir les permis de construction; limiter l'évaluation et la taxation des terres en culture; fixer l'emplacement de rue sur tout terrain à subdiviser; réglementer la subdivision des lots; imposer une taxe spéciale d'aqueduc; réglementer la construction des conduites privées d'eau, entrées d'eau et d'égout; exempter l'imposition de machineries et accessoires; réglementer les marchands ambulants; réglementer les fossés et les cours d'eau; imposer une taxe pour l'enlèvement de la neige et l'entretien des rues et des trottoirs; faire des dons aux œuvres de charité et aux organisations de loisirs et pour autres fins.

Montréal, le 22 octobre 1956.

Le Procureur de la requérante,
43518-43-4-o Me ANDRÉ DUCHARME.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the parish of Saint-Vincent-de-Paul, county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to erect its territory into a town, under the name of "Town Normandie" and to determine the date and the formalities of elections; to extend the mandate of the mayor and the councillors; to modify the immoveable qualifications to be elected members of the Council; to fix an indemnity for the mayor and the aldermen; to adopt a by-law concerning the curfew; to constitute a working fund; to regulate the building permits; to limit the taxation of the farm lands; to fix the location of street on all land to be subdivided; to regulate the subdivision of lots; to impose a special tax for waterworks; to regulate the construction of private conduits, water intakes and sewers; to exempt the taxation of machinery and accessories; to regulate the ditches and water courses; to impose a special tax for the removal of the snow and the maintenance of the streets and the sidewalks; to grant moneys for charitable purposes and for recreation centers and for other purposes.

Montreal October 22nd, 1956.

Me ANDRÉ DUCHARME,
43518-43-4-o Attorney for the Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Farnham s'adressera à l'Assemblée Législative de la province de Québec, à sa prochaine Session, en vue d'obtenir l'adoption d'une loi ayant pour objet de refondre sa Charte et de la modifier, en changeant son nom en celui de "Cité de Farnham".

Les principales modifications ont pour objet: de donner une acception plus étendue au mot "propriétaire" ayant droit d'être inscrit sur la liste des électeurs; de soumettre la ville aux dispositions actuelles et futures de la Loi des cités et villes, sauf dérogations expresses; de décrire le territoire et le quartier en tenant compte des annexions faites jusqu'ici; d'augmenter de six mille à dix mille dollars le pouvoir d'octrois aux œuvres; de fixer à trois ans le terme d'office des membres du Conseil; de fixer une indemnité annuelle de dépenses de quinze cents et de six cents dollars pour le maire et les échevins; d'autoriser le conseil à créer trois commissions spéciales composées en partie de non-membres du conseil: commission des sports, commission d'urbanisme, et commission d'industrie et de tourisme, dont les attributions, pouvoirs et devoirs seront fixés par le conseil, à qui elles devront faire rapport; de stipuler l'effet du départ d'un locataire de son quartier ou de la ville, quant à son droit de vote; d'apporter un adoucissement à l'obligation pour le contribuable d'avoir payé ses taxes pour exercer son droit de vote; de fixer la date des premières élections et de la première séance du conseil après la sanction de la loi; de prévoir la procédure d'approbation d'un premier règlement de zonage et de construction et leur abrogation ou modification futures; d'augmenter les pouvoirs de règlementation du conseil pour lui permettre de préciser les pouvoirs relatifs aux escaliers extérieurs; dé-

Public notice is hereby given that the town of Farnham will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next Session, in order to obtain the adoption of an act relating to the revision and the amendment of its charter and for the purpose of changing its name for "City of Farnham".

The most important amendments will be to the following ends: to give an extended meaning to the word "proprietor" entitled to be listed as elector; to render applicable to the Town the provisions of the Cities and Towns Act as it is or may be amended, except when expressly derogated to it; to give a description of the territory and of the wards including the annexations; to raise from six to ten thousand dollars the power to make grants to organizations; to fix at three years the term of office of the members of the council; to allow fifteen hundred and six hundred dollars to the mayor and the aldermen annually for their expenses; to authorize the council to create three special commissions: Sport Commission, Commission of "Urbanisme", Industrial and Touristic Commission, of which the attributions, powers and duties are determined by the council to which they will have to report; to stipulate the effect for lessee to depart from his ward or the Town, on his right to vote; to lessen the strictness of the obligations for a rate-payer to have paid his taxes in order to be entitled to vote; to fix the date of the first election and the first session of the Council after the adoption of this Act; to establish the procedure for the adoption of the first by-law relating to zoning and construction and the abrogation or amendments in the future; to increase the powers of the Council to pass by-laws in ordre to allow it to: to specify the powers relating to exterior stairways; to allow the delegation of powers of

léguer certains pouvoirs du conseil à la commission d'urbanisme; ordonner la fermeture ou la règlementation des dépotoirs d'automobiles et autres articles de rebuts; prévoir un permis de changement d'usage d'une construction régie par le règlement de zonage; règlementer quant au travail et au coût le ramonage des cheminées; règlementer les postes d'essence et les prohiber en certains endroits; organiser un service d'enlèvement des vidanges et prévoir l'imposition y relative; règlementer la construction des conduites privées d'eau et d'égout et de leur raccordements et prévoir que le coût en sera payable par les propriétaires intéressés; pour règlementer les travaux de fossés mitoyens, cours d'eau, etc., et l'imposition à ce sujet; règlementer l'emplacement, la construction et la répartition du coût des trottoirs et autoriser des emprunts annuels n'excédant pas dix mille dollars par billets à ce sujet; rendre nécessaire l'approbation préalable par le conseil des plans de subdivision de lots; permettre de refuser les permis de construction sur des rues non-ouvertes à la circulation ou non pourvues de conduites d'égout et d'aqueduc, d'interrompre la circulation sur les rues où des travaux sont exécutés, de touer et remiser les véhicules stationnés en contravention des règlements ou nuisant aux travaux publics; déterminer des endroits pour l'arrêt et le stationnement des autobus faisant un service interurbain et les obliger à les utiliser; organiser un service d'enlèvement de la neige et prévoir l'imposition y relative; déterminer des endroits comme kiosques taxis et les obliger à s'y rapporter; obliger à l'émondage ou l'abattage des arbres nuisibles; prévoir l'exécution de travaux permanents tel que pavage, égout et aqueduc, soit de l'initiative du conseil, soit sur requête des deux tiers des propriétaires, et des emprunts temporaires convertis ensuite en obligations, à cette fin, moyennant limite en diamètre des canalisations d'égout et d'aqueduc à la charge des propriétaires, la ville devant contribuer pour le surplus nécessaire, la constitution d'un fonds pour le service de la dette contractée à ce sujet et la façon de la constituer et les autorisations ou approbations requises; ordonner des travaux permanents et urgents pour un montant n'excédant pas cinquante mille dollars par année, y compris la contribution pour excédent en diamètre des conduites d'égout et d'aqueduc dans les travaux à la charge des propriétaires et indiquer les approbations requises pour emprunts à cette fin; réglementer et prohiber les commerces ambulants de patates frites, etc.; autoriser le conseil à utiliser annuellement une somme ne dépassant pas cinq mille dollars pour fins de promotions industrielles ou touristiques; autoriser le conseil à passer un ou des règlements soumis à toutes les approbations requises pour les règlements d'emprunts pour constituer un fonds industriel n'excédant pas deux cent mille dollars dont l'usage pourra servir à l'acquisition de terrains ou bâtisses, à la construction de bâtisses et à leur amélioration pour fins municipales ou industrielles, à accorder des prêts hypothécaires sur des industries en première hypothèque et à toutes autres fins industrielles préalablement autorisées par la Commission Municipale de Québec, la ville pouvant se porter acquéreur des immeubles hypothéqués en sa faveur et en disposer de nouveau sous les mêmes approbations; toutes sommes perçues par la ville en rapport avec les transactions devant être affectées au service de la dette s'il y a lieu créée à l'occasion de la constitution du fonds et le surplus s'il y a lieu avec l'approbation de la Commission Municipale de Québec à des fins similaires; la ville conservant

the Council to the Commission of "Urbanisme"; to authorize the Council to close and to regulate automobile and other junk yards; to require a permit concerning a change in the purpose of a building regulated by zoning by-law; to regulate work and cost of cleaning chimneys; to regulate gas stations and to prohibit them in definite areas; to organize a garbage removing service and the tax to be levied on same; to regulate the construction of private water and sewer conducts and their connection and to levy the charge against the interested proprietors; to regulate common ditches and water courses, etc., and the charge that could be made; to regulate the location, the construction and to assess the expenses of side-walks and to authorize, for this purpose, loans not exceeding ten thousand dollars a year by simple notes; to subject to previous approval of the council the plans for subdivision of lots; to allow the refusal of building permit on streets not opened to the public or not provided with sewer and water system, to stop traffic on the streets where public works are executed, to tow and store vehicles parked in contravention with the by-laws or being a nuisance to public works; to determine bus stops and parking grounds for intercity busses and oblige them to use them; to organize a snow removing service and the tax to be levied; to determine taxi grounds for taxi stands and make it compulsory to use them; to order the trimming or the cutting of trees being a nuisance; to order the execution of permanent works like paving, water and sewer works, whether by the authority of the council, whether upon petition made by at least two thirds of the proprietors, and temporary loans thereafter converted in obligations, for the above purposes, providing a maximum in size of the sewer and water pipes to be assessed against the proprietors, the Town conbributing for the surplus; the establishment of a sinking fund for the service of the debt contracted for same, the way to establish said fund and the authorizations and approbations required; to allow the council to order permanent and urgent works for an amount not exceeding fifty thousand dollars yearly including the contribution of the town for expenses related to the oversize of water and sewer pipes when works have been charged to the proprietors and indicate the required approbations for loans for such purposes; to regulate and prohibit etinerant trades, as fried potato stands, etc.; to authorize the council to seu annually an amount not exceeding five thousand dollars for the purpose of industrial and touristic promotion; to authorize the council to adopt one or some by-laws submitted to all required approbations for loan by-aws to constitute a fund not exceeding two hundred thousand dollars which could be used: to acquire lands or buildings, to the construction of buildings and to their improvement for industrial or municipal purposes, to grant hypothecary loans on industries as first mortgage, and to all other industrial purposes previously authorized by the Quebec Municipal Commission, the Town having the right to acquire mortgaged immovables in its favor and to dispose of same with the same approbations; any amounts collected by the Town concerning transactions to be applied to the service of the debt, if necessary, created with the constitution of the fund and the surplus if any, with the approbation of the Quebec Municipal Commission for similar purposes; the Town holding powers already granted by other acts for the same purposes; to decree that the valuation role be composed of loose-leaves or cards; to render possible the changes of lessees

jusqu'à leur accomplissement les pouvoirs déjà obtenus par d'autres lois à ces fins; décréter que le rôle d'évaluation pourra être composé de fiches ou feuilles mobiles; de permettre les mutations de locataires ou d'occupants; lesdites modifications ayant aussi pour but: de permettre l'estimation comme lots à bâtir de terrains inclus dans une ferme en bordure de rues pourvues d'égout et d'aqueduc, la bande de terre ainsi estimée n'excédant pas cent cinquante pieds de profondeur; de déterminer comment un locataire inscrit au rôle de perception pourra limiter à six mois l'imposition contre lui et le successeur locataire devenir chargé des autres six mois d'imposition et obliger le propriétaire à dénoncer à la ville les changements de locataires survenus dans ses immeubles loués et la sanction au cas de défaut de sa part; de porter à cinq dollars le montant de la taxe personnelle sur les habitants majeurs du sexe masculin; de permettre l'imposition d'une taxe n'excédant pas cinq dollars contre toute personne travaillant dans la ville si elle est majeure et imposer une fois et demi le montant chargé contre les non résidents; de permettre de restreindre à certaines catégories l'imposition de la taxe d'affaires ou de certains droits annuels n'excédant jamais deux cents dollars pour les résidents et les corporations ou sociétés ayant leur siège social dans la ville et trois cents dollars pour les autres; de décréter que la taxe d'affaires pourra être imposée soit en totalité soit en partie selon la valeur annuelle des lieux employés; de permettre au conseil la définition des genres d'affaires ou de commerces, les imposer séparément dans un même établissement et obliger à la fermeture de tout l'établissement lorsqu'un genre d'affaires est visé par le règlement de fermeture à bonne heure ou à imposer des conditions pour en permettre l'ouverture quant aux genres d'affaires non-visés; de permettre au conseil d'imposer une taxe de vente de deux pour cent sujette aux mêmes restrictions, pouvant être perçue de la même façon et sous les mêmes peines et par la même autorité que l'impôt sur la vente en détail de la province; de préciser les pouvoirs du conseil quant à l'utilisation de surplus d'emprunt à certaines fins; de permettre la constitution d'un fonds de roulement n'excédant pas soixante mille dollars, en déterminer les procédés et les autorisations requises; d'autoriser le conseil à accorder un octroi ne dépassant pas cent mille dollars pour l'érection d'un hôpital et de maisons de refuge pour couples âgés, et de garantir un emprunt contracté par les constructeurs de l'hôpital ou effectuer cet emprunt ainsi qu'un emprunt pour dépenses incidentes jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas le total des octrois de la ville, de la province et du Canada et des frais incidents; de décréter qu'advenant construction d'un hôpital le produit net de l'imposition de la taxe de vente sera d'abord appliqué sur le service de la dette relative à l'hôpital; de préciser les pouvoirs d'expropriation de la ville; d'abroger les lois régissant jusqu'ici la ville, sauf certaines dispositions nécessaires à l'accomplissement de certaines fins déterminées; d'établir les dispositions transitoires nécessaires à l'occasion de la refonte de la charte et du changement de nom de la corporation; et de lui accorder tous autres pouvoirs jugés nécessaires.

Donné à Farnham, le 23 octobre mil neuf cent cinquante-six.

Le Procureur de la pétitionnaire,
43520-43-4-o
MAURICE ARCHAMBAULT, C.R.,

and occupants on the valuation role;

Said amendments also having the following objects: to permit the assessment as building lots of land included in a farm fronting streets provided with sewer and water system, the said strip of land not exceeding one hundred and fifty feet in depth; to exact how a lessee registered on the perception role could limit to a period of six months the assessment against him and his successor as tenant could become himself assessed for the remaining six months and to oblige the proprietor to give notice to the Town of any changes in lessees in his rented buildings and to determine the penalty or responsiblity in case of default on his part; to raise from two to five dollars the tax levied on any major person of the male sex residing in the town; to authorize the council to levy a tax not exceeding five dollars on any major person whether male or female workind and residing in the town and a tax higher by fifty per cent for the no-residents; to restrict to some categories the levying of business tax or annual duties not exceeding two hundred dollars for the residents or corporations and societies having their head office in the town and three hundred dollars for the others; to decree that the business tax could be established whether in totality or in part according to the annual value of the premises occupied for same; to allow the council to define the kinds of businesses or trades; to assess all and any kinds separately even in the same establishment and order the closing of the complete establishment when a special kind of business therein falls under the by-law ordering an early closing, or to determine the conditions allowing the establishment to stay opened for the purposes of commercial operations not falling on the said by-law; to allow the council to levy a sale tax of two per cent subject to the same restrictions, being collected in the same manner and under the same penalties and authority as the retailled sale tax of the province; to determine the powers of the council to use the surplus of any loan by-law at certain ends and under certain approbations; to allow a runnind fund to be constituted not exceeding sisty thousand dollars, and to determine the required procedure and authorizations; to authorize the Council to give a grant not exceeding one hundred thousand dollars for the construction of an hospital and a rest home for aged couples, and to guarantee a loan subscribed by the builders of the hospital or to borrow money itself for that purpose up to an amount not exceeding the total of grants made by the Town, the Province of Quebec and by the Government of Canada, and for incident expenses related to it; to decree that in the event of the construction of an hospital the net proceeds of the sale tax that shall be first applied on the service of the debt created relating to the hospital; to specify the expropriation powers of the town; to abrogate the acts governing the Town of Farnham, save and except certain provisions necessary for the accomplishment of specified purposes; to establish the transitory dispositions necessary due to the revision of the charter and the changing of its name.

And to grant the Town all other necessary powers.

Given at Farnham this 23rd day of October, nineteen hundred and fifty-six.

MAURICE ARCHAMBAULT, Q.C.,
Attorney for the Petitioner
43520-43-4-o the Town of Farnham.

Avis public, est par les présentes donné que la cité de Sainte-Foy, dans le comté de Québec, s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session pour obtenir l'adoption d'une loi pour les fins suivantes:

Limiter le nombre de taxis, déterminer les endroits de stationnement des taxis, établir des postes autorisés, refuser un permis pour l'exploitation d'un poste de taxis ou la conduite d'un taxi à toute personne condamnée pour acte criminel. Règlementer l'imposition et l'inspection de taximètres.

Acquérir des terrains nécessaires pour aménagement de terrains de jeux et emprunter sans référendum jusqu'à concurrence de $150,000.00 pour acquitter le coût desdits terrains, le tout avec approbation de la Commission municipale et du lieutenant-gouverneur en conseil. Avec l'approbation de la Commission municipale et du lieutenant-gouverneur en conseil acquérir les terrains nécessaires pour le bon aménagement de ses services publics et emprunter sans référendum jusqu'à concurrence de $200,000.00 pour acquitter le coût desdits terrains. Limiter le nombre de postes d'essence et de garages. En attendant la perception des taxes générales et spéciales emprunter par billets sans obtenir l'approbation des électeurs propriétaires ou du lieutenant-gouverneur en conseil. Les montants empruntés ne doivent pas excéder la moitié des recettes prévues.

Percevoir des amendes pour infraction aux règlements municipaux relatifs à la circulation. Exiger des soumissions pour tout contrat de cinq cents dollars ou au-dessus. Sujet à l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale emprunter $1,151,000.00 pour consolider certaines dépenses faites et à faire résultant de travaux publics permanents et urgents, de voirie, construction d'un garage municipal, achat de terrains, acquisition équipement de bureaux, outillage, aménagement aqueduc et égout collecteur sud.

Refuser permis de construction à moins que le promoteur n'exécute les travaux de rue, d'aqueduc et d'égout.

La cité de Sainte-Foy,
Par le Procureur autorisé,
43528-43-4-o PERCY FLYNN.

Public notice is hereby given that the city of Sainte-Foy, in the county of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, in order to obtain the adoption of an act for the following purposes:

To restrict the number of taxis, determine locations for the parking of taxis, establish authorized stands, refuse to issue permits for the operating of taxi stands or driving licenses to any person having been found guilty of a criminal action. To bring under regulations the installation and inspection of taximeters.

To acquire the necessary land for the organizing of playgrounds and borrow, without a referendum, an amount not exceeding $150,000.00 to meet the cost of said land, all of which with the approval of the Municipal Commission and the Lieutenant-Governor in Council. With the approval of the Municipal Commission and the Lieutenant-Governor in Council, acquire the necessary land for the installing of public utilities and borrow, without a referendum, an amount not exceeding $200,000.00 in order to meet the cost of said land. Restrict the number of gasoline stations and garages. To borrow, pending the levying of general and special taxes, by means of notes, without the approval of landlord constituents or Lieutenant-Governor in Council. The amounts borrowed should not exceed half of the estimated returns.

Collect fines for infringements to municipal regulations respecting traffic. Exact tenders for any contract in the amount of five hundred dollars or more. With the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Municipal Commission, borrow $1,151,000.00 to fund certain expenses incurred or to be incurred, resulting from permanent and urgent public works, road labour, building of a municipal garage, purchasing of land, office equipment, tooling, installing of waterworks and a south main sewer.

Refuse building permits unless the promoter agrees to carry out work involving the building of sidewalks, waterworks and sewers.

The city of Sainte-Foy,
Per: PERCY FLYNN,
43528-43-4 Authorized Attorney.

Avis est par les présentes donné que Joseph Bruno-Houde, dit Bruno Cyr, de Montréal, présentera à la prochaine session de la Législature de Québec, un projet de loi pour être admis à l'exercice de la profession d'avocat, dans la province de Québec, nonobstant l'article 71 de la Loi du barreau (2-3 Elizabeth II, chapitre 59 et amendements) et pour obtenir le changement de son nom, Joseph Bruno-Houde en Joseph Bruno-Cyr.

Québec, le 25 octobre 1956.

Le Procureur du pétitionnaire,
43529-43-4-o VICTOR TRÉPANIER, C.R.

Notice is hereby given that Joseph Bruno-Houde, called Bruno Cyr, of Montreal, will present a bill at the next session of the Legislature of Quebec, in order to be admitted to the practice of law in the Province of Quebec, notwithstanding article 71 of the Bar Act (2-3 Elizabeth II, chapter 59 and amendments thereto) and that his name be changed from Joseph Bruno-Houde to Joseph Bruno-Cyr.

Quebec, October 25, 1956.

VICTOR TRÉPANIER, Q.C.,
43529-43-4 Attorney for petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la ville de La Tuque s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire ratifier son règlement municipal pourvoyant à l'imposition d'une taxe foncière fixe sur les propriétés industrielles de la Canadian International Paper à La Tuque, du 1er main 1956 au 1er mai 1965.

La Tuque, le 18 octobre 1956.

Le Maire,
J. ONÉSIME DALLAIRE,
Le Greffier,
43558-44-4-o A. A. DUPONT.

Public notice is hereby given that the town of La Tuque will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to ratify its municipal by law providing to impose a fix immoveable assessment on the industrial properties of the Canadian International Paper in La Tuque, from May the first 1956, to May the first 1965.

La Tuque, October the 18 1956.

J. ONÉSIME DALLAIRE,
Mayor.
A. A. DUPONT,
43558-44-4-o Clerk.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Thetford Mines, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte:

1° Pour que les propriétaires de terrain demandant à la cité l'approbation d'un plan de subdivision montrant ou non des rues, soient obligés pour obtenir cette approbation de céder gratuitement pour des fins de parcs ou de terrains de jeux à la cité, une superficie de terrain n'excédant pas 5% de celui compris dans le plan et si le terrain ainsi cédé est trop exigu, une somme n'excédant pas 5% de la valeur marchande du terrain compris dans le plan.

2° Pour que les membres de la Commission Sportive reçoivent des frais de représentation annuelle de $400.00 pour le président et de $300.00 pour les autres; une somme de $400.00 au secrétaire-trésorier.

3° Pour créer une commission touristique de 5 membres avec le droit d'attribuer une somme de $2000.00 à cette commission pour fins de publicité.

4° Pour créer une commission d'urbanisme composée de 5 membres et choisis au sein des différents groupements de la cité.

5° Pour obtenir les pouvoirs nécessaires afin de négocier, avec les municipalités adjacentes au sujet du plan directeur de la cité et cela pour une durée de 5 ans.

6° Pour autoriser la cité à défrayer les dépenses des membres du conseil lorsqu'ils représentent celle-ci lors de certaines fonctions publiques.

7° Pour autoriser la cité à défrayer les dépenses pour fins de réception et de publicité.

8° Pour soustraire la cité à l'obligation de percevoir les taxes scolaires imposées par la Commission scolaire de la cité.

9° Pour qu'une personne ne puisse être déclaré résidente de la cité si ses sources de revenus ne proviennent que de versements faits en vertu d'une loi sociale.

10° Pour que la cité vienne en aide sous forme de prêt ou autrement à Lyon MacLeod Metallurgy Limited pour fins industrielles jusqu'à concurrence de la somme de $500,000.00 et pour affecter sous la même forme une somme additionnelle de $700,000.00 pour d'autres fins industrielles.

11° Pour que la cité puisse imposer des amendes minima de $100.00 et jusqu'à $200.00 plus les frais pour les infractions au règlement de fermeture des places d'affaires.

12° Pour que la cité puisse règlementer les différentes industries ou commerces ou moyens de subsistance et nuisant de quelque manière que ce soit à la libre jouissance des autres citoyens.

13° Pour que la cité puisse imposer des pénalités n'excédant pas $200.00 et les frais contre toute personne n'observant pas les proclamations faites par la cité au sujet des congés civiques de la St-Jean-Baptiste et de la Fête du Travail.

14° Pour que la liste électorale ne se fasse que lors de l'année des élections générales.

15° Pour annexer à la cité des lots 23 et 24 du rang VI du canton de Thetford.

16° Pour que le fait d'annoncer par une personne, société ou corporation un genre d'affaires quelconque, constitue une présomption prima facie à l'effet que cette personne exerce le genre d'affaire annoncé.

Et pour d'autres fins.

Thetford Mines, 27 octobre 1956.

Le Procureur de la petitionnaire,
LUCIEN DROLET C.R.

Thetford Mines P.Q. 43563-44-4-o

Public notice is hereby given that the city of Thetford Mines will apply to Legislature of the Province of Quebec, at tis next session, for permission to adopt an Act amending its charters:

1. That property-owners, requesting the approbation of the city for a plan of subdivision, on which may or may not be shown, streets, be obliged, in order to obtain this approbation, to cede, free of charge, for purposes of parks or playgrounds for the city, an area of land not exceeding 5% of that comprised in the plan and if the land thus ceded is too small, an amount not exceeding 5% of the merchant value of the land comprised in the plan.

2. That the members of the Sports Committee receive annual costs of representation of $400.00 for the President and of $300.00 for the others; an amount of $400.00 for the Secretary-Treasurer.

3. To create a Touristic Commission of 5 members with the right to attribute an amount of $2000.00 to this Commission for publicity purposes.

4. To create a Town Planning Commission composed of 5 members and chosen amongst the various groups of the city.

5. To obtain the necessary powers so as to deal with the adjacent municipalities relative to the main plan of the city and that for a duration of 5 years.

6. To authorize the city to defray the expenses of the members of the Council when they represent the latter at certain public offices.

7. To authorize the city to defray expenses for reception and publicity purposes.

8. To withdraw from the city the obligation to collect school taxes imposed by the School Commission of the city.

9. That a person not be declared a resident of the city if that person's source of revenue are derived from payments made through a social law.

10. That the city come to the aid of Lynn MacLeod Metallurgy Limited in the form of a loan, or otherwise for industrial purposes, for a sum of money to the amount of $500,000.00 and to assign, in the same way, an additional amount of $700,000.00 for other industrial purposes.

11. That the city may impose minimum fines of $100.00 and as much as $200.00, plus costs, for infractions to the by-law of the closing of business establishments.

12. That the city may regulate the various industries or business establishments or means of subsistence and which interfere in any manner whatsoever with the freedom of other citizens.

13. That the city may impose penalties not exceeding $200.00 and costs against any person not observing the proclamations made by the city relative to the public holidays of the St-Jean Baptiste and Labor Day.

14. That the electoral list not be made only during the year for general elections.

15. To annex to the city lots 23 and 24 of range VI of the township of Thetford.

16. That the fact of a person, a society or a corporation stating that they operate some particular type of business should constitute the presumption prima facie to the effect that this person does operate the type of business so stated.

And for other purposes.

Thetford Mines, October 27, 1956.

LUCIEN DROLET, Q.C.,
Attorney for the Petitioner.

Thetford Mines, P.Q. 43563-44-4

Avis est par les présentes donné que Les Frères Hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu, corporation incorporée par la loi 22 George V, chapitre 135, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale l'autorisant à changer son nom en celui de L'Ordre Hospitalier de Saint-Jean-de-Dieu, augmentant la valeur des biens qu'elle peut posséder, et validant certains actes.

Montréal, le 26 octobre 1956.

Les Procureurs des pétitionnaires,
DURANLEAU DUPRÉ &
DURANLEAU.

43559-44-4-o

Notice is hereby given that Les Frères Hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu, corporation legally constituted by special Act to the Legislature, 22 George V, chapter 135, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain a special law authorizing the corporation to change its name in that of L'Ordre Hospitalier de Saint-Jean-de-Dieu, increasing the value of the immoveables that the corporation is authorized to possess, and validating certain deeds.

Montreal, October 26, 1956.

DURANLEAU DUPRÉ &
DURANLEAU,
Attorney for Petitioner.

43559-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que Germaine Thibodeau et Gabrielle Thibodeau, toutes deux célibataires majeures, résidant et domiciliées dans la cité et le district de Montréal s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi interprétant le testament de feue Demoiselle Marie-Berthe Thibodeau pour confirmer la substitution du capital et des revenus en faveur de la survivante et et l'accroissement des revenus au cas de mariage de l'une d'elles en faveur de l'autres, et pour autres fins.

Montréal, le 25 octobre 1956.

Les Procureurs des requérantes,
LACROIX, VIAU & POUPART.

43562-44-4-o

Public notice is hereby given that Germaine Thibodeau and Gabrielle Thibodeau, both spinster of full age, living and residing in the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an Act interpreting the will of the late Marie-Berthe Thibodeau and confirming the substitution of the capital and revenues in favor of the survivor and the accretion of revenues in case of marriage of one of them in favor of the other, and for all other purposes.

Montreal, October 25, 1956.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for petitioners.

43562-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Ville LaSalle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, amendant sa charte, la loi 2 George V, chapitre 73 et les lois qui la modifient, sur les matières suivantes: abroger l'article 2 de la Loi 20 George V, chapitre 116, l'article 2 de la Loi 1 George VI, chapitre 115 et l'article 2 de la Loi 14 George VI, chapitre 112; pourvoir à l'évaluation des habitations unifamiliales ou bifamiliales; pourvoir à un emprunt pour travaux urgents n'affectant pas le pouvoir d'emprunt général de la ville; droit de vérifier les véhicules automobiles relativement aux bruits et à la sécurité; revision du taux d'intérêt sur les arrérages de taxes et pour autres fins.

Montréal, le 26 octobre 1956.

Les Procureurs de la Ville LaSalle,
LACROIX, VIAU & POUPART.

43564-44-4-o

Public notice is hereby given that the town of LaSalle will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the law 2 George V, chapter 73 and amendments, for the following matters; to repeal articles 2 of the law 20 George V, chapter 116, 2 of the law 1 George VI, chapter 115 and 2 of the law 14 George VI, chapter 112; to provide for the valuation of cottages and duplex; to authorize a loan for urgent matters, namely sewers, said loan not to affect the borrowing power of the town; right to verify motor vehicles for security purposes; to revise the interest rate on the taxes arrears, and for all other purposes.

Montreal, October 26, 1956.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the town of LaSalle.

43564-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Côte St-Luc s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 15-16 George VI, chapitre 98 et les lois qui la modifient, sur les matières suivantes établir le coût des permis de construction; modifier le nombre requis d'électeurs propriétaires pour l'adoption des règlements d'emprunt et la modification des règlements de zonage et de construction; permettre un rôle d'évaluation sur feuilles mobiles; adjoindre des experts aux évaluateurs; décréter une taxe d'affaires basée sur la valeur d'occupation, et pour autres fins.

Montréal, le 26 octobre 1956.

Les Procureurs de la Ville de Côte St-Luc,
LACROIX, VIAU & POUPART.

43565-44-4-o

Public notice is hereby given that the town of Côte St. Luc, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the law 15-16 George VI, chapter 98 and amendments, for the following matters: to fix the cost of building permits; to modify the requested number of elector-proprietors for the adoption of borrowing by-laws and for the modification of building and zoning by-laws; to provide to the constitution of the valuation roll by index-cards; to allow assistance to the assessors; to impose a business tax based on the rental value, and for all other purposes.

Montreal, October 26, 1956.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Town of Côte St. Luc.

43565-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que Albini Carrière, ci-devant cultivateur de la paroisse de Boucherville et maintenant domicilié et résidant dans la cité et le district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi validant et confirmant son titre sur une terre formée de partie du lot N° 105, au cadastre de la paroisse de Boucherville et de partie du lot N° 258 au cadastre de la paroisse de Varennes, et pour autres fins.

Montréal, le 25 octobre 1956.

Les Procureurs du requérant,
LACROIX, VIAU & POUPART.

43561-44-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Salaberry-de-Valleyfield, un corps politique municipal, incorporé suivant la Loi, ayant son siège social en la cité de Salaberry-de-Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session ou à la prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi sur les matières suivantes:

1) Octroyer au Fonds Diocésain de Valleyfield une somme de $15,000.00, en cinq versements annuels de $3,000.00, à compter de 1957;

2) Attribuer au fonctionnaire remplissant actuellement les charges de trésorier, contrôleur des finances, gérant, ingénieur professionnel, une seule de ces charges au choix exclusif du conseil. Nommer un trésorier et ne pouvoir destituer l'ingénieur professionnel qu'à la majorité absolue du conseil;

3) Décréter une charge municipale dite de gérant, avec ses pouvoirs et devoirs;

4) Confectionner le rôle d'évaluation sur des fiches ou feuilles mobiles;

5) Accorder à The Canadian Converters Company Limited une commutation de 50% de toutes taxes municipales à l'exception des cotisations pour travaux d'égout, de pavage et de trottoirs, pour 5 années, du 1er janvier 1957 au 31 décembre 1961; et de 25% du 1er janvier 1962 au 31 décembre 1966 à certaines conditions;

6) Modifier la confection des listes électorales en inscrivant au rôle d'évaluation les propriétés par quartiers, arrondissements, rues et numéros civiques;

7) Annexer à la cité partie des lots 259 et 261 de la municipalité de la paroisse des Ste-Cécile;

8) Approuver le règlement N° 503 de la cité, amendant le règlement N° 468 dans la zone F-2 de la cité;

9) Au cas d'égalité de votes aux charges municipales, demander le recomptabe judiciaire devant un juge du district;

10) En appeler à un bureau de revision, composé de trois membres, de toute plainte au rôle d'évaluation;

11) Pouvoirs du bureau de revision de juger les plaintes contre le rôle d'évaluation;

12) Devoir du bureau de revision de procéder à la revision du rôle, qu'il y ait des plaintes ou non;

13) Retour du rôle au conseil par le bureau de revision pour homologation;

14) Pouvoir du bureau de revision au cas d'omission au rôle d'évaluation;

15) Et pour d'autres fins.

Salaberry-de-Valleyfield, le 29 octobre 1956.

Le Procureur de la Petitionnaire,
MAURICE PERRON, C.R.

43566-44-4-o

Public notice is hereby given that Albini Carrière, formerly farmer of the parish of Boucherville and now domiciled and residing in the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the adoption of an Act ratifying and confirming his title on land being part of lot N° 105 of the official cadastre of the parish of Boucherville and of part of lot N° 258 of the official cadastre of the parish of Varennes, and for all other purposes.

Montreal, October 25, 1956.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for petitioner.

43561-44-4-o

Public notice is hereby given that the City of Salaberry-de-Valleyfield, a municipal body politic, incorporated according to Law, having its head office in the City of Salaberry-de-Valleyfield, in the County of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session or the next, for the adoption of an Act on the following subjects:

1) Grant an amount of $15,000.00 to the Diocesan Fund of Valleyfield, payable in five annual instalments of $3,000.00, as of 1957.

2) To assign to the civil servant presently serving in the capacity of treasurer, controller of finances, manager, professional engineer, the responsibility of only one of these offices at the exclusive choice of the Council. Appoint a treasurer, and the professional engineer shall not be removed from office unless by an absolute majority of the Council;

3) Enact a municipal office, that of manager, with its powers and duties;

4) Compile the valuation roll on index-cards or loose sheets;

5) Grant to The Canadian Converters Company Limited a 50% commutation of all municipal taxes excepting assessments on sewer, paving and sidewalk operations, for a period of five years, from January 1st., 1957 to December 31, 1961; and 25% from January 1st., 1962 to December 31, 1966, on certain conditions;

6) Modify the manner of making up electoral lists by entering properties on the valuation roll, according to wards, districts, streets and civic numbers;

7) Annex to the city, portions of lots 259 and 261 of the Municipality of the parish of St. Cécile;

8) Approve City By-law No. 503, amending By-law No. 468 in zone F-2 of the city;

9) In the case of an equal number of votes for municipal office, a judicial recount should be requested before a judge of the district;

10) Any complaint concerning the valuation rool may be appealed before a board of Revision composed of three members;

11) Powers of the Board of Revision when judging complaints against the valuation roll;

12) The duty of the Board of Revision to proceed with the revision of the roll, whether there are complaints or not;

13) Returning of the roll to Council by the board of revision for homologation;

14) The power of the Board of Revision in case of an omission on valuation roll;

15) And for other purposes.

Salaberry-de-Valleyfield, October 29, 1956.

MAURICE PERRON, Q.C.,
Attorney for Petitioner.

43566-44-4

Avis public est par les présentes donné que:

Les commissaires d'écoles pour la Municipalité de la cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi,

Les commissaires d'écoles pour la Municipalité de la cité de Jonquière, dans le comté de Jonquière-Kénogami,

Les commissaires d'écoles pour la Municipalité de la Ville d'Alma, dans le comté du Lac St-Jean.

Les commissaires d'écoles pour la Municipalité de la ville de Dolbeau, dans le comté de Roberval, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour l'obtention d'une loi aux fins suivantes:

a) accorder le pouvoir de numéroter les sièges de chacun des commissaires d'écoles et du président sans pour cela que la municipalité soit divisée pour fins de vote;

b) accorder de plus amples pouvoirs relativement aux instituteurs, pendant l'année scolaire;

c) accorder des frais de représentation au président et aux commissaires de chaque commission scolaire.

Chicoutimi, le 25 octobre 1956.

Le Procureur des pétitionnaires,
ALBERT DUMONTIER.

43560-44-4-o

Public notice is hereby given that:

The school commissioners for the Municiaplity of the city of Chicoutimi, county of Chicoutimi,

The school commissioners for the Municipality of the city of Jonquière, county of Jonquière-Kénogami,

The school commissioners for the Municipality of the town of Alma, county of Lake St. John,

The school commissioners for the Municipality for the town of Dolbeau, county of Roberval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act for the following purposes:

a) to grant the power to number the seat of each commissioner and of the chairman without division of the Municipality for voting purposes;

b) to grant additional powers with respect to teachers during the school year;

c) to grant representation costs to the chairman and to the commissioners of each school board.

Chicoutimi, 25th October, 1956.

ALBERT DUMONTIER,
Attorney for Petitioners.

43560-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que Son Excellence Mgr Georges Cabana, chancelier de l'Université de Sherbrooke, Mgr Irénée Pinard, recteur de l'Université de Sherbrooke, Mgr Maurice O'Bready, secrétaire général de l'Université de Sherbrooke, M. l'abbé Roger Maltais, doyen de la Faculté des Arts, M. Charles-Émile Bélanger, doyen de la Faculté de Commerce, M. Armand Crépeau, doyen de la Facultés des Sciences, M. Albert Leblanc, doyen de la Faculté de Droit, M. le Juge J. C. Samson, directeur des études de la Faculté de Droit, M. Gaétan Côté, directeur de l'École de Génie, M. Rosaire Cousineau, directeur des études de la Faculté de Commerce, tous de la Cité de Sherbrooke, et M. Ernest Mercier, directeur de l'École des Sciences expérimentales, de la ville de Lennoxville, s'adresseront à la Législature de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'incorporation de "La Société des Fiduciaires de l'Université de Sherbrooke" en francais et "Board of Trustees of the University of Sherbrooke" en anglais, pour favoriser le développement et le progrès de l'enseignement donné par l'Université de Sherbrooke, avec pouvoirs de recueillir, posséder et administrer en fiducie pour cette institution, des biens et des deniers.

Sherbrooke, ce 26 octobre 1956.

Les Procureurs des pétitionnaires,
LEBLANC, DELORME,
BARNARD & LEBLANC.

43586-44-4-o

Public notice is hereby given that His Grace Mgr. Georges Cabana, chancellor of the University of Sherbrooke, Mgr. Irénée Pinard, rector of the University of Sherbrooke, Mgr. Maurice O'Bready, general Secretary of the University of Sherbrooke, Abby Roger Maltais, Dean of the Faculty of Arts, Mr. Charles-Émile Bélanger, Dean of the Faculty of Commerce, Mr. Armand Crépeau, Dean of the Faculty of Science, Mr. Albert Leblanc, Dean of the Faculty of law, Judge J. C. Samson HeadMaster of studies of the Faculty of Law, Mr. Gaétan Côté, Headmaster of the School of Engineering, Mr. Rosaire Cousineau, Headmaster of the Studies at the Faculty of Commerce, all of the city of Sherbrooke, and Mr. Ernest Mercier, Headmaster of the School of Applied Sciences, of the Town of Lennoxville, will apply to the Legislature of Quebec at tis next session, in order to obtain the incorporation of "La Société des Fiduciaires de l'Université de Sherbrooke" in French and "Board of Trustees of the University of Sherbrooke" in English, to further the development and progress of education at the University of Sherbrooke, with the powers to collect, hold and manage, in trust, the property and moneys of said institution.

Sherbrooke, this October 26, 1956.

LEBLANC, DELORME,
BARNARD & LEBLANC,
Attorneys for the petitioners.

43586-44-4

Avis public est par les présentes donné que Régis Reader, menuisier, son épouse, dame Mary-Marcelline Gaul, et Joseph-Victor Dunn, employé civil et agent d'assurance, tous trois de la municipalité de Gaspé, dans le comté de Gaspé-Sud, province de Québec, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, demandant l'adoption légale dudit Joseph-Victor Dunn, par lesdits Régis Reader et Mary-Marcelline Gaul, ainsi que le changement du nom dudit Joseph-Victor Dunn, en celui de Joseph-Victor Reader.

Québec, le 2 novembre 1956.

GÉRARD D. LÉVESQUE.

43626-45-4-o

Public notice is hereby given that Régis Reader, joiner, his wife, Dame Mary-Marcelline Gaul, and Joseph-Victor Dunn, civil employee and insurance agent, all three of the municipality of Gaspé, in the county of Gaspé-South, Province of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, requesting the legal adoption of the said Joseph-Victor Dunn, by the said Régis Reader and Mary-Marcelline Gaul, as well as the change of name of the said Joseph-Victor Dunn, into that of Joseph-Victor Reader.

Quebec, November 2, 1956.

GÉRARD D. LÉVESQUE,

43626-45-4

Avis public est par les présentes donné que le Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la Province de Québec Incorporée, ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, s'adressera à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi pour les fins d'obtenir la reconnaissance professionnelle des chiropraticiens dans la Province de Québec, dans les statuts de la Province, avec pouvoir de faire des règlements suivant le projet de Loi soumis à la Législature et la pétition nécessaire à l'obtention desdits pouvoirs; cette loi et ces règlements auront pour but de régir, dans l'intérêt public, le profession de la chiropratique dans la Province de Québec, l'admission, l'étude, la discipline, les droits acquis et tous les objets et pouvoirs mentionnés au projet de loi.

Montréal, le 28 septembre 1956.

Les Procureurs du pétitionnaire,
COUSINEAU, LAGANIÈRE,
43587-44-4-o et BÉLANGER.

Public notice is hereby given that the "Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la Province de Québec Incorporée", having its head office at Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law for the purpose of obtaining the pofessional recognition of chiropractors in the Province of Quebec, in the Statutes of the Province, with power to make regulations according to the draft bill submitted to the Legislature and the necessary petition for the obtainment of the said powers; this law and these regulations shall have for object to govern, in the public interests, the chiropractic profession in the Province of Quebec, admission, study, discipline, acquired rights and all objets and powers mentioned in the draft bill.

Montreal, September 28th, 1956.

COUSINEAU, LAGANIÈRE
and BÉLANGER,
43587-44-4 Attorneys for the Petitioner.

Canada, Province de Québec
District de Trois-Rivières

AVIS

"La Commission des Écoles Catholiques des Trois-Rivières" donne avis par les présentes, qu'elle s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir l'adoption d'une loi pour:

a) confirmer et ratifier une résolution des commissaires fixant un montant égal de taxes scolaires à être payé par certains contribuables pour l'année 1956-1957 à celui payé par l'année précédente;

b) confirmer et ratifier des ententes spéciales avec certains contribuables fixant le montant de taxes scolaires à être payé annuellement pour une période déterminée;

c) autoriser l'augmentation du montant des emprunts temporaires de la Commission dans l'attente de la perception des taxes scolaires;

d) autoriser l'augmentation des frais annuels de déplacement et de représentations à MM. le président et les commissaires;

e) autoriser les commissaires à imposer et prélever, par résolution, une taxe spéciale de un pourcent (1%) pour fins d'éducation;

f) autoriser les commissaires à transiger les affaires de banque avec une ou plusieurs caisses populaires Desjardins situées dans les limites de la cité de Trois-Rivières;

g) confirmer et autoriser autres matières;

Trois-Rivières, le 24 octobre 1956.

Les Procureurs de la Commission des
Écoles Catholiques de Trois-Rivières,
43625-45-4-o GABIAS & LAPERRIÈRE.

Canada, Province of Quebec
District of Trois-Rivières

NOTICE

The Catholic School Commission of Trois-Rivières hereby gives notice that it shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain the adoption of an Act to:

a) confirm and ratify a resolution of the Commissioners fixing the amount of school taxes to be paid by certain ratepayers for the year 1956-1957 in order that it be equal to that paid out the previous year;

b) confirm and ratify special agreements with certain ratepayers fixing the amount of school taxes to be paid annually for a specific period;

c) authorize the increasing of the amount of the Commission's temporary loans pending the levying of school taxes;

d) authorize the increasing of annual travelling and entertainment expenses for the President and Commissioners;

e) authorize the Commissioners to impose and levy, by means of a resolution, a special tax of one per cent (1%) for educational purposes;

f) authorize the Commissioners to transact banking business with one or several of the Caisses Populaires Desjardins situated within the limits of the city of Trois-Rivières;

g) confirm and authorize other matters;

Trois-Rivières, October 24th, 1956.

GABIAS & LAPERRIÈRE,
Attorneys for the Catholic School Commis-
43625-45-4 sion of Trois-Rivières.

Avis public est donné par les présentes que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la ville de Port-Alfred s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins suivants;

a) d'accorder de plus amples pouvoirs relativement aux instituteurs, pendant l'année scolaire;

b) d'accorder en outre des frais de représentation au président et aux commissaires.

Chicoutimi, le 3 novembre 1956.

Le Procureur de la pétitionnaire,
43627-45-4-o ALBERT DUMONTIER.

Public notice is hereby given that The School Commissioners for the municipality of the town of Port-Alfred, county of Chicoutimi will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act for the following purposes:

a) to grant additional powers with respect to teachers ruding the school year;

b) to grant representation costs to the chairman and to the commissioners.

Chicoutimi, 3rd November 1956.

ALBERT DUMONTIER,
43627-45-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'École de la cité de Salaberry de Valleyfield, un corps politique régi par la loi de l'Instruction Publique (Statuts refondus 1941, chapitre 59) s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à la présente session, pour obtenir la passation d'une loi concernant les matières suivantes:

1° être autorisés à voter et payer annuellement comme compensation pour frais de déplacement, de représentation, et autres dépenses, une somme n'excédant pas $1,500.00 au président, et $1,000.00 à chacun des commissaires, et ce, à compter du 1er janvier 1957;

2° être autorisés à changer de fonction pédagogique, de classe ou d'école, un instituteur ou une institutrice, pourvu que son traitement ne soit pas réduit;

3° Modifier quant à eux l'article 125 de la loi de l'Instruction Publique, en ajoutant à la fin du 1er alinéa "avant le 1er juillet" de façon à établir le cens électoral à cette date.

4° Être autorisés à numéroter les sièges des commissaires sans division et assignation de territoire comme suit:

Siège N° 1, actuellement occupé par M. Fabio Leduc, avec élection en 1957;

Siège N° 2, actuellement occupé par M. Alexis St-Onge, avec élection en 1957;

Siège N° 3, actuellement occupé par M. Omer Demers, avec élection en 1958;

Siège N° 4, actuellement occupé par M. Antonin Cailhier, avec élection en 1959;

Siège N° 5, actuellement occupé par M. Paul-Osée Leduc, avec élection en 1959;

Salaberry de Valleyfield, ce 31 octobre 1956.

Les Procureurs des pétitionnaires,
43628-45-4-o LEBLANC & BARRETTE.

Public notice is hereby given that the School Trustees for the city of Salaberry de Valleyfield, county of Beauharnois, a body politic, incorporated in accordance with the Education Act (Revised Statutes, 1941, chapter 59) will apply to the Legislature of Quebec at its present session to obtain the adoption of a special law concerning the following matters:

1. To be authorized to vote and pay, annually, as an allowance for expenses, a sum not exceeding one thousand and five hundred dollars for the president and one thousand dollars for each commissioner, starting the first of January 1957;

2. To be authorized to transfer, at any time during the school year any teacher from any pedagogical functions, and from one class or school to another, provided his salary is not reduced;

3. To amend, according to the trustees, the article 125 of the Education Act, by adding at the end of the first paragraph "before the first of July" so as to establish the right to vote at that date;

4. To be authorized to number the seats of each commissioner without division or designation of territory as follows:

Seat No. 1, presently held by Mr. Fabio Leduc, with election in 1957;

Seat No. 2, presently held by Mr. Alexis St Onge, with election in 1957;

Seat No. 3, presently held by Mr. Omer Demers, with election in 1958;

Seat No. 4, presently held by Mr. Antonin Cailhier, with election in 1959;

Seat No. 5, presently held by Mr. Paul-Osée Leduc, with election in 1959.

Salaberry de Valleyfield this 31st day of October 1956.

LEBLANC & BARRETTE,
43628-45-4-o Petitioners' Attorneys.

AVIS

La "Caisse Nationale d'Économie" créée et constituée en corporation par la loi 3, Georges V, chapitre 93, cédule B (62 Victoria, chapitre 93) telle qu'amendée, dûment autorisée par résolution, donne avis qu'elle s'adressera au Parlement de la province de Québec, à sa présente session et demandera que la dite loi soit de nouveau amendée aux fins *a*) de préciser que la "Caisse Nationale d'Économie" est une compagnie mutuelle d'assurance-vie aux sens de la loi des assurances de la province de Québec; *b*) de décréter que ladite loi des assurances, à l'exclusion de toute autre loi spéciale, régit la "Caisse Nationale d'Économie," quant à ses affaires d'assurance et de réassurance sur la personne; *c*) de fixer le nombre des membres de son conseil d'administration à pas moins de 9 et à pas plus de 21; *d*) d'autoriser la corporation à assumer tous les engagements et obligations de la "Caisse Nationale d'Assurance-Vie" contre le transport et la cession, par cette dernière compagnie, de tous ses actifs à la "Caisse Nationale d'Économie."

Les Procureurs de la
Caisse Nationale d'Économie,
GUY VANIER, C.R.
43635-45-4-o THERRIEN & CODERRE.

NOTICE

The "Caisse Nationale d'Économie", a legally created and constituted corporation in virtue of the act 3 Georges V Chapter 93, Schedule B, (62 Victoria Chapter 93) as amended, duly authorized by resolution, gives notice that it will make application to the Parliament of the Province of Quebec, at its present session, and solicit that the said act be again amended for the following purposes *a*) to specify that the "Caisse Nationale d'Économie" is a mutual company of insurance and reinsurance of the person within the meaning of the Insurance Act of the Province of Quebec; *b*) to enact that the said Insurance Act, notwithstanding any special act to the contrary, governs the "Caisse Nationale d'Économie", as to its business of insurance and reinsurance of the person; *c*) to specify that the number of the members of the Board of Directors shall be not less than 9 and not more than 21; *d*) to authorize the corporation to assume all obligations and liabilities of the "Caisse Nationale d'Assurance-Vie", against transfer and cession of all the assets of the latter to the "Caisse Nationale d'Économie".

GUY VANIER, Q.C.,
THERRIEN & CODERRE,
Attorneys for the
43635-45-4-o Caisse Nationale d'Économie.

Avis est par les présentes, donné, que la ville de Baie Comeau, dans le comté de Saguenay, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une Loi aux fins suivantes:

1° Annexer à son territoire originaire, tel que décrit à l'article II, de la loi 1, George VI, chapitre 120, le territoire suivant:

Le territoire à être annexé à la ville de Baie Comeau est formé d'une parcelle de terrain situé à l'est des limites actuelles dans le canton de Laflèche, comté de Saguenay:

Partant du coin le plus au nord-est du bloc P1; de là, le long d'une ligne à travers le territoire en eau profonde joignant le coin le plus au nord-est du bloc P1 au coin le plus au nord-est du lot en eau profonde du gouvernement fédéral; de là, dans une direction astronomique nord 78° 37′ ouest, à travers le territoire en eau profonde, distance de 19.47 chaînes, jusqu'au coin le plus au nord-ouest du bloc L; de là, dans une direction générale nord le long du niveau des basses eaux du fleuve St-Laurent jusqu'au coin le plus au nord-est du bloc P1, point de départ.

2° Fixer pour une période de dix ans, à compter de l'année 1958, le montant de taxe municipale et scolaire que Quebec North Shore Paper Company et Canadian British Aluminium Co. Ltd. seront appelés à payer, sur tous les biens actuels qu'elle possède pour fins industrielles dans les limites de la ville de Baie Comeau pour les sommes et pour les périodes fiscales successives, comme suit:

Du 1er janvier 1958 au 31 décembre 1958: $12,000,000.

Du 1er janvier 1959 au 31 décembre 1959: $14,000,000.

Du 1er janvier 1960 au 31 décembre 1967: $15,000,000.

3° Amender sa charte, la loi 1 George VI, chapitre 120 en augmentant le nombre des échevins de 5 à 7.

4° Confectionner un rôle d'évaluation sur fiches ou feuilles mobiles.

5° Obtenir le droit d'accorder à Baie Comeau Community Association, un octroi annuel ne devant pas dépasser $5,000.

6° Obtenir le pouvoir d'accorder au maire, comme indemnité, une somme annuelle de $1,000 et à chacun des échevins une somme annuelle de $600.

7° Obtenir le pouvoir d'adopter un règlement de construction et de zônage, sans référendum modifiant ou remplaçant le règlement existant.

8° Obtenir le pouvoir de transporter, vendre ou céder gratuitement ou pour un prix quelconque jugé convenable ou les municipalités, scolaires ou syndics d'école, les terrains, bâtisses, équipements, meubles scolaires et en général tous biens meubles utilisés pour fins scolaires.

9° Obtenir le pouvoir d'imposer, après entente avec les municipalités de Hauterive et de Chûte-aux-Outardes, pour fins municipales, une taxe de vente, n'excédant pas 2%.

10° Accorder le pouvoir, à la Commission Scolaire de Baie Comeau, lors de sa formation, d'imposer une taxe spéciale, dite taxe de vente, n'excédant pas 1%.

11° Obtenir le pouvoir, sujet à l'approbation du ministère des affaires municipales, d'imposer des taxes spéciales, sur les immeubles ou en face desquels des travaux d'amélioration locales consistant en égouts, conduite d'eau, rues, pavages et trottoirs seront exécutés et pour lesquels aucune taxe n'a encore été imposée.

12° Obtenir le pouvoir d'emprunter de temps à autre, selon les besoins, la totalité ou parties

Notice is hereby given that the town of Baie Comeau, in the county of Saguenay, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act for the following purposes:

1. To annex to its original territory, as described in section II, of Act 1, George VI, chapter 120, the following territory:

The territory to be annexed to the town of Baie Comeau is formed of a parcel of land situated to the east of the present limits in the township of Laflèche, county of Saguenay;

Starting from the northeasternmost corner of block P1; thence, along a line through deep water area joining the northeasternmost corner of block P1 to the northeasternmost corner of Federal Government deep water lot; thence, in a direction north astronomical 78° 37′ west, through deep water area, a distance of 19.47 chains, to the northwesternmost corner of block L; thence, in a general northerly direction, along the low water mark of the St. Lawrence River to the northeasternmost corner of block P1, starting point.

2. To fix, for a period of ten years, starting from the year 1958, the amount of municipal and school taxes which the Quebec North Shore Paper Company and Canadian British Aluminium Co. Ltd. shall be called upon to pay, upon all the present property that this company now owns for industrial purposes within the limits of the town of Baie Comeau for the amounts and for the successive fiscal periods, as follows:

From January 1st, 1958 to December 31, 1958: $12,000,000.

From January 1st, 1959 to December 31, 1959: $14,000,000.

From January 1st, 1960 to December 31, 1967: $15,000,000.

3. To amend its charter, Act 1, George VI, chapter 120, by increasing the number of its aldermen from 5 to 7.

4. To prepare a valuation roll on a card-index or loose-leaf folder system.

5. To obtain the right to grant to the Baie Comeau Community Association an annual grant not to exceed $5,000.

6. To obtain the right to grant to the Mayor, as an indemnity, an annual amount of $1,000 and to each of the aldermen, and an annual amount of $600.

7. To obtain the right to adopt a by-law for construction and zoning, without a referendum modifying or replacing the present by-law.

8. To obtain the power to transfer, sell or cede freely or for whatefer price shall be deemed suitable, either the school municipalities or the school trustees, the lots, buildings, equipment, school furniture and in general, all moveable property utilized for educational purposes.

9. To obtain the power to impose, after an agreement with the municipalities of Hauterive and of Chute-aux-Outardes, for municipal purposes, a sales tax, not to exceed 2%.

10. To grant the power, to the School Commission of Baie Comeau, at the time of its formation, to impose a special tax, called sales tax, not to exceed 1%.

11. To obtain the power, subject to the approbation of the Minister of Municipal Affairs, to impose special taxes, on the immoveables or opposite which local works of improvement consisting of sewers, water-mains, streets, pavements and sidewalks shall be executed and for which no tax has as yet been imposed.

12. To obtain the power to borrow, from time to time, according to requirements, the sum total

des sommes mentionnées au paragraphe précédent pour un terme n'excédant pas 25 ans, au taux d'intérêt n'excédant pas 5% par an.

13° Et pour tout autre fin.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
ROULEAU, PARADIS & ROULEAU.
43624-45-4-o

Avis publique est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte la Loi I Geo. VI, chap. 105, aux fins suivantes:

1° Amender l'article 92 de la Loi I Geo. VI, chapitre 105, tel qu'amendé par le Loi 1-2 Élizabeth II ch. 67, article 7.

2° Fixer l'évaluation de la Compagnie Combustion Engineering Co. pour fins de taxation municipale et scolaire;

Et autres demandes;

Sherbrooke, 2 novembre 1956.

Le Procureur de la requérante,
43636-45-4-o ALBERT RIVARD.

Avis est par les présentes donné, que monsieur Télesphore Chapleau, rentier, domicilié à Bois-des-Filion, dans les comté et district de Terrebonne, s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'un bill aux fins suivantes:

Obtenir le pouvoir de vendre, céder, transporter ou autrement disposer de certaines propriétés immobilières connues et désignées comme étant les numéros 5 et 11 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Louis de Terrebonne, à lui transmis par feu monsieur Michel Chapleau en vertu d'un acte de donation fait et passé le 16 octobre 1913, devant Me Marie-Joseph Éliud Bouvier, notaire, résidant et pratiquant en la cité de Montréal, sous le numéro 2078 de ses minutes et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne le 21 octobre 1913, sous le numéro 63620.

Les Procureurs de Télesphore Chapleau,
43632-45-4-o FAUTEUX & DORAIS.

or parts of the sums mentioned in the preceding paragraph for a term not to exceed 25 years, at a rate of interest not to exceed 5% per year.

13. And for all other purposes.

ROULEAU, PARADIS & ROULEAU,
Attorneys for the petitioner.
43624-45-4

Public notice is hereby given that the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its Charter, the Act I Geo. VI, chapter 105, for the following purposes:

1. To amend article 92 of the Act I Geo. VI, chapter 105, as amended by the Act 1-2 Elizabeth II chapter 67, article 7.

2. To establish a fixed assessment for the Combustion Engineering Co. for municipality and school taxation purposes;

And other purposes;

Sherbrooke, November 2nd, 1956.

ALBERT RIVARD,
43636-45-4-o Attorney for the Petitioner.

Notice is hereby given, that Mr Télesphore Chapleau, gentleman, domicilied at Bois-des-Filion, in the county and district of Terrebonne, shall apply to the Quebec Legislature, at its next session to reguest the adopting of a bill for the following purposes:

Obtain the power to sell, give, transfer or dispose in any otherway of certain estates know and designated as being number 5 and number 11 of the official plans and books of referances of the parish of St-Louis of Terrebonne, that were transmitted to him by the late Mr. Michel Chapleau by an act of donation made on the 16th of October 1913, and received by Me Marie-Joseph Éliud Bouvier, notary, residing and practising in the city of Montreal, under number 2078 of his originals, and registrated at the Registry Office forthe county of Terrebonne on the 21st of October 1913, under number 63620.

FAUTEUX & DORAIS,
43632-45-4-o Attorneys for Télesphore Chapleau.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1118

Québec, le 31 octobre 1956.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT certains actes administratifs du département de la Chasse et des pêcheries.

CONCERNANT l'agrandissement de la Réserve de chasse et de pêche de Mistassini.

ATTENDU QUE la Réserve de chasse et de pêche de Mistassini a été établie par l'arrêté en conseil N° 142, en date du 4 février 1953;

ATTENDU QU'en vue de l'aménagement futur de ladite réserve, il y aurait lieu d'inclure un territoire additionnel autour des limites existantes de cette réserve;

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec 1941:

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1118

Quebec, October 31, 1956.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain administrative agreements of the Department of Game and Fisheries.

CONCERNING the extending of the Mistassini Game and Fish Reserve.

WHEREAS the Mistassini Hunting and Fishing Reserve was established by Order in Council No. 142, dated February 4, 1953;

WHEREAS in view of future plans for said Reserve, it is deemed advisable to include additional territory around the existing boundaries of said Reserve;

IN VIEW of section 65, chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec 1941:

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE la description de la réserve de chasse et de pêche de Mistassini soit à l'avenir comme suit: Une étendue d'environ 11,440 milles carrés à l'intérieur d'une ligne décrite comme suit: Commençant à un point où la ligne de hauteur des terres, entre les eaux du lac Saint-Jean et de la Baie de James, rencontre celle qui sépare les eaux du lac Mistassini et celle du bassin de la rivière Nottoway, soit environ au coin sud-ouest du canton Duberger; de là, dans une direction générale ouest, en suivant la ligne de hauteur des terres, entre les eaux du lac Mistassini et celles du bassin de la rivière Nottoway jusque vis-à-vis l'extrémité du lac Waconichi; de là, dans une direction générale nord-ouest, en suivant la même ligne de hauteur des terres qui sépare les eaux du bassin du lac Mistassini d'une part et les eaux des bassins des rivières Nottoway et Broadback d'autre part, jusqu'à sa rencontre avec le Méridien 74° 30′, en un point situé au nord de la parallèle de Latitude 51° 00′; de là, Nord, suivant ledit Méridien 74° 30′, jusqu'à sa rencontre avec la parallèle de Latitude 52° 00′; de là, Est, suivant ladite parallèle de Latitude 52° 00′ jusqu'à sa rencontre avec la ligne de hauteur des terres entre le bassin de la Baie de James et celui du lac Saint-Jean, à peu près au Méridien 71° 20′; de là, dans une direction générale sud-ouest, suivant ladite ligne de hauteur des terres jusqu'au point de départ;

QUE la chasse et la pêche dans ladite réserve soit sujette aux règlements spéciaux déterminés par le Lieutenant-gouverneur en conseil;

QUE l'arrêté en conseil N° 142, en date du 4 février 1953, soit amendé en conséquence.

CONCERNANT certains règlements dans la réserve de chasse et de pêche de Mistassini.

ATTENDU QUE la réserve de chasse et de pêche de Mistassini a été créée le 4 février 1953 par l'arrêté en conseil N° 142;

ATTENDU QU'à la suite du développement de la région de Chibougamau beaucoup de pêcheurs manifestent le désir d'aller pêcher sur la réserve de Mistassini, il y a lieu aujourd'hui d'adopter certains règlements concernant la pêche, la chasse et la circulation.

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec 1941:

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE les règlements suivants soient adoptés:

1. Personne n'est autorisé à pêcher dans la réserve sans être muni d'une permis spécial de résidant ou de non-résidant et sans avoir obtenu un permis spécial;

2° Personne n'est autorisé à s'établir sans titre dans la réserve pour quelque raison que ce soit et les gardes-chasse et gardes-pêche sont autorisés à détruire les campements érigés sans permis;

3° Les lois générales relatives à la pêche et à la protection de la forêt contre le feu s'appliquent à la réserve, indépendamment des présents règlements;

4° Toute personne séjournant dans la réserve sera tenue responsable de tous les dommages qu'elle aura pu causer par le feu ou autrement;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT the description of the Mistassini Hunting and Fishing Reserve shall, hereafter, be as follows: An area of some 11,440 square miles within a boundaries described as follows: Commencing at a point where the boundary of the height of land, between the waters of Lake Saint John and James Bay, meets that which divides the waters of Lake Mistassini and that of the basin of the Nottoway River, i.e. about the southwest corner of the township of Duberger; thence, in a generally westerly direction, along the boundary of the height of land, between the waters of Lake Mistassini and those of the basin of the Nottoway River as far as opposite the far end of Lake Waconichi; thence, in a generally northwesterly direction, along the same boundary of the height of land which divides the waters of the basin of Lake Mistassini on the one hand and the waters of the basins of the Nottoway and Broadback Rivers on the other hand, up to its meeting with Meridian line 74° 30′, at a point situated north of the parallel of latitude 51° 00′; thence, northerly, along the said Meridian line 74° 30′ as far as its meeting with the parallel of Latitude 52° 00′; thence, easterly, along said parallel of Latitude 52° 00′ up to its meeting with the boundary of the height of land between the basin of James Bay and that of Lake Saint John, at about the Meridian line 71° 20′; thence, in a generally southwesterly direction, along said boundary of the height of land as far as the point of commencement;

THAT hunting and fishing in said Reserve be subject to special regulations determined by the Lieutenant-Governor in Council;

THAT Order in Council No. 142, dated February 4, 1953, be amended accordingly.

CONCERNING certain regulations in the Mistassini Hunting and Fishing Reserve.

WHEREAS the Mistassini Hunting and Fishing Reserve was created February 4, 1953 by Order in Council No. 142;

WHEREAS following the development of the Chibougamau region may fishermen expressed the desire to fish in the Mistassini Reserve, it is now deemed advisable to adopt certain regulations concerning fishing, hunting and circulating therein.

IN VIEW of section 65, chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec 1941;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT the following regulations be adopted:

1. No person is authorized to fish in the Reserve without being the holder of a special permit for residents or non-residents and without having obtained a special permit;

2. No person is authorized to establish oneself without permission in the Reserve for any reason whatsoever and game-wardens and fishery overseers are authorized to break up encampments erected without permits;

3. General laws respecting fishing and the protection of forests against fire are applicable in the Reserve, notwithstanding the present regulations;

4. Any person staying in the Reserve shall be held responsible for any damages which this person may have caused by fire or otherwise;

5° Personne n'est autorisé à vendre de l'essence, à tenir magasin, à donner des repas ou à recevoir des touristes sans la permission du département;

6° Les règlements de chasse seront ceux en vigueur dans la réserve de Chibougamau, sauf en ce qui regarde les animaux à fourrure.

5. No person is authorized to sell gasoline, keep a store, give meals or cater to tourists without permission from the Department;

6. Hunting regulations shall be the same as those in force in the Chibougamau Reserve, save those pertaining to fur-bearing animals.

CONCERNANT les sanctuaires pour l'élevage du castor.

ATTENDU QU'à la suite de l'inventaire annuel des castors, il importe de fixer, chaque année, un quota de capture pour les réserves de la province spécialement affectées à l'élevage du castor à l'état naturel.

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec 1941:

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QU'il soit défendu de chasser, tuer ou prendre les castors dans les réserves ou sanctuaires établis pour des fins d'élevage à l'état naturel, à l'exception cependant des réserves suivantes, où, comme conséquence de l'accroissement naturel, il soit permis de capturer au cours de la saison du 1er novembre 1956 au 15 avril 1957 inclusivement, le nombre maximum de:

3,600 dans la réserve de Fort George,
5,175 dans la réserve du Vieux Comptoir,
1,500 dans la réserve de Rupert House,
3,000 dans la réserve de Nottoway,
2,135 dans la réserve d'Abitibi,
11,250 dans la réserve de Mistassini,
1,400 dans la réserve de Péribonka,
2,400 dans la réserve du Grand Lac Victoria,
700 dans la réserve de Manouan,
1,000 dans la réserve de Roberval,
1,200 dans la réserve de Bersimis et, en plus,
200 au profit de Watt's Memorial dont 100 dans la réserve de Nottoway et 100 dans la réserve de Rupert House.

CONCERNING sanctuaries for the breeding of Beaver.

WHEREAS following an annual inventory of Beaver, it is essential to fix, each year, a quota for the capturing of Beaver in the reserves of the Province organized for the breeding of Beaver in its natural state.

IN VIEW of section 65, chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec 1941;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT it be forbidden to hunt, kill or capture Beaver in the reserves or sanctuaries established for breeding purposes in its natural state, save however, in the following reserves where owing to the natural increase in number it be permitted to capture, during the season as from November 1st., 1956 to April 15th., 1957 inclusive, the maximum number of:

3,600 in the Reserve of Fort George,
5,175 in the Reserve of Vieux Comptoir,
1,500 in the Reserve of Rupert House,
3,000 in the Reserve of Nottoway,
2,135 in the Reserve of Abitibi,
11,250 in the Reserve of Mistassini,
1,400 in the Reserve of Peribonka,
2,400 in the Reserve of Grand Lac Victoria,
700 in the Reserve of Manouan,
1,000 in the Reserve of Roberval
1,200 in the Reserve of Bersimis and moreover,
200 on behalf of Watt's Memorial of which 100 in the Reserve of Nottoway and 100 in that of Rupert House.

CONCERNANT la partie de l'arrêté en conseil N° 695 en date du 4 juillet 1956, concernant la chasse au chevreuil dans le comté de Vaudreuil-Soulanges.

ATTENDU QUE dans ladite partie dudit arrêté en conseil N° 695, il s'est glissé une erreur cléricale;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE le paragraphe suivant "VU le paragraphe 1° de l'article 65 du chapitre 65 des Statuts refondus de Québec 1941" soit remplacé par le suivant:

"VU le paragraphe 1° de l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec 1941".

CONCERNING that part of Order in Council No. 695 dated July 4, 1956, concerning the hunting of Deer in the county of Vaudreuil-Soulanges.

WHEREAS a clerical error crept into the said part of said Order in Council No. 695;

CONSEQUENTLY, it is ordained, upon the recommendation of the Honourable Minister of Game and Fisheries:

THAT the following paragraph "IN VIEW of paragraph 1 of section 65, chapter 65 of the Revised Statutes of Quebec 1941" be replaced by:

IN VIEW of paragraph 1, section 65, chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec 1941".

CONCERNANT un agrandissement de la réserve de chasse et de pêche de Chibougamau.

ATTENDU QUE l'arrêté en conseil N° 1339, en date du 8 avril 1946, établissait la réserve de chasse et de pêche de Chibougamau et que l'arrêté en conseil N° 1096, en date du 4 octobre 1950 donnait une nouvelle description de ses limites;

ATTENDU QUE la surveillance de la réserve sur les rivières Chamouchouan et du Chef se com-

CONCERNING the extending of the Chibougamau Hunting and Fishing Reserve.

WHEREAS Order in Council No. 1339, dated April 8, 1946 establishing the Chibougamau Hunting and Fishing Reserve and that Order in Council No. 1096, dated October 4, 1950 gave a new description of its boundaries;

WHEREAS supervision in the Reserve on the Chamouchouan and du Chef Rivers became

pliquait du fait que la circulation ne pouvait être contrôlée par les autorités de la réserve.

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec 1941;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

QU'une bande de un mille (1 Mi.) de large soit incluse dans la réserve le long des rivières Chamouchouan et du Chef, à l'est desdites rivières, à partir de la limite extérieure ouest de la partie subdivisée du rang IV du canton Dumais jusqu'à la parallèle de latitude 50° 00′, le tout formant une superficie d'environ cent vingt milles (120 Mi.) carrés;

QUE ce nouveau territoire annexé soit sujet aux lois et aux règlements de la réserve de Chibougamau;

QUE l'arrêté en conseil N° 1039, en date du 8 avril 1946, tel qu'amendé par l'arrêté en conseil N° 1096, en date du 4 octobre 1950, soit de nouveau amendé en conséquence.

L. DÉSILETS,
43642-o Greffier du Conseil Exécutif.

ERRATUM

La version française de l'arrêté en conseil numéro 1082-E du 24 octobre 1956, concernant des modifications au décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Montréal, est corrigée comme suit:

A la page 3475, l'item "Colleuse à la main $0.87....$0.74" doit se lire "Colleuse à la main $0.78....$0.74".

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 10 novembre 1956. 43617-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1117

Québec, le 31 octobre 1956.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du meuble dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du meuble dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 505 du 7 mai 1952, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1293-A du 15 décembre 1952 et 195 du 23 février 1955, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 18 août 1956;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

complicated owing to the fact that circulation therein could not be controlled by the authorities of the Reserve.

IN VIEW of section 65, chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec 1941;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT a stretch of ground of one mile (1 m.) in width be included in the Reserve along the Chamouchouan and du Chef Rivers, to the east of said Rivers, as from the westerly outer boundary of the subdivided part of range IV of the township of Dumais as far as parallel of latitude 50° 00′, all of which forming an area of some one hundred and twenty square miles (120 s.m.).

THAT this new territory annexed be subject to the regulations of the Chibougamau Reserve;

THAT Order in Council No. 1039, dated April 8, 1946, as amended by Order in Council No. 1096, dated October 4, 1950, be again amended accordingly.

L. DÉSILETS,
43642 Clerk of the Executive Council.

ERRATA

The french version of Order in Council No. 1082-E of October 24, 1956, concerning amendments of the decree relating to the paper box industry in the region of Montreal, is corrected as follows:

On page 3475, the item "Colleuse à la main $0.87....$0.74" shall read as follows: "Colleuse à la main $0.78.... $0.74".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.
Department of Labour.
Quebec, November 10th, 1956. 43617-o

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1117

Quebec, October 31, 1956.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the furniture industry in the province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the furniture industry in the province of Quebec, rendered obligatory by the decree No. 505 of May 7, 1952, and amended by Orders in Council Nos. 1293-A of December 15, 1952 and 195 of February 23, 1955, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 18, 1956;

WHEREAS the objections thereto have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

QUE ledit décret, numéro 505, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "c" de l'article II (Juridiction industrielle), est radié et remplacé par le suivant:

"c) Tout ameublement de cuisine et de salle à déjeuner incluant buffets, cabinets, bases, chaises, armoires et armoires préfabriquées, petits bancs, tabourets, escabeaux, planches à repasser, tables, faits de bois ou mélange de bois et de toute autre substance."

2° Le paragraphe "d" de l'article II (Juridiction industrielle), est radié et remplacé par le suivant:

"d) Tout ameublement de maison non énuméré dans les paragraphes "a", "b" et "c", incluant bancs, bibliothèques et étagères, chaises, bureaux et secrétaires, nouveautés et cadeaux, fougeraies, étagères à magazines, piédestaux, égatères à livres, jardinières, porte-parapluies, tabagies et les tables de tous genres, cabinets à liqueurs, cabinets de téléphone, cabinets de couture, cabinets de fumeurs, cabinets de mur, cabinets de coin, cabinets de radio, cabinets de télévision, cabinets de musique, cabinets pour gramophone, cabinets pour disques, pianos, orgues de maison et harmoniums, faits de bois ou mélange de bois et de toute autre substance."

3° Le paragraphe "i" de l'article II (Juridiction industrielle), est radié et remplacé par le suivant;

"i) Tout ameublement préfabriqué fait de bois ou mélange de bois et de toute autre substance pour hôpitaux, hôtels, salles publiques, clubs, restaurants, tavernes, maisons et magasins, incluant tout article énuméré dans les paragraphes précédents.

Nonobstant les dispositions précédentes, le présent décret ne régit pas les établissements déjà assujettis au décret numéro 390 du 14 avril 1954, relatif à l'industrie du bois ouvré dans la région de Québec, et à ses amendements utlérieurs."

4° L'article III, est radié et remplacé par le suivant:

"III.— *Taux minima des salaires:* Les taux de salaires minima des salariés, y compris les membres du personnel féminin, travaillant à la fabrication ou réparation des meubles ou autres articles inclus dans la juridiction industrielle du présent décret, de même que celui des chauffeurs de bouilloires, des gardiens chauffeurs de bouilloires, des mécaniciens de machine fixes, des gardiens, des préposés à l'expédition, des préposés au transport, des préposés à l'entretien ou à la réparation des machines et immeubles sont les suivants:

Zone I: Le salaire moyen ne doit pas être inférieur à $1.03 de l'heure.

Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés (primes pour temps supplémentaire étant inclues) est divisé par le total des heures de travail. Les salaires de chaque salarié assujetti au décret sont inclus dans la computation de telle moyenne, excepté celui de toute personne occupant une position supérieure à celle de contremaître. Les salaires minima sont déterminés comme suit:

	l'heure
Salariés de moins de 18 ans	$0.60
Salariés de 18 ans et plus:	
Premier trimestre	0.65
Deuxième trimestre	0.70
Après le premier semestre	0.75
Après un (1) an	0.80
Après deux (2) ans	0.85
Les salaires minima suivants s'appliquent aux gardiens seulement:	
Première année	$0.75

THAT the said decree, No. 505, be amended as follows:

1. Subsection "c" of section II (Industrial Jurisdiction) is deleted and replaced by the following:

"c) All kitchen and breakfast room furniture including buffets, cabinets, bases, chairs, cupboards and prefabricated cupboards, stools, stepladders, ironing boards, tables, made of wood or combination of wook or of any other materail."

2. Subsection "d" of section II, (Industrial jurisdiction), is deleted and the following substituted therefor:

"d) All household furniture not enumerated in subsections "a" ,"b" and "c", including benches, bookcases and bookracks, chairs, desks and secretaires, novelty and gift furniture, ferneries, magazine racks, pedestals, book stands, flower stands, umbrella stands, smokers' sets and tables of all descriptions, cellarets, telephone cabinets, sewing cabinets, smokers' cabinets, wall cabinets, corner cabinets, radio cabinets, television cabinets, music cabinets, gramophone cabinets, record cabinets, pianos, house organs and harmoniums, made of wood or combination of wood or of any other material."

3. Subsection "i" of section II, (Industrial jurisdiction), is deleted and the following substituted therefor:

"i) All prefabricated furniture made of wood or combination of wood or of any other material for hospitals, hotels, public halls, clubs, restaurants, taverns, houses and stores, including all articles enumerated in the preceding subsections.

Notwithstanding the foregoing provisions, the present decree does not apply to establishments already govenred by the decree N. 390 of April 14th, 1954, relating to the woodworking industry in the region of Quebec, and its subsequent amendments."

4. Section III, is deleted and replaced by the following:

"III.— *Midimum rates of wages:* The minimum rates of wages of the employees, male and female, working at the manufacturing or repairing of furniture or other articles included in the industrial jurisdiction of the present decree, and those of boiler firement, watchmen firemen, stationary enginemen, watchmen and men whose work is concerned with shipping, transportation and the maintenance or repair of machines and buildings shall be the following:

Zone I: The average wage shall not be less than $1.03 per hour.

For the purpose of computing the average, the total wages earned (overtime premiums excluded) shall be divided by the total hours worked. The wages of every employee subject to the decree shall be included in such average, except that of any person holding a position above the rank of foreman. The minimum wages are as follows:

	per hour
Employees under 18 years of age	$0.60
Employees of 18 years of age and over:	
First three months	0.65
Second three months	0.70
After six months	0.75
After one year	0.80
After two years	0.85
The following minimum rates apply to watchmen only:	
First year	$0.75

Après un (1) an	0.80

Zone II: Le salaire moyen ne doit pas être inférieur à $0.93 de l'heure.

Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés (primes pour temps supplémentaire étant exclues) est divisé par le total des heures de travail. Les salaires de chaque salarié assujetti au décret sont inclus dans la computation de telle moyenne, excepté celui de toute personne occupant une position supérieure à celle de contremaître.

Les salaires minima sont déterminés comme suit:

	l'heure
Salariés de moins de 18 ans	$0.56
Salariés de 18 ans et plus:	
Premier trimestre	0.61
Deuxième trimestre	0.65
Après le premier semestre	0.70
Après un (1) an	0.75
Après deux (2) ans	0.79

Les salaires minima suivants s'appliquent aux gardiens seulement:

Première année	$0.70
Après un (1) an	0.75

Zone III: Le salaire moyen ne doit pas être inférieur à $0.81 de l'heure.

Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés (primes pour temps supplémentaires étant exclues) est divisé par le total des heures de travail. Les salaires de chaque salarié assujetti au décret sont inclus dans la computation de telle moyenne excepté celui de toute personne occupant une position supérieure à celle de contremaître.

Les salaires minima sont déterminés comme suit:

	l'heure
Salariés de moins de 18 ans	$0.52
Salariés de 18 ans et plus:	
Premier trimestre	0.56
Deuxième trimestre	0.59
Après le premier semestre	0.63
Après un (1) an	0.67
Après deux (2) ans	0.70

Les salaires minima suivants s'appliquent aux gardiens seulement:

Première année	$0.63
Après un (1) an	0.67

La durée de service dans l'industrie du meuble en général doit déterminer les taux minima ci-dessus pour fin d'application immédiate.

Dès le moment ou un salarié atteint l'âge de dix-huit ans, il doit être tenu compte dans la détermination de son salaire minimum, de la durée de son service dans l'industrie du meuble avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans.

Les augmentations de salaires que tout employeur doit accorder pour atteindre la moyenne de sa zone, doivent être réparties également, d'une manière uniforme, parmi tous les salariés.

Si pendant la durée du présent décret, le Comité paritaire de l'industrie du Meuble doit faire des réclamations de salaires parce que la moyenue minimum n'a pas été observée, les montants ainsi réclamés doivent être distribués par le Comité paritaire à tous les salariés rapportés durant cette période, proportionnellement aux heures de travail accomplies durant ladite période.

Pour fins de calcul de la moyenne des salaires prévue au présent article, tous salaires du ou des propriétaires des industries soumises aux dispositions du présent décret, et dans le cas d'une compagnie limitée ou incorporée, tous salaires des membres du conseil d'administration ne peuvent

After one year	0.80

Zone II: The average wage rate shall not be less than $0.93 per hour.

For the purpose of computing the average, the total wages earned (overtime premiums excluded) shall be divided by the total hours worked. The wages of every employee subject to the decree shall be included in such average, except that of any person holding a position above the rank of foreman. The minimum wages are as follows:

	per hour
Employees under 18 years of age	$0.56
Employees of 18 years of age and over:	
First three months	0.61
Second three months	0.65
After six months	0.70
After one year	0.75
After two years	0.79

The following minimum rates apply to watchmen only:

First year	$0.70
After one year	0.75

Zone III: The average wage rate shall not be less than $0.81 per hour.

For the purpose of computing the average, the total wages earned (overtime premiums excluded) shall be divised by the total hours worked. The wages of every employee subject to the decree shall be included in such average, except of any person holding a position above the rank of foreman. The minimum wages are as follows:

	per hour
Employees under 18 years of age	$0.52
Employees of 18 years of age and over:	
First three months	0.56
Second three months	0.59
After six months	0.63
After one year	0.67
After two years	0.70

The following minimum rates apply to watchmen only:

First year	$0.63
After one year	0.67

The length of service in the furniture industry in general shall determine the minimum hourly rates applicable.

When an employee attains the age of eighteen years, the lenth of his service in the furniture industry, before attaining that age, shall be taken into account when determining his minimum salary.

The wage increases to be granted by an employer to reach the average for his zone, shall be distributed equally, in a uniform manner, amongst all the employees.

If, during the existence of the present decree, the Joint Committee of the Furniture Industry has to file claims for wages because the minimum average has not been observed, the amounts thus claimed shall be distributed by the Joint Committee to all employees reported during this period, in proportion to hours worked during the said period.

For the purposes of computing average wages provided for under the present section, all wages of the owner or owners of industries governed by the provisions of the present decree and, in the case of a limited or incorporated company, all wages of the members of the Board of Di-

être compris dans la computation d'une moyenne."

5° Les paragraphes "*g*" et "*h*" de l'article V sont radiés et remplacés par les suivants:

"*g*) La semaine régulière des chauffeurs de bouilloires, des mécaniciens de machines fixes, des chauffeurs de camoins et aides, des préposés aux camoins, des conducteurs de voiture à traction animale et aides ne doit pas dépasser cinquante-six (56) heures, sans autre restriction. Tout travail exécuté après cinquante-six (56) heures doit être rémunéré au taux de salaire et demi."

"*h*) Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas aux gardiens."

6° Le paragraphe "*b*" de l'article VI est radié et remplacé par le suivant:

"*b*) Le Vendredi-Saint, l'Ascension et la Fête du Travail, sont des jours chômés et payés dans les zones I, II et III. Le montant remis à chaque salarié pour chacun des jours de congés chômés et payés ci-haut mentionnés, doit être l'équivalent du salaire qu'il aurait effectivement gagné au taux de base d'uue journée normale de travail.

Pour bénéficier de ces congés, le salarié doit travailler le jour ouvrable qui précède et le jour ouvrable qui suit immédiatement tel congé, à moins qu'il ne donne une excuse convenable à son employeur ou que celui-ci lui permette de s'absenter.

7° Le paragraphe "*j*" de l'article X est radié et remplace par le suivant:

"*j*) Nonobstant les dispositions des paragraphes "*a*" à "*i*" inclusivement du présent article, il est loisible à tout employeur de remplacer par une indemnité monétaire égale à la rémunération prévue au paragraphe "*d*" le congé annuel payé prescrit par le présent décret à condition que chaque salarié visé en donne son consentement par écrit."

8° L'article XI est radié et remplacé par le suivant:

"XI.— *Durée du décret:* Le décret est valable à compter de la première période de paie suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au premier juillet 1957. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins qu'il ne soit dénoncé par l'une ou l'autre des parties, par un avis écrit signifié à l'autre partie dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er juillet 1957 ou avant le 1er juillet de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

(Document "C" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,
43617-o Greffier du Conseil Exécutif.

rectors shall not be included in the computation of an average."

5. Subsections "*g*" and "*h*" of section V are deleted and replaced by the following:

"*g*) The regular work week for firemen, stationary enginemen, truck drivers and their helpers, truckmen (préposés aux camoins), horse-drawn vehicle drivers and their helpers shall not exceed fifty-six (56) hours, with no other restriction. All time worked in excess of fifty-six (56) hours shall be remunerated at the rate of time and a half."

"*h*) The foregoing provisions do not apply to watchmen."

6. Subsection "*b*" of section VI is deleted and the following substituted therefor:

"*b*) Good Friday, Ascension Day and Labour day shall be Statutory Holidays with pay in zones I, II and III. The amount paid to each employee for each one of the above mentioned Statutory Holidays with pay shall be the equivalent of wages he would have effectively earned at the basic rate of a normal work day.

For an employee to benefit from paid holidays stipulated in the Decree, he must work the working day immediately preceding and the working day immediately following such holiday or holidays, unless he gives a reasonable excuse to his employer or is absent because of permission granted by his employer."

7. Subsection "*j*" of section X is deleted and the following substituted therefor:

"*j*) Notwithstanding the provisions of paragraphs "*a*" to "*i*" inclusive of the present section, any employer may replace by a cash indemnity equal to the remuneration provided in subsection "*d*" the annual vacation with pay stipulated in the present decree provided that every employee concerned shall give his consent thereto in writing."

8. Section XI is deleted and replaced by the following:

"XI.— *Duration of the decree:* The decree shall take effect with the (1st) first complete pay period following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force until July 1st 1957. It then renews itself automatically from year to year, unless it be denounced by either of the parties by a written notice to the other party within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before July 1st 1957 or before July 1st of any subsequent year. Such a notice shall also be sent to the Minister of Labour."

(Document "C" annexed to the Order)

L. DÉSILETS,
43617-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

(P.G. 12131-56)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la province a le 24 octobre 1956, approuvé les règlements de "The Youth Organization of Rashaya", conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce trente et unième jour d'octobre 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
43600 JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

(A.G. 12131-56)

Notice is hereby given that, on October 24th, 1956, and upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the By-laws of "The Youth Organization of Rashaya" have been approved by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirty-first day of October 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
43600-o Under-Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Caisse d'Économie des Eemployés de Canadian Petrofina Refinery Employees' Credit Union" en date du 19 septembre 1956, dont le siège social est située à Pointe-aux-Trembles-Nord, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt-cinq septembre 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
43594-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 11391-56)

HÔPITAL ST-CHARLES, DE JOLIETTE

Règlement No 2

augmentant le nombre de directeurs à sept

ATTENDU qu'en vertu des pouvoirs que lui confère l'article 84 de la Loi des compagnies (chapitre 276 S.R.Q. 1941), L'Hôpital St-Charles de Joliette, a le droit d'augmenter le nombre de ses directeurs;

ATTENDU qu'il y a avantage pour la présente corporation que son bureau de direction soit constitué de sept directeurs;

EN CONSÉQUENCE, il est unanimement résolu que ce règlement portant le N° 2 soit adopté et qu'il soit statué et décrété par ce règlement que le nombre des directeurs de l'Hôpital St-Charles, de Joliette, soit porté de cinq à sept, et que changement soit fait partout ou besoin sera.

LU, ADOPTÉ ET SIGNÉ à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin, ce 6ième jour d'août 1956.

Vraie copie certifiée conforme.

Le Secrétaire-trésorier,
43595-o C.-E. HÉTU.

(P.G 12427-56)

ROYALMOUNT HOLDINGS LTD.

Règlement No. 55

"Que le siège social ou principale place d'affaires de la compagnie soit transporté de la cité de Montréal, à la cité de Sherbrooke, district de St-François, Québec."

Certifié vraie copie du règlement N° 55 passé à une assemblée du bureau de direction tenue le 30e jour de juillet 1956, et approuvé par les actionnaires à une assemblée tenue le même jour.

Le Secrétaire,
43596 (S) M. M. VINEBERG.

(P.G. 12373-56)

HÔTEL SANTERRE LTÉE

Règlement N° 6

"Il est proposé et unanimement résolu que le règlement suivant soit adopté comme règlement N° 6 des règlements de la compagnie, savoir:

Qu'il soit et il est par les présentes décrété par règlement comme suit, savoir:

Le nombre des membres du conseil d'administration est porté de 3 à 4."

Québec, le 13 octobre 1956.

Pour copie conforme.

Le Secrétaire,
43597-o JEAN-PAUL GALIPEAULT.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Caisse d'Économie des Employés de Canadian Petrofina Refinery Employees' Credit Union", under date of September 19th, 1956, whereof the head office is at Pointe-aux-Trembles-North, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of September 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
43594 Under Secretary of the Province.

(A.G. 11391-56)

HÔPITAL ST-CHARLES, DE JOLIETTE

By-law No. 2

increasing the number of Directors to seven.

WHEREAS by virtue of the powers conferred to it in Article 84 of the Companies' Act (Chapter 276, R.S.Q. 1941), L'Hôpital St-Charles de Joliette, has the right to increase the number of its Directors;

WHEREAS there is an advantage for the present corporation that its Board of Directors be composed of seven Directors;

THEREFORE, it is unanimously resolved that this by-law bearing No. 2, be adopted and that it be enacted an decreed by this by-law that the number of its Directors of L'Hôpital St-Charles, of Joliette, be carried from five to seven, and that changes be made wherever necessary.

READ, ADOPTED and SIGNED at a special general meeting convocated for this purpose, this 6th day of August, 1956.

True certified copy.

C.-E. HÉTU,
43595 Secretary-Treasurer.

(A.G. 12427-56)

ROYALMOUNT HOLDINGS LTD.

By-law No. 55

"That the head office or chief place of business of the Company be changed from the city of Montreal to the City of Sherbrooke, in the district of St. Francis, Quebec."

Certified true copy of by-law No. 55, passed at a meeting of the Board of Directors held on the 30th day of July 1956 and approved by the share holders at a meeting held on the same day.

(S) M. M. VINEBERG,
43596-o Secretary.

(A.G. 12373-56)

HÔTEL SANTERRE LTÉE

By-law No. 6

"It is proposed and unanimously resolved that the following by-law be adopted as by-law No. 6 of the Company's by-laws, to wit:

Be it enacted and it is hereby enacted per by-law as follows, to wit:

The number of members of the Board of Directors is increased from 3 to 4."

Quebec, October 13, 1956.

True copy.

JEAN-PAUL GALIPEAULT,
43597 Secretary.

(P.G. 10172-54)

SMART FABRICS INC.

Règlement N° 26

"1. Le nombre de directeurs de la compagnie est diminué de quatre (4) à trois (3) de manière que le bureau de direction de la compagnie sera dorénavant composé de trois (3) directeurs.

2. Deux (2) directeurs constitueront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3. Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement."

Certifié vraie copie du règlement N° 26 décrété par le bureau de direction et approuvé par les actionnaires de la compagnie le 8 juin 1956.

Le Secrétaire,

43598 (S) DOROTHY FRISHLING.

(A.G. 10172-54)

SMART FABRICS INC.

"By-Law No. 26

"1. The number of Directors of the Company is reduced from four (4) to three (3) in number so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of three (3) Directors.

2. Two (2) Directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

3. All prior By-Laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this By-law."

Certified a true copy of By-law No. 26 enacted by the Board of Directors and approved by the Shareholders of the Company on June 8th, 1956.

(S) DOROTHY FRISHLING,

43598-o Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Producteurs de Lait de Fry-Cadbury, U.C.C.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt-quatre octobre 1956.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Huntingdon, comté de Huntingdon.

Le Sous-secrétaire de la province,

43599-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Producteurs de Lait de Fry-Cadbury, U.C.C." for the stdy, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October twenty-fourth, 1956.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Huntingdon, county of Huntingdon.

JEAN BRUCHÉSI.

43599 Under Secretary of the Province.

(Sec. P. 1907-52)

AVIS

(Loi des clubs de récréation)

Avis est donné que, lors d'une assemblée tenue le 2 septembre 1956, une résolution a été adoptée par les membres de "Les Loisirs de Pointe Calumet" changeant le nom de ladite société en celui de "Le Calumet Sportif Inc.".

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-six octobre 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,

43607-o JEAN BRUCHÉSI.

(P. Sec. 1907-52)

NOTICE

(Amusement Clubs Act)

Notice is hereby given that, at a meeting held on September 2, 1956, a resolution was adopted by the members of "Les Loisirs de Pointe Calumet", changing the name of the said society into that of "Le Calumet Sportif Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, on October twenty-sixth, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,

43607 Under Secretary of the Province.

(P.G. 12637-56)

BUSINESS AND INDUSTRIAL PHOTOGRAPHERS LIMITED

Règlement N° "A"

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de Business and Industrial Photographers Limited, ce qui suit.

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de cinq à sept de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de sept directeurs.

2. Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compganie, incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement.

Decrété ce 28e jour de septembre 1956.

Certifié vraie et authentique copie.

Le Secrétaire,

43616 F. J. DOLAN.

(A.G. 12637-56)

BUSINESS AND INDUSTRIAL PHOTOGRAPHERS LIMITED

By-law No. "A"

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of Business and Industrial Photographers Limited, as follows:

1. The number of directors of the Company be and the same is hereby increased from five to seven so that the board of directors of the Company shall hereafter be composed of seven directors;

2. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Enacted this 28th day of September, 1956.

Certified a true and exact copy.

F. J. DOLAN,

43616-o Secretary.

(P.G. 8927-50)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le trente et un octobre 1955, les amendements aux règlements de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Charlesbourg", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le trois novembre 1955.

Le Sous-secrétaire de la province,
43610-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 10752-51)

GEO. DANSEREAU & SONS LTD.
GEORGES DANSEREAU & FILS LTÉE

Règlement N° "D"

Un règlement ayant pour objet d'augmenter de trois à cinq le nombre des directeurs

"Attendu que le règlement numéro 3 des règlements généraux décrète que les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de trois directeurs.

Attendu qu'il a été jugé opportun et dans le meilleur intérêt de la compagnie de porter de trois à cinq le nombre des directeurs.

En conséquence, il est décrété et statué que le règlement numéro 3 des règlements généraux est par les présentes abrogé et remplacé par le suivant, savoir:

3. Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de cinq directeurs.

Le présent règlement entrera en vigueur dès que toutes les formalités prescrites par la loi à cet égard auront été remplies."

Certifié vraie copie et signé à Grenville le 28 septembre 1956.

Le Secrétaire,
43612-o F.-A. ROUTHIER.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif des Producteurs de Lait d'Amos", en date du 12 octobre 1956, dont le siège social est sisué à Amos-Est, comté d'Abitibi-Est, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix-sept octobre 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
43633-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné par les soussignés que le Lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 17 octobre 1956 un arrêté en conseil à l'effet de changer le nom de la municipalité de la paroisse de Saint-Ours-du-Saint-Esprit dans le comté de Montcalm en celui de "municipalité de la paroisse de Saint-Esprit".

Conformément aux dispositions de l'article 48 du code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

St-Esprit, comté de Montcalm, le 5 novembre 1956.

Le Maire,
AUGUSTIN GRÉGOIRE,
Le Secrétaire-trésorier,
43640-o JEAN DURAND.

(A.G. 8927-50)

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved, on October Thirty-first 1955, the amendments to the by-laws of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Charlesbourg", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the third day of November 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
43610 Under Secretary of the Province.

(A.G. 10752-51)

GEO. DANSEREAU & SONS LTD.
GEORGES DANSEREAU & FILS LTÉE

By-Law No. "D"

A By-law having for object to increase from three to five the number of Directors.

"Whereas By-law number 3 of the general by-laws enacts that the affairs of the Company shall be managed by a Board of three directors.

Whereas it has been deemed expedient and in the best interest of the Company to increase, from three to five, the number of directors.

Consequently, it is decreed and enacted that By-law number 3 of the general by-laws is hereby repealed and replaced by the following, to wit:

3. The affairs of the Company shall be managed by a Board of five directors.

This By-law shall come into force as soon as all the formalities required by Law in this respect, shall have been complied with."

Certified true copy and signed at Grenville, September 28th, 1956.

F.-A. ROUTHIER,
43612 Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif des Producteurs de Lait d'Amos" under date October 12, 1956, whereof the head office is at Amos-East, county of Abitibi-East, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of October, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
43633 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Counlil has adopted, on October 17, 1956, an Order in Council to the effect of changing the name of the municipality of the parish of Saint-Ours-du-Saint-Esprit in the county of Montcalm into that of "Municipality of the parish of Saint-Esprit".

In conformity with the provisions of section 48 of, the municipal code, this change of name enters into force upon the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

St. Esprit, county of Montcalm, November 5, 1956.

AUGUSTIN GRÉGOIRE,
Mayor.
JEAN DURAND,
43640 Secretary-Treasurer.

(P.G. 2931-50)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le cinq novembre 1956, les amendements apportés aux règlements du "Comité des Hôpitaux du Québec", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 15 décembre 1955, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le six novembre 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
43638-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 10970-55)

LA COMPAGNIE DE PUBLICATION DE L'EST CENTRAL INC.

Règlement N° 11

(concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à quatre).

Directeurs: Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de quatre (4) directeurs, chacun desquels lors de son élection et pendant toute la durée de son terme devra être détenteur d'au moins une action de la compagnie et avoir payé tout versement exigible sur icelle.

Copie certifiée véritable.

Le Secrétaire,
43639-o JEAN-PAUL DANSEREAU.

(P.G. 2145-53)

LES IMMEUBLES AVERY LTÉE

Règlement N° 3 de la compagnie concernant la modification du nombre des directeurs.

"Le nombre des directeurs de la compagnie "Les Immeubles Avery Ltée", est changé de trois directeurs qu'il était auparavant à celui de quatre, et le règlement N° 3 de la compagnie est modifié en conséquence."

Copie certifiée Le Secrétaire,
43648-o MARCEL AVERY.

(A.G. 2931-50)

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved, on November fifth, 1956, the amendments made to the by-laws of the "Comité des Hôpitaux du Québec", as adopted at the meeting held on December 15, 1955, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on November sixth, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
43638 Under Secretary of the Province.

(A.G. 10970-55)

LA COMPAGNIE DE PUBLICATION DE L'EST CENTRAL INC.

By-law No. 11

(concerning the increase in the number of the Directors from three to four).

Directors: The affairs of the company shall be managed by a Board of Directors composed of four (4) Directors, each of whom, at the time of his election and for the duration of his term of office, shall be the holder of at least one share of the company and to have paid all payments due thereon."

Certified true copy.

JEAN-PAUL DANSEREAU,
43639 Secretary.

(A.G. 2145-53)

LES IMMEUBLES AVERY LTÉE

By-law No. 3 of the company concerning the amendment in the number of Directors.

"The number of the Directors of the company "Les Immeubles Avery Ltée", is changed from three Directors that it was heretofore, to that of four, and by-law No. 3 of the company is consequently amended."

Certified copy. MARCEL AVERY,
43648 Secretary.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 24 octobre 1956 et présentés avant le 5 décembre 1956, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 24 novembre 1956, et reçues avant le 29 novembre 1956, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 19 décembre 1956.

Québec, le 8 août 1956.

ANTOINE LEMIEUX,
42956-32-14-o Greffier de l'Assemblée législative.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concerning private bills which shall be introduced during the coming Session.

According to standing orders, private bills shall be deposited before October 24th, 1956 and introduced before December 5th, 1956; petitions for private bills shall be presented prior to November 24th, 1956 and received prior to November 29th, 1956, and reports from elected committees charged with the examining of private bills must be received before December 19th, 1956.

Québec, August 8th, 1956.

ANTOINE LEMIEUX,
42956-32-14 Clerk of the Legislative Assembly.

Chartes — Abandon de

AVIS

La Compagnie "Garage, Pelletier & Théberge, Inc." donne par les présentes avis qu'elle deman-

Charters — Surrender of

NOTICE

The Company "Garage, Pelletier & Théberge, Inc." hereby gives notice that it will apply

dera au lieutenant-gouverneur en conseil la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de la loi des compagnies de Québec.

St. Jérôme, 26 octobre 1956.

Le Secrétaire,
43601-o GEORGES THÉBERGE.

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Gorn's Inc.", autrefois "Commerce 5c to $1.00 Store Limited", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 14 mai, 1938, demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montreal, 24 octobre 1956.

Les Procureurs de la compagnie
dite Gorn's Inc.,
43606-o GENSER & PHILLIPS.

Avis est par les présentes donné que "Lépine Taxi Limitée", a demandé la permission d'abandonner sa Charte.

Ste-Anne de Bellevue, ce 30 octobre 1956.

LÉPINE TAXI LIMITÉE,
Par le Secrétaire-trésorier,
43649-o L. J. BOILEAU.

Province de Québec — District de Montréal

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Eastern Rice Co.", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 20e jour de septembre 1956.

Le Secrétaire,
43641 (Signé) MAX FELDMAN.

to the Lieutenant-Governor in Council for permission to surrender its charter according the provisions of the Quebec Companies' Act.

St-Jérôme, October 26th, 1956.

GEORGES THÉBERGE,
43601 Secretary.

Notice is heeeby given that "Gorn's Inc.", formerly "Commerce 5c to $1.00 Store Limited", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, dated May 14th, 1938, will make application for leave to surrender its charter.

Montreal, October 24th, 1956.

GENSER & PHILLIPS,
Attorneys for
43606-o Gorn's Inc.

Notice is hereby given that "Lépine Taxi Limitée", has asked the permission to cancel its Charter.

Ste-Anne de Bellevue, this 30th October, 1956.

LÉPINE TAXI LIMITÉE,
per: L. J. BOILEAU,
43649-o Secretary-Treasurer.

Province of Quebec — District of Montreal.

Notice is hereby given that "Eastern Rice Co.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 20th day of Sept., 1956.

(Signed) MAX FELDMAN,
43641-o Secretary.

Compagnies dissoutes

(P.G. 12155-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Beaconsfield Land Holdings Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 septembre 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze octobre 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 12018-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Château Canadien Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 janvier 1949.

Companies Dissolved

(A.G. 12155-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attornay General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Beaconsfield Land Holdings Ltd.", incorporated by letters patent dated September 15th, 1953.

Notice is also given that from and after October fifteenth 1956, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12018-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Château Canadien Inc.", incorporated by letters patent dated January 4th, 1949,

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze octobre 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 13403-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Circle Advertising Agency Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 mars 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze octobre 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 11826-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Granby Foundry & Machine Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 octobre 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un octobre 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 10792-56)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi des compagnies de Québec, il a plus au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Lithium Exploration Company, Limited" (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de ladite Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 4 juin 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze octobre 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le vingt octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 12415-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Millsons Construction & Equipment Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 mars 1931.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of October 1956, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13403-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Circle Advertising Agency Inc.", incorporated by letters patent dated March 19th, 1952.

Notice is also given that from and after October fifteenth 1956, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11826-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Granby Foundry & Machine Company Limited", incorporated by letters patent dated October 8th, 1949.

Notice is also given that from and after October thirty-first 1956, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10792-56)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the Quebec Companies' Act said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lithium Exploration Company, Limited" (No Personal Liability), incorporated under said Quebec Mining Companies Act, by letters patent dated June 4, 1956.

Notice is also given that from and after October fifteenth, 1956, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12415-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Millsons Construction & Equipment Limited", incorporated by letters patent dated March 6, 1931.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze octobre 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 13148-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Montreal Ruling & Bookbinding Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 mars 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente octobre 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Datée du bureau du Procureur général, le deux novembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 12479-55)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi des compagnies de Québec, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Opagold Mines Limited" (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de ladite Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 23 mars 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze octobre 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 13594-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Poulin & Fils Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 décembre 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze octobre 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 11224-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Provincial Refrigeration Co.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 juin 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente octobre 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Notice is also given that from and after October fifteenth, 1956, the said compagny has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13148-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Montreal Ruling & Bookbinding Inc.", incorporated by letters patent dated March 22, 1952.

Notice is also given that from and after October thirtieth, 1956, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12479-55)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act and Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Quebec Companies' Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Opagold Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated under said Quebec Mining Companies' Act, by letters patent dated March 23, 1945.

Notice is also given that from and after October fifteenth, 1956, the said company.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13594-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Poulin & Fils Limitée", incorporated by letters patent dated December 2, 1948.

Notice is also given that from and after October fifteenth 1956, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43591 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11224-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Provincial Refrigeration Co.", incorporated by letters patent dated June 16, 1949.

Notice is also given that from and after October thirtieth 1956, the said company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 11294-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Safety Precisions Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 février 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente octobre 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 10119-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Slik Fastener Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 juin 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze octobre 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 12536-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Sprott Commercial College Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 août 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze octobre 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

(P.G. 12360-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrété par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The M. E. Binz Silk Company of Danville Limited — La Cie de Soie M. E. Binz de Danville Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 juillet 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente octobre 1956, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43591-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1956.

P. FRENETTE,
43591 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11294-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Safety Precisions Ltd.", incorporated by letters patent dated February 16, 1950.

Notice is also given that from and after October thirtieth 1956, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1956.

P. FRENETTE,
43591 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10119-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Slik Fastener Inc.", incorporated by letters patent dated June 11, 1953.

Notice is also given that from and after October fifteenth 1956, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1956.

P. FRENETTE,
43591 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12536-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attornay General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company" Sprott Commercial College Inc.", incorporated by letters patent dated August 18th, 1933.

Notice is also given that from and after October fifteenth 1956, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12360-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The M. E. Binz Silk Company of Danville Limited — La Cie de Soie M. E. Binz de Danville Limitée", incorporated by letters patent dated July 11th., 1932.

Notice is also given that from and after October thirtieth 1956, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November 1956.

P. FRENETTE,
43591-o Acting Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que Les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la Ville de Charlesbourg s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes: Déplacer, nonobstant les dispositions de l'article 233 de la loi de l'Instruction Publique, tout instituteur ou toute institutrice d'une classe ou d'une école ou d'une fonction à une autre, en tout temps durant l'année scolaire, pourvu toutefois que son traitement ne soit pas réduit; Recevoir pour leurs services une rémunération annuelle de douze cents dollars pour le président et de six cents dollars pour chacun des autres commissaires à compter du 1er juillet, 1956; Décréter, nonobstant les dispositions de l'article 222 de la loi de l'Instruction Publique, que partie ou totalité des livres de classe payés à même les fonds de la corporation scolaire, deviennent la propriété de chaque élève et, dans ce cas, obliger les parents ou ceux qui ont le soutien de chaque élève à rembourser à la corporation un quart du prix de ces livres; Souscrire, avec l'autorisation préalable du Surintendant des Assurances, conjointement avec des membres du personnel laïque de la Commission scolaire, des contrats d'assurances et y contribuer; Établir, avec l'autorisation préalable du Surintendant de l'Instruction Publique, une école secondaire ou High School et conclure des ententes à cette fin avec les Commissaires d'Écoles d'une ou plusieurs autres municipalités scolaires; Et pour toutes autres fins jugées utiles.

Québec, le 6 novembre 1956.

Le Procureur de Les Commissaires
d'Écoles pour la municipalité
de la ville de Charlesbourg.

43650-45-4-o LOUIS DUSSAULT, C.R.

Avis public est par les présentes donné que Gertrude Louise Short, veuve de Thomas F. Davidson, de la cité de Granby, Lorimer A. Davidson, courtier, de Washington D.C. États-Unis d'Amérique, et Joseph Lemieux, notaire, de Granby Qué. en sa qualité de Curateur à la substitution créée par le contrat de mariage entre feu Thomas F. Davidson et Gertrude Louise Short, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi donnant certains pouvoirs additionnels pour l'administration des biens de la substitution créée par le contrat de mariage de Thomas F. Davidson et son épouse Gertrude Louise Short.

Granby, ce 1er octobre 1956.

Le Procureur et agent des requérants,
GÉRARD NORMANDIN, C.R.

43654-45-4-o

Avis est par les présentes donné que l'Hôpital Sainte-Justine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte 8 Edouard VII, chapitre 137 et les statuts qui l'amendent, de manière à augmenter la valeur des immeubles que la Corporation peut posséder à trente millions de dollars, et pour toutes autres fins.

Montréal, le 7 novembre, 1956.

Les Procureurs de l'Hôpital
Sainte-Justine,

43660-45-4-o (Signé) LACOSTE & LACOSTE.

Applications to Legislature

Public notice is hereby given that The School Commissioners for the municipality of the town of Charlesbourg will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to request the adoption of an Act on the following matters: To displace, notwithstanding the provisions of section 233 of the Education Act, any teacher, male or female, from a class or a school or from one duty to another, at all times during the school year, providing, however, his or her salary is not reduced; To receive for their services an annual remuneration of twelve hundred dollars for the President and of six hundred dollars for each of the other Commissioners, from and after July 1st, 1956; To prescribe, notwithstanding the provisions of section 222 of the Education Act, that text books or part of such text books paid for out of the funds of the School Corporation, remain the property of each pupil and, in such a case, to oblige his parents or those who have to support him to repay to the School Corporation a quart of the price of these text books; To subscribe, with previous premission of the Superintendent of Insurances, conjointly with members of the laic staff of the School Commission, contracts of insurance and to contribute; To establish, with previous permission of the Superintendant of Public Instruction, a secondary School or High School and to make agreements with other School Commission; and for other purposes.

Quebec, November 6th, 1956.

LOUIS DUSSAULT, Q.C.,
Attorney for The School
Commissioners for the Municipality

43650-45-4-o of the town of Charlesbourg.

Public notice is hereby given that Gertrude Louise Short, widow of Thomas F. Davidson, of the city of Granby, Lorimer A. Davidson, broker, of Washington, D.C. United-States of America, and Joseph Lemieux, notary, of Granby, Que. in his quality of Curator at the substitution created by marriage contract between the late Thomas F. Davidson and Gertrude Louise Short, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to have a law passed giving additional powers to administrate the properties of the substitution created by the marriage contract between Thomas E. Davidson and his wife Gertrude Louise Short.

Granby, October 1st, 1956.

GÉRARD NORMANDIN, Q.C.,
Attorney and agent for the petitioners.

43654-45-4-o

Notice is hereby given that Hôpital Sainte-Justine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the purpose of an amendment to its charter the Act 8 Edward VII, chapter 137 and the different acts amending same, in order to increase the value of the immoveables that the Corporation may possess to thirty million dollars and for all other purposes.

Montreal, November 7th, 1956.

(Signed) LACOSTE & LACOSTE,
Attorneys for Hôpital
Sainte-Justine.

43660-45-4-o

Avis public est par les présentes donné que la cité de Giffard s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 83, aux fins suivantes: Règlementer les constructions; Règlementer les heures de danse, dans les salles de danse, les écoles de danse et autres établissements; Règlementer la présence des enfants de moins de quatorze ans dans les rues et places publiques après neuf heures du soir; Obliger tout propriétaire qui subdivise en lots à bâtir, un terrain, à céder, à titre gratuit, à la cité, en outre de l'assiette des rues, une superficie équivalente à 5% de la superficie totale faisant l'objet de la subdivision; Règlementer la circulation pendant l'exécution de travaux par la cité; Fixer l'indemnité du maire et des échevins; Décréter que le scrutin concernant l'approbation des règlements par les électeurs, durera un (1) jour juridique; Prohiber la garde de certains animaux dans les limites de la cité, sans affecter les propriétaires de terres en culture; Accorder une franchise de transport par autobus dans les rues de la municipalité et réglementer ledit transport; Règlementer le transport par taxis; Discontinuer de donner le service d'eau à certaines personnes situées en-dehors des limites de la municipaité; Règlementer et définir les nuisances; Autoriser un déboursé annuel de cinq mille dollars ($5,000.00) pour fins d'annonces, de publicité et de promotion industrielle pour la cité; Décréter que l'année financière de la municipalité se terminera le 30 avril de chaque année; Obliger les locataires à donner un avis de déplacement quand ils quittent ou abandonnent le local sujet à la taxe de locataire; Imposer une taxe journalière sur les cirques et autres représentations publiques; Décréter que, pour avoir droit, lors d'une assemblée publique, de demander qu'un règlement d'emprunt soit soumis aux électeurs municipaux, les électeurs qui font telle demande doivent représenter au moins 5% en nombre des électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables; Emprunter annuellement, pendant une certaine période, une somme n'excédant pas cent mille dollars ($100,000.00) avec l'approbation du Ministre des Affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, pour certains travaux et dépenses urgentes et emprunter, avec les mêmes approbations, soixante mille dollars ($60,000.00) pour améliorations au Secrétariat et réfection des édifices de la cité, soixante-quinze mille dollars ($75,000.00) pour achat de machineries diverses et cent vingt mille dollars ($120,000.00) pour défrayer le coût de la construction d'égouts dans la partie nord et dans le centre de la cité et pour défrayer le coût d'un ponceau sur la rivière Taupinière; Décréter que les travaux publics d'amélioration pour un montant de cinquante mille dollars ($50,000.00) exécutés avec les argents restés disponibles sur le produit de certains emprunts, sont valides; Porter le fonds de roulement à cinquante mille dollars ($50,000.00); Et pour toutes autres fins jugées utiles.

Québec, le 6 novembre 1956.

Le Procureur de la cité de Giffard,
43651-45-4-o LOUIS DUSSAULT, C.R.

Public notice is hereby given that the city of Giffard will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to request some amendments to its charter, Law 2-3, Elizabeth II, chapter 83, on the following matters: To regulate the buildings; To regulate hours of dancing, in the dancing-halls, dancing-schools and other establishments; To regulate the presence of children of under fourteen years of age in the streets and the public places after nine o'clock at night; To oblige any property-owner who subdivides into building lots, a plot of land, to cede to the city gratuitously, in addition to the foundation bed of the streets, an area equivalent to 5% of the total superficial area of the object to be subdivided; To regulate traffic during works of the city; To fix the indemnity of the Mayor and the aldermen; To prescribe that the poll concerning approval of by-laws by electors, shall be held on one (1) juridical day; To prohibite the keeping of some animals within the limits of the city; To grant public franchise of bus transportation in any of the streets in the municipality and to regulate the said transportation; To regulate transport by taxis; To discontinue the supply of water beyond the municipality; To regulate and define what shall constitute a nuisance; To authorize an annual disbursement of five thousand dollars ($5,000.00) for publicity and industrial promotion of the city; To prescribe that the fiscal year of the city shall end on the 30th of April of each year; To oblige the tenants to give a notice when they quit or abandon the appartment subject to the rental tax; To impose a daily tax on circus and other public exhibitions; To prescribe that, to have right, at the time of a public meeting, to demand that a loan by-law be submitted for the approval of the municipal electors, the electors who are making such a demand must represent at least 5% in number of the municipal electors who are owners of taxable immoveables; To borrow annually a sum not exceeding one hundred thousand dollars ($100,000.00) with the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, for urgent permanent works and expenses, and borrow, with the said approvals, sixty thousand dollars ($60,000.00) for improvements of the Secretary's office and repairs to buildings of the city, seventy-five thousand dollars ($75,000.00) for miscellaneous machineries and one hundred and twenty thousand dollars ($120,000.00) for construction of public sewers in the north part and the center part of the city and for construction of a culvert; To prescribe that the public improvements works of an amount not exceeding fifty thousand dollars ($50,000.00) executed with the moneys which remained available from the proceeds of loans, are validited; To fix the working fund up to fifty thousand dollars ($50,000.00) and for other purposes.

Quebec, November 6th, 1956.

LOUIS DUSSALUT, Q.C.,
43651-45-4-o Attorney for the city of Giffard.

Avis est par les présentes donné que le Gaz Provincial Du Nord De Québec Ltée s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Exercer dans le territoire compris dans les districts électoraux de Rouyn-Noranda, Abitibi-Est, Abitibi-Ouest et Témiscamingue, le pouvoir

Notice is hereby given that Le Gaz Provincial Du Nord De Québec Ltée will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the enactment of a law for the following purposes:

1. To acquire, by mutual agreement or by expropriation, all rights-of-way, servitudes and lands necessary for the construction of a natural

d'acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tous droits de passage, servitudes et terrains nécessaires pour la construction d'un pipe-line de transmission de gaz naturel dans ledit territoire;

2° Permettre de transmettre dans ledit territoire du gaz naturel pour distribuer à la population et aux industries où il sera économiquement possible d'étendre ce service.

Rouyn, ce 23 octobre 1956.

Les Procureurs de: Le Gaz Provincial du Nord de Québec Ltée,
FORTIN, GRIMARD,
RYAN & MIGNAULT.

43653-45-4-o

Avis est par les présentes donné que "Côte des Neiges Investments Ltd.", corporation légalement constituée ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, aux fins de faire adopter une loi pour édicter que Dame Laura Provost-Demers *et al*, ont toujours eu le droit et le pouvoir de vendre, transporter, céder, aliéner de quelque façon que ce soit, les immeubles ci-après désignés, lesquels immeubles ont été acquis desdits Dame Laura Provost-Demers *et al*, par Léo Kolber, en vertu d'un acte de vente passé devant le notaire Isidore Rapp, le 30 mars 1955 et dûment enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal, le 31 mars 1955, sous le N° 1,126,686 et subséquemment par ledit Léo Kolber à la pétitionnaire par acte notarié passé le 21 février 1956, devant le notaire Milton W. Winston, à Montréal, et dûment enregistré au bureau d'Enregistrement de la Division de Montréal, le 5 mars 1956, sous le N° 1,189,406; et aux fins de déclarer la description et les dimensions des mêmes immeubles contenus à ces actes de vente être leur véritable description et leurs véritables dimensions à toutes fins que de droit, savoir:

"L'emplacement ayant front sur le Chemin de la Côte-des-Neiges à l'angle de l'avenue Maplewood dans la cité de Montréal, composé des lots suivants:

1° Le lot numéro un de la subdivision du lot originaire numéro deux cent vingt-deux de la subdivision du lot originaire numéro vingt-huit (28-222-1) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges, mesurant trente-trois pieds de largeur, par cent cinq pieds et quatre dixièmes de pied de profondeur dans sa ligne nord-ouest et cent cinq pieds et six dixièmes de pied de profndeur dans sa ligne sud-est et formant une superficie de trois mille quatre cent quatre-vingt-un (3481) pieds carrés.

2° Le lot numéro un de la subdivision du lot originaire numéro deux cent vingt-trois de la subdivision du lot originaire numéro vingt-huit (28-223-1) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent cinq pieds et deux dixièmes de pied de profondeur dans sa ligne nord-ouest et cent cinq pieds et quatre dixièmes de pied de profondeur dans sa ligne sud-est et formant une superficie de deux mille six cent trente-deux (2632) pieds carrés.

3° Le lot numéro un de la subdivision du lot originaire numéro deux cent vingt-quatre de la subdivision du lot originaire numéro vingt-huit (28-224-1) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent cinq pieds et deux dixièmes de pied dans sa ligne sud-est et cent cinq pieds de profondeur dans sa ligne

gas transmission pipe line within the territory comprised in the electoral divisions of Rouyn-Noranda, Abitibi-East, Abitibi-West and Temiscamingue;

2. To exercise the powers to transmit within the said territory natural gas for distribution to the population and industries where it will economically be possible to extend such service.

Dated at Rouyn, this 23rd day of October 1956.

FORTIN, GRIMARD,
RYAN & MIGNAULT,
Solicitors for Le Gaz Provincial
Du Nord de Québec Ltée.

43653-45-4-o

Notice is hereby given that Côte des Neiges Investments Ltd., being a corporation legally constituted and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the legislature of the Province of Quebec at its present session to have enacted a law declaring that Dame Laura Provost-Demers *et al*, have had at any time the right to sell, transfer, assign, alienate in any way the immoveable properties hereafter described, the said immoveable properties having been acquired from Dame Laura Provost-Demers *et al*, by one Leo Kolber, by notarial deed passed before notary Isidore Rapp, on March 30th, 1955, and duly registered at the Registry Office of the Division of Montreal, on March 31st, 1955, under No. 1,126,686, and subsequently sold by the said Leo Kolber to the petitioner, by notarial deed, passed on February 21st, 1956, before notary Milton W. Winston, and duly registered at the Registry Office of the Division of Montreal, on March the 5th, 1956, under number 1,189,406; and to have it declared that the description and measurements of the said immoveables, as stated in the said deeds of sale are their proper descripton and measurements for all legal purposes, that is:

"That certain emplacement fronting at the corner of Côte des Neiges Road and Maplewood Avenue in the city of Montreal, composed of:

1. Lot number one of the subdivision of original lot number two hundred and twenty-two of the subdivision of original lot number twenty-eight (28-222-1) on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte des Neiges, measuring thirty-three feet in width by one hundred and five feet and four-tenths of a foot in depth in its north-west line and one hundred and five feet and six-tenths of a foot in depth in its south-east line and having an area of three thousand four hundred and eighty-one (3481) square feet.

2. Lot number one of the subdivision of original lot number two hundred and twenty-three of the subdivision of original lot number twenty-eight (28-223-1) on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte des Neiges, measuring twenty-five feet in width by one hundred and five feet and two-tenths of a foot in depth in its north-west line and one hundred and five feet and four-tenths of a foot in depth on its south-east line and having an area of two thousand six hundred and thirty-two (2632) square feet.

3. Lot number one of the subdivision of original lot number two hundred and twenty-four of the subdivision of original lot number twenty-eight (28-224-1) on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte des Neiges, measuring twenty-five feet in width by one hundred and five feet and two-tenths of a foot in its south-east line and one hundred and

nord-ouest et formant une superficie de deux mille six cent vingt-sept pieds carrés (2627).

4° Le lot numéro un de la subdivision du lot originaire numéro deux cent vingt-cinq de la subdivision du lot originaire numéro vingt-huit (28-225-1) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges, mesurant vingt-six pieds et six dixièmes de pied de largeur en front et vingt-cinq pieds et huit dixièmes de pied de largeur à l'arrière, par une profondeur de cent quatre pieds et huit dixièmes de pied dans sa ligne nord-ouest et par une profondeur de cent cinq pieds dans sa ligne nord-est et ayant une superficie de deux mille sept cent quarante-huit (2748) pieds carrés; ledit lot, ayant été resubdivisé, est maintenant connu comme étant les lots un et deux de la subdivision dudit lot numéro un du lot deux cent vingt-cinq du lot vingt-huit (28-225-1-1 et 2).

Toutes les mesures ci-haut mentionnées sont en mesures anglaises et en plus ou moins.

Avec les bâtisses y érigées et portant les numéros civiques numéros 5501, 5503, 5505, 5507, 5517, 5519, 5521, 5523, 5525 Chemin de la Côte-des-Neiges et 3535 et 3537 avenue Maplewood."

Montréal, le 6 novembre 1956.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
43652-45-4-o VICTOR TRÉPANIER, C.R.

five feet in depth in its north-west line and having an area of two thousand six hundred and twenty-seven square feet (2627).

4. Lot number one of the subdivision of original lot number two hundred and twenty-five of the subdivision of oirignal lot number twenty-eight (28-225-1) on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte des Neiges, measuring twenty-six feet and six-tenths of a foot in width in front and twenty-five feet and eight-tenths of a foot in width in rear by a depth of one hundred and four feet and eight-tenths of a foot in its north-west line and one hundred and five feet in depth on its north-east line and having an area of two thousand seven hundred and forty-eight (2748) square feet; said lot having been resubdivided and is now known as lots one and two of the subdivision of said lot number one of lot two hundred and twenty-five of lot twenty-eight (28-225-1-1 and 2).

All of the above measurements are English Measure and more or less.

With the buildings thereon erected and bearing civic numbers 5501, 5503, 5505, 5507, 5517, 5519, 5521, 5523, 5525 Côte des Neiges Road and 3535 and 3537 Maplewood Avenue."

Montreal, November 6th, 1956.

VICTOR TRÉPANIER, Q.C.,
43652-45-4-o Attorney for Petitioner.

Département de l'Agriculture
Industrie Laitière

ERRATUM

L'Ordonnace N° 1-56 de la Commission de l'Industrie laitière telle qu'adoptée le 19 octobre 1956, par la Commission, doit se lire comme suit et non telle que publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 27 octobre 1956.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 1-56
(Région de Montréal)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU QUE, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison

Department of Agriculture
Dairy Industry

ERRATUM

Order No. 1-56 of the Dairy Industry Commission as adopted on October 19th, 1956 by the Commission shall read as follows and not as published in the *Quebec Official Gazette* of October 27th, 1956.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 1-56
(Region of Montreal)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery

et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Montréal.

2° La région de Montréal comprend l'Ile de Montréal et l'Ile-Jésus; les cités de Jacques-Cartier, Longueuil et St-Lambert; les villes de Greenfield Park, LeMoyne, Mackayville, Montréal-Sud et Préville; le village de Boucherville; la paroisse de Ste-Famille-de-Boucherville; les municipalités de St-Hubert et Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, ainsi que le Port de Montréal.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.59 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, un demi-cent par cent livres de lait ainsi reçu.

Le paiement aux fournisseurs-producteurs se fera sur une base de 3.5% de matières grasses:

a) plus une prime de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) moins un rabais de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer:

a) du lait à des prix inférieurs à 12 cents la chopine et 20½ cents la pinte;

b) du breuvage au chocolat à des prix inférieurs à 7 cents la mesure de 7 onces, 8 cents le demiard, 14 cents la chopine et 22 cents la pinte;

c) du lait de beurre à des prix inférieurs à 8 cents le demiard, 12 cents la chopine et 19 cents la pinte.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce:

a) du lait à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 11 cents la chopine, 19½ cents la pinte, et en bidon 72 cents le gallon;

b) du breuvage au chocolat à des prix inférieurs à 6 cents la mesure de 7 onces, 6½ cents le demiard, 12 cents la chopine et 20 cents la pinte;

c) du lait de beurre à des prix inférieurs à 7 cents le demiard, 11 cents la chopine et 18 cents la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 70 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 11 cents la chopine et 19½ cents la pinte.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 62 cents le gallon.

8° Le prix du lait en bouteilles d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 6 cents le demiard.

9° Les marchands de lait, les sociétés coopératives, les syndicats coopératifs et les dis-

and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Montreal.

2. The region of Montreal includes the Island of Montreal and Ile Jésus, the cities of Jacques Cartier, Longueuil and St. Lambert; the towns of Greenfield Park, LeMoyne, Mackayville, Montreal South and Preville; the village of Boucherville; the parish of St. Famille de Boucherville; the municipalities of St. Hubert and Notre Dame du Sacré-Cœur, and also the Port of Montreal.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them $4.59 net F.O.B. business place of said dealer, and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received.

The payment of milk to producers-suppliers shall be made on a basis of 3.5% butterfat:

a) A premium of three cents a hundred pounds shall be added for each tenth of 1% over this percentage;

b) A deduction of three cents a hundred pounds shall be made for each tenth of 1% below this percentage.

4. Save the provisions of Article 5 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver:

a) milk at prices inferior to 12 cents a pint and 20½ cents a quart;

b) chocolate milk at prices inferior to 7 cents the 7 ounces container, 8 cents a half-pint, 14 cents a pint and 22 cents a quart;

c) butter milk at prices inferior to 8 cents a half-pint, 12 cents a pint and 19 cents a quart.

5. No person shall offer, sell or deliver to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment:

a) milk at prices inferior to 6 cents a half-pint, 11 cents a pint, 19½ cents a quart, and in bulk 72 cents a gallon;

b) chocolate milk at prices inferior to 6 cents the 7 ounces container, 6½ cents a half-pint, 12 cents a pint and 20 cents a quart;

c) buttermilk at prices inferior to 7 cents a half-pint, 11 cents a pint and 18 cents a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 70 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is at 11 cents a pint and 19½ cents a quart.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell of deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 62 cents a gallon.

8. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 6 cents a half-pint.

9. The milk dealers, the co-operative societies, the co-operative syndicates, and the dis-

tributeurs de produits laitiers sont tenus de vendre au comptant le lait et la crème.

Néanmoins, la vente peut être faite à crédit pourvu que le crédit ne dépasse pas le terme de trente jours;

a) aux hôpitaux, aux institutions de charité, aux compagnies de navigation et de chemin de fer;

b) au gouvernement provincial et au gouvernement fédéral;

c) à certains clients de gros lorsque la Commission juge que le comptant est difficile ou impossible.

La vente au comptant comprend aussi le paiement au moyen de bons, pourvu que ces bons aient été payés eux-mêmes comptant sur réception.

10° Nul ne peut livrer du lait, de la crème et autres produits laitiers, au gros et au détail, avant sept heures de l'avant-midi et après 7 heures de l'après-midi (heure officielle de Montréal). Cet article ne s'applique pas à l'Ile-Jésus.

11° Nul marchand de lait, nulle société coopérative ou nul syndicat coopératif ne peut vendre, offrir ou livrer du lait à un distributeur de produits laitiers, à moins que ce dernier ne prenne son approvisionnement total de lait de ce marchand, de cette société coopérative ou de ce syndicat coopératif.

12° Il ne sera permis de livrer du lait ou de la crème dans la région de Montréal que les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.

13° La présente ordonnance annule les ordonnances numéros 1-51, 1-51A, 1-51B, 1-51C et 1-51E et entrera en vigueur le 1er novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec.*

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

43524-x-o

tributors of dairy products must obtain cash payments for milk and cream.

Nevertheless, credit may be extended provided that payment is made within thirty days:

a) to hospitals, charitable institutions, steamship and railroad companies;

b) to the Federal and Provincial Governments;

c) to certain wholesale customers when the Commission judges that cash payments are impracticable or impossible.

May be considered as cash payments, all payments made by tickets, provided that these tickets have been paid cash upon their receipt.

10. No person shall deliver milk, cream or other dairy products to wholesale or retail customers prior to seven o'clock in the forenoon and after seven o'clock in the afternoon (Official Montreal time). This article does not apply to Ile Jésus.

11. Milk dealers co-operative societies and co-operative syndicates shall not offer, sell or deliver milk to a distributor of dairy products unless this distributor of dairy products takes his whole supply from the same milk dealer, co-operative society of co-operative syndicate.

12. Delivery of milk or cream, within the region of Montreal, will be permitted only on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday.

13. The present Order cancels Orders numbers 1-51, 1-51A, 1-51B, 1-51C and 1-51E and shall come into force on November 1st, 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette.*

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

43524-x-o

ERRATUM

L'ordonnance N° 4-56 de la Commission de l'Industrie laitière telle qu'adoptée le 19 octobre 1956, par la Commission, doit se lire domme suit et non telle que publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 27 octobre 1956.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 4-56
(Région de Sherbrooke)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphon-

ERRATUM

Order No. 4-56 of the Dairy Industry Commission as adopted on October 19th, 1956 by the Commission shall read as follows and not as published in the *Quebec Official Gazette* of October 27th, 1956.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 4-56
(Region of Sherbrooke)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners,

se Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU QUE, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sherbrooke.

2° La région de Sherbrooke comprend la cité de Sherbrooke; les villes de Lennoxville, Bromptonville et Windsor; les villages de North Hatley, Waterville et Deauville; et la paroisse de St-François-Xavier-de-Brompton.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $4.59 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

"et à même cette somme payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec, un demi-cent par 100 livres de lait ainsi reçu."

Le paiement du lait aux fournisseurs producteurs se fera sur une base de 3.5% de matières grasses:

a) Plus une prime de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de trois cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

4° "Toutefois il est loisible au marchand de lait, qui a transformé et transforme actuellement du lait en vertu d'un permis antérieurement obtenu de l'inspecteur général des produits laitiers, de payer à ses fournisseurs-producteurs le prix convenu avec ceux-ci dans un contrat écrit, préalablement déposé devant la Commission, pour le lait ainsi transformé ou en beurre, ou en fromage, ou en crème glacée ou en lait concentré. Ce marchand de lait devra payer à ses fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance le lait, utilisé pour fins de consommation en nature breuvage au chocolat, laits fermentés, standardisation des crèmes et en plus une quantité équivalant à au moins 2% du lait ainsi utilisé.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent:

a) la quantité totale du lait reçu:

b) la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;

c) la quantité du lait utilisé pour autres fins;

Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sherbrooke.

2. The region of Sherbrooke includes the city of Sherbrooke; the town of Lennoxville, Bromptonville and Windsor; the villages of North Hatley, Waterville, and Deauville; and the parish of St. François Xavier de Brompton.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them, $4.59 net F.O.B., business place of said dealer.

"and out of this sum pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one-half cent for each hundred pounds of milk received."

The payment of milk to producers-suppliers shall be made on a basis of 3.5% butterfat:

a) A premium of three cents per 100 pounds of milk shall be added for each 1-10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of three cents per 100 pounds of milk shall be made for each 1-10 of 1% below this percentage.

4. "The milk dealer, who has converted and is presently converting milk pursuant to a permit already granted him by the Inspector General of Dairy Products, may pay to his procucers-suppliers the price agreed upon which the latter in a written contract, previously deposited before the Commission, for the milk thus converted into butter, or cheese or ice cream, or concentrated milk. That milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price mentioned by section 3 of the present order, the milk used for consumption in its natural state, or as chocolate milk, cultured milk standardization of cream, and furthermore a quantity equal to at least 2% of the milk thus used.

This milk dealer shall supply to Dairy Industry Commission, on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by the said Commission, showing for the preceeding month;

a) Total quantity of milk received;

b) Quantity of milk used for consumption in its natural state;

c) Quantity of milk used for other purposes;

d) a quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;

e) le prix payé pour le lait transformé.".

5° Sauf les dispositions de l'article 6 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sherbrooke offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19½ cents la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine, 18½ cents la pinte et en bidon 72 cents le gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 70 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit 10 cents la chopine et 18½ cents la pinte.

8° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 61 cents le gallon.

9° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 6 cents le demiard.

10° La présente ordonnance annule les ordonnances numéros 4-51, 4-51B, 4-51C, 24-51 et 32-51, et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: Omer-E. Milot, président,
Joseph Hébert, commissaire,
Adrien Angers, commissaire,
J.-A. Chartrand, commissaire,
Walter D. Lowe, commissaire.
Certifié: Alphonse Savoie, secrétaire.

43524-x-o

d) Quantity of milk paid for at the pricel mentioned by section 3;

e) Price paid for milk converted."

5. Save the provisions of article 6 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Sherbrooke offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19½ cents a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 6 cents a half-pint, 10 cents a pint, 18½ cents a quart and in bulk 72 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 70 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices: that its 10 cents a pint and 18½ cents a quart.

8. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 61 cents a gallon.

9. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 6 cents a half-pint.

10. The present Order cancels Orders numbers 4-51, 4-51B, 4-51C, 24-51 and 32-51, and shall come into force on the first of November 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Omer-E. Milot, President,
Joseph Hébert, Commissioner,
Adrien Angers, Commissioner,
J.-A. Chartrand, Commissioner,
Walter D. Lowe, Commissioner.
Certified: Alphonse Savoie, Secretary.

43524-x-o

Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec

ERRATUM

La traduction anglaise de l'article 8 de l'ordonnance N° 25-56 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 27 octobre 1956 doit se lire comme suit:

8. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

43524-x-o

Dairy Industry Commission of the Province of Quebec

ERRATUM

The english translation of article 8 of Order No. 25-56 published in the *Quebec Official Gazette* of October 27th, 1956 shall read as follows:

8. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 58 cents a gallon.

43524-x-o

ERRATUM

L'ordonnance N° 40-56 de la Commission de l'Industrie laitière telle qu'adoptée le 19 octobre 1956, par la Commission, doit se lire comme suit et non telle que publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 27 octobre 1956.

Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec

Ordonnance N° 40-56
(Région de Louiseville)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

ERRATUM

Order No. 40-56 of the Dairy Industry Commission as adopted on October 19th, 1956 by the Commission shall read as follows and not as published in the *Quebec Official Gazette* of October 27th, 1956.

Dairy Industry Commission of the Province of Quebec

Order No. 40-56
(Region of Louiseville)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

ATTENDU QUE, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Louiseville.

2° La région de Louiseville comprend le territoire de la ville de Louiseville, plus une partie du territoire de la municipalité rurale de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup délimité comme suit:

A l'est: par une zone d'un demi-mille de profondeur limité au nord et y compris le lot N° 871 et au sud par et y compris le lot N° 894;

Au sud: par tout le terrain adjacent à la ville de Louiseville borné comme suit: au nord: par la limite sud de la ville; à l'est; par la Grande Rivière-du-Loup jusqu'à y compris le lot N° 378: au sud: par et y compris le lot N° 378; à l'ouest; par le coté est de la Petite Rivière, depuis et y compris le lot N° 378 jusqu'à et y compris le lot N° 349;

A l'ouest: par une lisière de terrain d'un demi-mille de profondeur situé le long de la Petite Rivière et bornée au sud par et y compris le lot N° 349 et au nord par et y compris le lot N° 338;

Au nord: par tout le terrain compris dans les limites suivantes: au sud: par la limite nord de la ville; à l'est: par la Grande Rivières-du-Loup depuis les limites de la ville jusqu'à et y compris le lot N° 777; au nord: par et y compris le lot N° 777; à l'ouest: par la Petite Rivière depuis et y compris le lot N° 777 jusqu'à et y compris le lot N° 338.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci $4.26 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Louiseville, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix infé-

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

WHEREAS, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Louiseville.

2. The region of Louiseville includes the territory of the town of Louiseville, and part of the territory of the rural municipality of Saint Antoine de la Rivière du Loup, bounded as follows:

On the East: by a zone half a mile deep bounded on the North and including lot No. 871 and on the South by and including lot No. 894;

On the South: by all the territory adjoining Louiseville bounded as follows: on the North: by the southern limits of the town; on the East: by the Grande Rivière du Loup up to and including lot No. 378; on the South; by and including lot No. 378; on the West; by the East bank of the Petite Rivière from and including lot No. 378 up to and including lot No. 349;

On the West: by a strip of land half a mile deep situated along the Petite Rivière and bounded on the South by and including lot No. 349 and on the North by and including lot No. 338;

On the North: by all the land included in the following boundaries; on the South; by the Northern boundary of the town; on the East: by the Grande Rivière du Loup from the limits of the town up to and including lot No. 777; on the North: by and including lot No. 777; on the West; by the Petite Rivière from and including lot No. 777 up to and including lot No. 338.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them $4.26 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Louiseville offer, sell or deliver milk at prices inferior to 10 cents a pint and 18 cents a quart.

5. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 5 cents a half-pint,

rieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine, 17 cents la pinte et en bidon 68 cents le gallon.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 64 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 55 cents le gallon.

8° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5 cents le demiard.

9. La présente ordonnance annule l'ordonnance numéro 40-51 et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: Omer-E. Milot, président,
Joseph Hébert, commissaire,
Adrien Angers, commissaire,
J.-A. Chartrand, commissaire,
Walter D. Lowe, commissaire.
Certifié: Alphonse Savoie, secrétaire.
43524-x-o

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 64 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 9 cents a pint and 17 cents a quart.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 55 cents a gallon.

8. The price of milk in half-pint bottles delivered to pupils is fixed at 5 cents a half-pint.

9. The present Order cancels order number 40-51, and shall come into force on the first of November 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Omer-E. Milot, President,
Joseph Hébert, Commissioner,
Adrien Angers, Commissioner,
J.-A. Chartrand, Commissioner,
Walter D. Lowe, Commissioner.
Certified: Alphonse Savoie, Secretary.
43524-x-o

ERRATUM

L'ordonnance N° 61-56 de la Commission de l'Industrie laitière telle qu'adoptée le 19 octobre 1956, par la Commission, doit se lire comme suit et non telle que publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 27 octobre 1956.

Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec

Ordonnance N° 61-56
(Région de L'Assomption)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi, 19 octobre 1956, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

Attendu que, depuis la dernière fixation des prix du lait en nature par la Commission dans le cours de l'année 1951, le coût de production du lait, de sa manipulation et de sa distribution a subi des hausses et qu'il en coûte plus cher pour l'outillage requis et la main-d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les usines de pasteurisation;

Attendu que, pour ces motifs, les marchands de lait et les producteurs ont demandé à la Commission une augmentation des prix du lait;

Attendu que, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

ERRATUM

Order No 61-56 of the Dairy Industry Commission as adopted on October 19th, 1956 by the Commission shall read as followsa and not as published in the *Quebec Official Gazette* of October 17th, 1956.

Dairy Industry Commission of the Province of Quebec

Order No. 61-56
(Region of L'Assomption)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, October 19th, 1956, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

Whereas, since 1951, when prices for milk for fluid consumption were last fixed, the cost of milk production, handling and distribution has increased as well as that of the adequate equipment and labour required on the farms and in the pasteurizing plants;

Whereas, for these reasons the milk dealers and producers have requested the Commission to increase milk prices;

Whereas, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de L'Assomption.

2° La région de L'Assomption comprend les municipalités suivantes: les villes de L'Assomption, de Terrebonne et de Berthierville; les villages de Charlemagne, Lavaltrie, l'Épiphanie et Rawdon; les paroisses de Repentigny, St-Joseph-de-Lanoraie, St-Paul-l'Ermite, St-Sulpice et St-Ignace-de-Loyola; la municipalité de Lachenaie et la partie de la municipalité de la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Berthier bornée à l'est par la Rivière Bayonne, à l'ouest par la rivière la Chaloupe, et au nord par la voie ferrée du Pacifique Canadien via Montréal-Québec.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci $4.26 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

Le paiement aux fournisseurs-producteurs se fera sur une base de 3.5% de matières grasses:

a) plus une prime de trois cents par cent livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) moins un rabais de trois cents par cent livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

4. Toutefois il est loisible au marchand de lait, qui a transformé et transforme actuellement du lait en vertu d'un permis antérieurement obtenu de l'inspecteur général des produits laitiers, de payer à ses fournisseurs-producteurs le prix convenu avec ceux-ci dans un contrat écrit, préalablement déposé devant la Commission, pour le lait ainsi transformé ou en beurre, ou en fromage, ou en crème glacée, ou en lait concentré. Ce marchand de lait devra payer à ses fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature, breuvage au chocolat, laits fermentés, standardisation des crèmes et en plus une quantité équivalant à au moins 2% du lait ainsi utilisé.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent;

a) la quantité totale du lait reçu:

b) la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;

c) la quantité du lait utilisé pour autres fins:

d) la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3:

e) le prix payé pour le lait transformé.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de L'Assomption offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 10 cents la chopine et 18 cents la pinte.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 5 cents le demiard, 9 cents la chopine, 17 cents la pinte et en bidon 68 cents le gallon.

7° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 64 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of L'Assomption.

2. The region of L'Assomption includes the following municipalities: the towns of L'Assomption, Terrebonne and Berthierville; the villages of Charlemagne, Lavaltrie, l'Épiphanie and Rawdon; the parishes of Repentigny, St. Joseph de Lanoraie, St. Paul l'Ermite, St. Sulpice and St. Ignace de Loyola; the municipality of Lachenaie and part of the municipality of the parish of Ste. Geneviève de Berthier bounded on the east by the river known as Rivière Bayonne, on the west by the river known as Rivière La Chaloupe, and on the north by the Canadian Pacific Railway via Montreal-Quebec.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them $4.26 F.O.B. business place of said dealer.

The payment of milk to producers-suppliers shall be made on a basis of 3.5% butterfat:

a) A premium of three cents a hundred pounds shall be added for each tenth of 1% over this percentage;

b) A deduction of three cents a hundred pounds shall be made for each tenth of 1% below this percentage.

4. The milk dealer, who has converted and is presently converting milk pursuant to a permit already granted him by the Inspector General of Dairy Products, may pay to his producers-suppliers the price agreed upon with the latter in a written contract, previously deposited before the Commission, for the milk thus converted into butter, or cheese, or ice cream, or concentrated milk. That milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price mentioned by section 3 of the present order, the milk used for consumption in its natural state, or as chocolate milk, cultured milk, standardization of cream, and furthermore a quantity equal to at least 2% of the milk thus used.

This milk dealer shall supply to Dairy Industry Commission, on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by said Commission, showing for the preceeding month;

a) Total quantity of milk received;

b) Quantity of milk used for consumption in its natural state;

c) Quantity of milk used for other purposes;

d) Quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;

e) Price paid for milk converted.

5. Save the provisions of article 6 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of L'Assomption offer, sell or deliver milk at prices inferior to 10 cents a pint and 18 cents a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 5 cents a half-pint, 9 cents a pint, 17 cents a quart and in bulk 68 cents a gallon.

7. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 64 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is 9 cents a pint and 17 cents a quart.

8° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 55 cents le gallon.

9° Le prix du lait en bouteille d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5 cents le demiard.

10° Il ne sera permis de livrer du lait ou de la crème dans la région de L'Assomption que les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.

11° La présente ordonnance annule les ordonnances numéros 61-50, 61A-50, 61-50E, 61-50F, 61-50G, 61-50H, 23-51, 23-51C, et entrera en vigueur le premier novembre 1956.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
43524-x-o

8. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 55 cents a gallon.

9. The price of milk in half-pint bottles delivered to pubils is fixed at 5 cents a half-pint.

10. Delivery of milk or cream within the region of L'Assomption will be permitted only on Monday Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday.

11. The present Order cancels Orders numbers 61-50, 61A-50, 61-50E, 61-50F, 61-50G, 61-50H, 23-51, 23-51C, and shall come into force on the first of November 1956.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
43524-x-o

Département de l'Instruction Publique

N° 629-56.

Québec, le 28 octobre 1956.

Avis est par la présente donné qu'en vertu des dispositions du 4ème paragraphe de l'article 71 du code scolaire, je me propose de procéder à l'annexion du territoire ci-dessous décrit, lequel n'est pas encore organisé au point de vue scolaire, à la municipalité scolaire de Poularies, dans le comté d'Abitibi-Ouest.

Le territoire en question comprend les lots 16 à 49 inclusivement du rang I; 22 à 49 inclusivement du rang II; 22 à 56 inclusivement du rang III, tous du canton Poularies; 16 à 49 inclusivement du rang X du canton Destor.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
43557-44-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 329-52.

ERRATUM

Québec, le 3 novembre 1956.

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec* des 6 et 13 octobre 1956, concernant l'annexion de certains lots à la municipalité scolaire de Granbourne, dans le comté de Dorchester, il faut lire dans la description technique "du rang St-Thomas du cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph" au lieu des mots "du rang St-François du cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
43611-o O. J. DÉSAULNIERS.

Department of Education

No. 629-56.

Quebec, October 28, 1956.

Notice is hereby given that under the provisions of the 4th paragraph of article 71 of the School Code, I propose to procede to the annexation of the territory hereinunder described, which territory has not as yet been organized from an educational point of view, to the school municipality of Poularies, in the county of Abitibi-West.

The territory in question is comprised of lots 16 to 49 inclusively of range I; 22 to 49 inclusively of range II; 22 to 56 inclusively of range III, all of the township of Poularies; 16 to 49 inclusively of range X of the township of Destor.

O. J. DÉSAULNIERS,
43557-44-2 Superintendent of Education.

No. 329-52.

ERRATUM

Quebec, November 3rd, 1956.

In the notice published in the *Quebec Official Gazette* on October 6th and 13th, 1956, concerning the annexation of certain lots to the municipality of Cranbourne, in the county of Dorchester, the technical description should read: "of range St. Thomas on the official cadastre of the parish of St. Joseph" instead of the words: "of range St. François on the official cadastre of the parish of St. Joseph".

O. J. DÉSAULNIERS.
43611 Superintendent of Education.

Départements des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg (municipalité de Notre-Dame-des-Laurentides) division d'enregistrement de Québec.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the parish of Charlesbourg, (municipality of Notre-Dame-des-Laurentides) registration division of Quebec.

Avis est par la présente donné que les lots 453-1 et 454-1 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 octobre 1956.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
43592-o AVILA BÉDARD.

Notice is hereby given that lots 453-1 and 454-1 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 20th, 1956.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
43592-o Deputy Minister.

Cadastre officiel de la ville de Coaticook, division d'enregistrement de Coaticook.

Avis est par la présente donné que les lots 1914-13 à 1914-37, une partie du lot 1914 sont annulés et le lot 1917 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 octobre 1956.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
43592-o AVILA BÉDARD.

Official cadastre of the city of Coaticook, registration division of Coaticook.

Notice is hereby given that lots 1914-13 to 1914-37 and part of lot 1914 are cancelled and lot 1917 is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 18th, 1956.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
43592-o Deputy Minister.

Cadastre officiel du village de Lennoxville, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 368-36 à 368-44, 368-50 à 368-58 et une partie du lot 368-47 (rue) sont annulés et les lots 368-21 à 368-29, 368-35, 368-45 à 368-49, 368-59, 368-64 à 368-72 et 368-98 (rue) sont corrigés, en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 octobre 1956.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
43592-o AVILA BÉDARD.

Official cadastre of the village of Lennoxville' registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 368-36 to 368-44, 368-50 to 368-58, and part of lot 368-47 (street) are cancelled and lots 368-21 to 368-29, 368-35, 368-45 to 368-49, 368-59, 368-64 to 368-72 and 368-98 (Street) are corrected in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 24th, 1956.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
43592-o Deputy Minister.

Cadastre officiel de la paroisse de St-Dunstan-du-Lac-Beauport division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 78-8 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 octobre 1956.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
43592-o AVILA BÉDARD.

Official cadastre of the parish of St. Dunstan-du-Lac-Beauport registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 78-8 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 22nd, 1956.

Department of Lands & Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
43592-o Deputy Minister.

Departement du Travail

Avis d'approbation de règlements

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Saint-Hyacinthe, établi en exécution du décret numéro 1010 du 26 septembre 1956, et dont le siège social est situé dans la cité de Saint-Hyacinthe, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1117 du 31 octobre 1956 (section "A").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 novembre 1956. 43617-o

Department of Labour

Notice of approval of by-laws

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and general by-laws of the Barbers' and Hairdressers' Parity Committee of St. Hyacinthe, established under decree No. 1010 of September 26, 1956, with head office in the city of St. Hyacinthe, have been approved by Order in Council No. 1117 of October 31, 1956 (Part "A").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Quebec, November 10, 1956.
Deaprtment of Labour. 43617-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de Saint-Hyacinthe, établi en exécution du décret numéro 1010 du 26 septembre 1956 a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1117 du 31 octobre 1956, section "B", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 31 mars 1958; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels, régis par le décret numéro 1010, doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés assujettis audit décret numéro 1010 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire fixe et des pourcentages reçus.

c) Les artisans, assujettis audit décret numéro 1010, doivent verser au Comité paritaire les sommes suivantes:

	par semaine
i. Les artisans barbiers des zones I et II	$0.25
ii. Les artisans barbiers de la zone III	0.20
iii. Les artisans coiffeurs et coiffeuses pour dames des zones I et II	0.25
iv. Les artisans coiffeurs et coiffeuses pour dames de la zone III	0.20

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport mensuel, indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, le salaire et les pourcentages payés et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ledit rapport soit rempli et transmis au Comité paritaire ou à l'inspecteur local, le ou avant le 10 de chaque mois; ledit rapport doit couvrir le mois précédent.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit Comité ou à l'inspecteur local, en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, avant d'être transmis au Comité paritaire ou à l'inspecteur local. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport, chaque fois qu'il le juge à propos.

L'employeur professionnel et l'artisan doivent faire parvenir leurs cotisations au Comité paritaire ou à l'inspecteur local, le ou avant le 10 de chaque mois; ces cotisations doivent couvrir le mois précédent.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement, sans mise en demeure au préalable.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Barbers and Hairdressers' Parity Committee, of Saint-Hyacinthe, formed under decree No. 1010 of September 26, 1956, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1117 of October 31, 1956, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from the date of gazetting of this by-law to March 31, 1958; it shall be laid in the following manner;

a) The professional employers governed by the decree No. 1010, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The employees governed by the decree 1010, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their regular wages and of the percentages received.

c) The artisans governed by the decree No. 1010, shall pay the following assessments to the Parity Committee:

	per week
i. Barber artisans of zones I and II,	$0.25
ii. Barbers artisans of Zone III	0.20
iii. Ladies' male and female hairdressing artisans of zones I and II	0.25
iv. Ladies' male and female hairdressing artisans of Zone III	0.20

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with printed report forms indicating the hours of labour, the sums collected during any one week, the wages and percentages paid and the amounts sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have the report made and sent to the Parity Committee, or to the local inspector, every month, on or before the 10th day of each month; the report shall cover the month preceding.

The professional employer shall deduct, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee and forward same to the said Committee, or to the local inspector, together with his own assessments.

The report of the professional employer shall be signed by himself or by an authorized employee before it is sent to the Parity Committee or the local inspector. This Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The professional employer and the artisan shall send their assessments to the Parity Committee, or to the local inspector, on or before the 10th day of each month; the assessments shall cover the month preceding.

The levy imposed by the present decree is payable monthly, without notice.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs de Saint-Hyacinthe, pour la période comprise entre le 16 octobre 1956 et le 31 mars 1958.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET COIFFEURS DE SAINT-HYACINTHE
1695, rue Marguerite-Bourgeoys
Saint-Hyacinthe, P. Q.

État des recettes et des déboursés prévus pour la période comprise entre le 16 octobre 1956 et le 31 mars 1958.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$1,530.00
Salariés	1,530.00
Artisans	5,370.00
Honoraires d'examens	270.00
Divers	190.00
	$8,890.00
Déboursés:	
Salaire des employés	$3,900.00
Frais de déplacement des membres du Comité	900.00
Frais d'enquêtes et d'inspections	1,090.00
Impressions, papeterie, publicité	450.00
Poste, téléphone	270.00
Loyer	150.00
Frais légaux et professionnels	115.00
Jetons de présence	1,170.00
Bureau des examinateurs	525.00
Frais généraux	320.00
	$8,890.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 novembre 1956. 43617-o

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th, and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Barbers' and Hairdressers' Parity Committee of Saint-Hyacinthe, for the period between October 16, 1956, and March 31, 1958.

THE BARBERS' AND HAIRDRESSERS PARITY COMMITTEE OF SAINT-HYACINTHE
1695 Marguerite-Bourgeoys Street,
Saint-Hyacinthe, P. Q.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between October 16, 1956 and March 31, 1958.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$1,530.00
Employees	1,530.00
Artisans	5,370.00
Examination fees	270.00
Miscellaneous	190.00
	$8,890.00
Disbursements:	
Employees' salaries	$3,900.00
Travelling expenses of members of Committee	900.00
Investigations & inspections	1,090.00
Printing, stationery, publicity	450.00
Postage, telephone	270.00
Rent	150.00
Legal and professional fees	115.00
Meeting attendance fees	1,170.00
Board of examiners	525.00
General expenses	320.00
	$8,890.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 10, 1956. 43617-o

Département de la Voirie

AVIS

Le ministère de la Voirie cessera à l'avenir d'entretenir les sections de routes ci-après désignées, parce qu'elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Route No 11 — Montréal — Mont-Laurier — Maniwaki — Hull.

Dans la municipalité de la partie ouest du canton de Hull, comté de Gatineau;

Une section de 725 pieds au sud-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 18b et 19a.

Chemin Capsa Ouest

Dans la municipalité du village de Pont-Rouge, comté de Portneuf;

Une section de 1150 pieds à l'est de la route des Commissaires, sur ou vis-à-vis les lots Nos 289-A, 292 et 293-1.

Québec, le 16 octobre 1956.

Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT.

43593-o

Department of Roads

NOTICE

The Department of Roads shall cease, hereafter, to maintain sections or roads hereinunder described, because they have become useless for traffic purposes:

Route No. 11 — Montreal — Mont Laurier — Maniwaki — Hull.

In the municipality of the westerly part of the township of Hull, county of Gatineau;

A section of 725 feet to the southwest of the new road, on or facing lots Nos. 18b and 19a.

West Capsa Road

In the municipality of the village of Pont Rouge, county of Portneuf;

A section of 1150 feet to the east of des Commissaires Road, on or facing lots Nos. 289-A, 292 and 293-1.

Quebec, October 16th, 1956.

ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads.

43593

Liquidation, avis de:

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des sociétaires de "La Caisse Populaire de St-Mathias (Compton)", tenue le neuf octobre 1956, il a été résolu à l'unanimité que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que M. Marcel Bérubé, inspecteur de l'Union Régionale des Caisses Populaires Desjardins de Sherbrooke, a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le trente et un octobre 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
43613-o JEAN BRUCHÉSI.

Winding up Notice;

Notice is given that, at a special general meeting of the members of "La Caisse Populaire de St-Mathias (Compton)", held on the ninth day of October 1956, it has been unanimously resolved that the affairs of the said Association be voluntarily wound-up and that the latter be dissolved, pursuant to the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates' Act and Winding-up Act, and that Mr. Marcel Bérubé, inspector of the Regional Union of the Caisses Populaires Desjardins of Sherbrooke, be appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, the thirty-first day of October 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
43613 Under Secretary of the Province.

Ministère des Finances
Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes, que "Motors Insurance Corporation", enregistrée sous le numéro 577, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 324 qui l'autorise, à compter du 3 octobre 1956, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance Automobile, à l'exclusion des dommages à la personne à raison de blessures.

Le siège social de la compagnie est situé à New York, étant de New York, Etats-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur Cyril A. Lister, Suite 304, 1255 Phillips Square, Montréal 2, Québec Canada, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 27 octobre 1956.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
43556-44-2-o Surintendant des assurances.

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Attendu qu'à une assemblée générale spéciale des membres de La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Louis de Bonsecours tenue le 28 mai 1956, il a été résolu que la compagnie cesse de faire affaires;

Attendu que la compagnie a produit au Service des Assurances une déclaration signée par son président et son secrétaire le 28 septembre 1956, à l'effet que toutes ses polices ont été annulées et, qu'à cette date, elle n'avait aucun passif ni actif;

En conséquence, avis est par les présentes donné que La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Louis de Bonsecours a cessé de faire affaires, et que ses permis et certificat d'enregistrement sont annulés à compter du 28 septembre 1956.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 5 octobre 1956.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
43619-o Surintendant des assurances.

Department of Finance
Insurances

NOTICE OF ISSUE PF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "Motors Insurance Corporation", registered under number 577, has obtained the license and certificate of registry number 324 authorizing it, as from the 3rd of October 1956, to undertake in the Province contracts of insurance of Automobile, excluding loss by reason of bolily injury to the person.

The head office of the company is situated in New York, State of New York, United States of America.

The company has appointed Mr. Cyril A. Lister, Suite 304, 1255 Phillips Square, Montreal 2, Quebec, Canada, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 27th day of October 1956.

For the Minister of Finance,
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
43556-44-2-o Superintendent of Insurance.

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND REGISTRATION

Whereas at a general special meeting of the members of La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Louis de Bonsecours held on the 28th of May 1956, it has been resolved that the company cease to do business;

Whereas the company has filed with the Insurance Branch a declaration signed by its president and its secretary on the 28th of September 1956, to the effect that all its policies had been cancelled and that, on that date, it had no liabilities and no assets;

Therefore, notice is hereby given that La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Louis de Bonsecours has ceased to do business, and that its license and certificate of registry are cancelled as from the 28th of September 1956.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 5th of October 1956.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
43619-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Attendu que "North Star Reinsurance Corporation", dont le siège social est situé à New-York, État de New-York, États-Unis d'Amérique, a été fusionnée avec "General Reinsurance Corporation", dont le siège social est situé à New York, État de New-York, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un acte de fusion en date du 29 juin 1956, et ayant pris effet le 30 juin 1956;

Attendu que "General Reinsurance Corporation" est la corporation subsistante, et est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que "North Star Reinsurance Corporation" s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de "North Star Reinsurance Corporation" sont annulés à compter du 1er juillet 1956.

Donné au Bureau du Service des Assurances, Ministère des finances, le 3 novembre 1956.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
43619-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND REGISTRATION

Whereas "North Star Reinsurance Corporation", whose head office is situate in New York, State of New York, United States of America, has been merged into "General Reinsurance Corporation", whose head office is situate in New York, State of New York, United States of America, under an agreement of merger dated June 29, 1956, and that has taken effect on the 30th of June 1956;

Whereas "General Reinsurance Corporation", a company duly authorized to do business in this Province, is the subsisting corporation;

Whereas "North Star Reinsurance Corporation" has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "North Star Reinsurance Corporation" is cancelled as from the 1st of July 1956.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance on the 3rd of November 1956.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
43619-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes, que "General Reinsurance Corporation", enregistrée sous le numéro 576, a obtenu le permis et le certificat d'enregisgtrement numéro 326 qui l'autorise, à compter du 7 juin 1956, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie, et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Accident; Automobile; Aviation; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Bris de machine; Chaudière à vapeur; Crédit; Explosion; Faux; Garantie; Maladie; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Vol.

Le siège social de la compagnie est situé à New-York, État de New-York, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur Lloyd H. Paul, 360 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 3 novembre 1956.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
43619-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "General Reinsurance Corporation", registered under number 576, has obtained the license and certificate of registry number 326 authorizing it, as from the 7th of June 1956, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Accident; Aircraft; Automobile; Boiler; Credit; Employers' liability; Explosion; Forgery; Guarantee; Inland transportation; Machinery; Personal property; Plate glass; Public liability; Real property; Sickness; Theft.

The head office of the company is situate in New York, State of New York, United States of America.

The company has appointed Mr. Lloyd H. Paul, 360 St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 3rd of November 1956.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
43619-o Superintendent of Insurance.

Nominations

SECRÉTARIAT DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 6 novembre 1956.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission sous Notre seing, de nommer l'honorable M. Émile Lesage, marchand, de Macamic, district électoral d'Abitibi-Ouest,

Appointments

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY

Quebec, this 6th day of November, 1956.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the executive Council, and by Commission under Our signature, to call the Honourable Émile Lesage, merchant, of Macamic, in the electoral district

membre du Conseil législatif de la province de Québec, pour y représenter la division de Montarville, en remplacement de feu l'honorable M. Gustave Lemieux.

Le Secrétaire de la Chancellerie,
43618-o (Signé:) ANTOINE LEMIEUX.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 5 septembre 1956.

M. Thomas-Xavier Cimon, de Roberval: protonotaire de la Cour supérieure du district de Roberval, à compter du 15 septembre 1956, et commissaire "*per dedimus potestatem*".

Québec, le 26 septembre 1956.

M. Charles-Édouard Dugas, géôlier à Sainte-Anne-des-Monts: commissaire "*per dedimus potestatem*".
43591-o

of Abitibi-West, to the Legislative Council of the Province of Quebec, to represent therein the division of Montarville, in the place and stead of the late Honourable Gustave Lemieux.

(Signed:) ANTOINE LEMIEUX,
43618-o Clerk of the Crown in Chancery.

His Honour, the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advoce and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, September 5, 1956.

Mr. Thomas-Xavier Cimon, of Roberval: Prothonotary of the Superior Court of the District of Roberval, from September 15, 1956, and Commissioner "*per dedimus potestatem*".

Quebec, September 26, 1956.

Mr. Charles-Édouard Dugas, jailer at Sainte-Anne-des-Monts: Commissioner "*per dedimus potestatem*".
43591

Proclamation

Canada,
Province de Québec. GASPARD FAUTEUX
[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU QUE la législature de la province de Québec se trouve convoquée en vue de l'expédition des affaires pour le vingt-six septembre 1956, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger jusqu'au quatorze novembre mil neuf cent cinquante-six:

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir le vingt-six septembre 1956; vous convoquons par les présentse pour le quatorze novembre mil neuf cent cinquante-six et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., L.L.D., D. D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, à Québec, le premier jour d'août, l'an de grâce mil neuf cent cinquante-six, et de Notre règne le cinquième.

Par ordre,
Le secrétaire de la Chancellerie à Québec,
(Signé, ANTOINE LEMIEUX.
42956-32-14-o

Proclamation

Canada,
Province of Quebec. GASPARD FAUTEUX,
[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councilors, the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec.

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec had been convoked, in view of the dispatch of business, for the twenty-sixth day of September 1596, but that for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of said Province, deemed it advisable to prorogue the said Legislature to the fourteenth day of November, one thousand nine hundred and fifty-six:

THEREFORE, We now inform you that you are no longer required to meet on the twenty-sixth day of September 1596; but hereby convene you for the fourteenth day of November one thousand nine hundred and fifty-six and, consequently, command and order you to meet on said date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved, The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House in Quebec, the First day of August, in the year of Our Lord, nineteen hundred and fifty-sixth and fifth year of Our Reign.

By command,
(Signed) ANTOINE LEMIEUX,
Secretary of the Crown in Chancery, at
42956-32-14 Quebec.

Sièges sociaux

DASSON COPPER CORPORATION LTD.
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie Dasson Copper Corporation Ltd. (No Personal Liability) constituée en corporation par lettres-patentes en date du 24ième jour de septembre 1956 et ayant son bureau principal dans la cité de Rouyn, a établi son bureau au numéro 34 est de la rue Gamble.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Rouyn, ce 17ième jour d'octobre 1956.

Le Président,
43602-o JOHN ARTHUR HAMBLETON.

"BLACK LAKE TÉLÉDIFFUSION INC."

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "Black Lake Télédiffusion Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du premier octobre mil neuf cent cinquante-six et ayant son siège social en la cité de Black Lake, dans le district de Mégantic, a établi son bureau au numéro 192, de la rue St-Désiré.

A compter de la date des présentes le dit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Black Lake, ce dixième jour d'octobre mil neuf cent cinquante-six.

Le Secrétaire,
43603-o RÉMI CLOUTIER.

FERRONNERIE FRISKO & FILS LTÉE

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "Ferronnerie Frisko & Fils Ltée" constituée en corporation par lettres patentes en date du premier octobre mil neuf cent cinquante-six et ayant son siège social en la ville de Black Lake, dans le district de Mégantic, a établi son bureau au numéro 192 de la rue St-Désiré.

A compter de la date des présentes le dit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Black Lake, ce dixième jour d'octobre mil neuf cent cinquante-six.

Le Secrétaire,
43604 J.-GUY FERLAND.

(P.G. 9116-50)

THÉBERGE AUTOMOBILE LTÉE
THÉBERGE AUTOMOBILE LTD

Règlement N° 34 concernant le changement du bureau provincial

"Le bureau principal de la compagnie "Théberge Automobile Ltée — Théberge Automobile Ltd", est transporté de Marieville, comté de Rouville, district de St-Hyacinthe, où il était auparavant, en la cité de Montréal, district de Montréal, au N° 3600 de la rue Rachel est."

Adopté par les directeurs et approuvé par les actionnaires le 9 avril 1956.

Vraie copie Le Secrétaire,
43605-o LUCIEN DAGENAIS.

Head Offices

DASSON COPPER CORPORATION LTD.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that Dasson Copper Corporation Ltd. (No Personal Liability) incorporated by letters patent under the date of September 24th, 1956, and having its Head Office in the city of Rouyn, has established its principal office in the said city at 34 Gamble Street East.

As and from the date of this notice, the said office is considered by the Company as being its principal office.

Dated at Rouyn, this 17th day of October, 1956.

JOHN ARTHUR HAMBLETON,
43602 President.

"BLACK LAKE TÉLÉDIFFUSION INC."

Notice is hereby given that the Company "Black Lake Télédiffusion Inc." incorporated by letters patent dated October first, one thousand nine hundred and fifty-six and having its head office, in the city of Black Lake, in the district of Metantic, has established its office at number 192, on St. Désiré Street.

From and after the date of these presents, the said office is considered by the Company as being its head office.

Given at Black Lake, this tenth day of October, one thousand nine hundred and fifty-six.

RÉMI CLOUTIER,
43603 Secretary.

FERRONNERIE FRISKO & FILS LTÉE

Notice is hereby given that the company "Ferronnerie Frisko & Fils Ltée" constituted as a corporation by letters patent dated the first day of October one thousand nine hundred and fifty-six and having its head office in the town of Black Lake, in the district of Megantic, has established its office at number 192 St. Désiré Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being its head office.

Given at Black Lake, this tenth day of October one thousand nine hundred and fifty-six.

J.-GUY FERLAND,
43604 Secretary.

(A.G. 9116-50)

THÉBERGE AUTOMOBILE LTÉE
THÉBERGE AUTOMOBILE LTD

By-law No. 34 concerning a change in the location of head office

"The head office of the company "Théberge Automobile Ltée — Théberge Automobile Ltd", is transferred from Marieville, county of Rouville, district of St. Hyacinthe, where its office was located up to to-day, to the city of Montreal, district of Montreal, at No. 3600 Rachel Street, East."

Adopted by the directors and approved by the shareholders on April 9th, 1956.

True copy LUCIEN DAGENAIS,
43605 Secretary.

(P.G. 2617-47)

CERAMIC SALES LIMITED

Extrait du règlement N° 17

re: transport du siège social de Montréal à Lévis:

Siège social: Le siège social de la compagnie sera en la cité de Lévis, province de Québec.

Certifié en la cité de Toronto, ce 18e jour de juillet 1956.

Le Secrétaire,
F. S. BURNARD.

43608

Avis est donné que "Parkdale Investment Corporation", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 21 décembre 1955, et ayant son principal siège social à Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 8251 Boulevard St-Laurent, Montréal, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 23ème jour d'août 1956.

Le Président,
J. PALOV.

43614-o

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Le Rideau Vert Inc.", constituée en corporation par lettres patentes le 23 juillet 1956, a établi son bureau et siège social à Dorion, comté de Vaudreuil, district de Montréal, Province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Dorion, ce 25ème jour de juillet 1956.

(Sceau)

LE RIDEAU VERT INC.
Par le Président,
YVETTE BRIND'AMOUR LEGOURIADEC.

43615-o

(P.G. 3895-50)

ÉPICIERS UNIS INCORPORÉE
UNITED GROCERS INCORPORATED

Règlement N° 7 concernant le changement du bureau principal.

"Le Bureau Principal de la Compagnie Épiciers-Unis est transporté de 128, St-Dominique, Québec, où il était auparavant, à Giffard, au numéro 28, Boul. Ste-Anne."

Le Secrétaire,
HENRI MAROIS.

43634-o

Avis est donné que la compagnie "Tony's Pants Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises suivant la 1ère partie de la Loi des Compagnies de Québec le 30ème jour d'avril 1956, et ayant son bureau principal dans la ville de Fort Chambly, district de Montréal a établi son bureau au N° 1 de la rue de l'Église.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Fort Chambly, P.Q., ce 25 octobre 1956.

Le Président,
PAUL SÉVIGNY.

43637-o

(A.G. 2617-47)

CERAMIC SALES LIMITED

Extract from by-law No. 17

re: change of Head Office from Montreal to Lévis:

Head Office: The Head Office of the company shall be in the City of Lévis in the Province of Quebec.

Certified at the city of Toronto, this 18th day of July, 1956.

F. S. BURNARD,
Secretary.

43608-o

Notice is hereby given that "Parkdale Investment Corporation", incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act on the 21st day of December, 1955, and having its head office in the Province of Quebec, at Montreal, has established its office at 8251 St. Lawrence Boulevard, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 23rd day of August, 1956.

J. PALOV,
President.

43614-o

Notice is hereby given that "Le Rideau Vert Inc.", company incorporated by letters patent bearing the date of July 23rd, 1956, has established its office at Dorion, Vaudreuil county, district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Dorion, this 25th day of July, 1956.

(Seal)

LE RIDEAU VERT INC.
YVETTE BRIND'AMOUR LEGOURIADEC,
President.

43615-o

(A.G. 3895-50)

ÉPICIERS UNIS INCORPORÉE
UNITED GROCERS INCORPORATED

By-law No. 7 concerning change of head office.

"The head office of the Company "Épiciers-Unis" is transferred from 128 St-Dominique, Quebec, where it was heretofore, to Giffard, at No. 28 Ste-Anne Blvd."

HENRI MAROIS,
Secretary.

43634

Notice is hereby given that the "Tony's Pants Inc.", company, incorporated by letters patent issued under Part I, Quebec Companies' Act, on the 30th day of April 1956, and having its head office in the town of Fort Chambly, district of Montreal, has established its head office at No. 1 de l'Église street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Fort Chambly, P.Q., this 25th day o October, 1956.

PAUL SÉVIGNY,
President.

43637-o

HILTI OF CANADA LTD.

Avis est par les présentes donné que Hilti of Canada Ltd. une compagnie incorporée par lettres patentes de la province de Québec en date du 13 décembre 1955, a établi son siège social à 1405 rue Peel dans les cité et district de Montréal, Province de Québec.

District de Montréal, P. Q. le 5 octobre 1956.

Le Secrétaire,
MARCEL PICHÉ, C.R.

43647-o

HILTI OF CANADA LTD.

Notice is hereby given that Hilti of Canada Ltd. incorporated by letters patent of the Province of Quebec on December 13th, 1955, has established its Head Office at 1405 Peel Street, in the City and the district of Montreal, Province of Quebec.

District of Montreal, P. Q. October 5th, 1956.

MARCEL PICHÉ, Q.C.,
Secretary.

43647-o

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES POUR LA MUNICIPALITÉ D'AYLMER
(Comté de Gatineau)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Mme E. Schwarz, secrétaire-trésorier, B.P. 140, Aylmer, comté de Gatineau jusqu'à 8.00 heures p.m., mardi, 27 novembre 1956 pour l'achat de $250,000.00. d'obligations des Commissaires d'Écoles protestantes pour la municipalité d'Aylmer, comté de Gatineau datées du 1er octobre 1956 et remboursables par séries du 1er octobre 1957 au 1er octobre 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt datée du 1er octobre 1956 — Agrandissement du "High School".

Aux fins de l'adjudication seulement le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $250,000.00 — 20 ans

Année		*Capital*
1er octobre 1957	x	$35,000.00
1er octobre 1958	x	37,000.00
1er octobre 1959	x	38,500.00
1er octobre 1960	x	40,000.00
1er octobre 1961		4,500.00
1er octobre 1962		4,500.00
1er octobre 1963		5,000.00
1er octobre 1964		5,000.00
1er octobre 1965		5,000.00
1er octobre 1966		5,500.00
1er octobre 1967		5,500.00
1er octobre 1968		6,000.00
1er octobre 1969		6,000.00
1er octobre 1970		6,500.00
1er octobre 1971		7,000.00
1er octobre 1972		7,000.00
1er octobre 1973		7,500.00
1er octobre 1974		7,500.00
1er octobre 1975		8,000.00
1er octobre 1976		8,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de $149,085.26 accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements dont un de $37,271.33 et trois de $37,271.31 chacun, de 1957 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque

Tenders

Province of Quebec

THE PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF AYLMER
(County of Gatineau)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mrs. E. Schwarz, Secretary-Treasurer, P.O. Box 140, Aylmer, county of Gatineau, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, November 27th, 1956 for the purchase of an issue of $250,000.00 of bonds of the Protestant School Commissioners for the Municipality of Aylmer, county of Gatineau, dated October 1st, 1956 and redeemable serially from October 1st, 1957 to October 1st, 1976 inclusively, with interest at a rate not less than 4% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated October 1st, 1956 — Extension to the High School.

Only for the purposes of awarding the issue, computation of interest will be made as from December 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $250,000.00 — 20 years

Year		*Capital*
October 1st, 1957	x	$35,500.00
October 1st, 1958	x	37,000.00
October 1st, 1959	x	38,500.00
October 1st, 1960	x	40,000.00
October 1st, 1961		4,500.00
October 1st, 1962		4,500.00
October 1st, 1963		5,000.00
October 1st, 1964		5,000.00
October 1st, 1965		5,000.00
October 1st, 1966		5,500.00
October 1st, 1967		5,500.00
October 1st, 1968		6,000.00
October 1st, 1969		6,000.00
October 1st, 1970		6,500.00
October 1st, 1971		7,000.00
October 1st, 1972		7,000.00
October 1st, 1973		7,500.00
October 1st, 1974		7,500.00
October 1st, 1975		8,000.00
October 1st, 1976		8,500.00

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $149,085.26, granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments, that is one of $37,271.33 and three of $37,271.31 each, from 1957 to 1960 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by

visé, payable au pair à Aylmer dans le cas d'une banque à charte et à Hull dans le cas de l'autre banque à charte.

Le capital et les intérêts sont payables à deux banques à charte indiquées dans la procédure d'emprunt: Montréal, Québec et Aylmer dans le cas d'une banque à charte et Montréal, Québec et Hull dans le cas de l'autre banque à charte.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Commissaires d'Écoles protestantes qui sera tenue mardi 27 novembre 1956 à 8.00 heures p.m., au "High School", Aylmer, comté de Gatineau.

Les Commissaires d'Écoles Protestantes se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Aylmer, (Comté de Gatineau), ce 7 novembre 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
Mme E. SCHWARZ.

B.P. 140, Aylmer,
(Comté de Gatineau)P.Q. 43643

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-ÉTIENNE
(Comté de Beauharnois)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Jean Brault, secrétaire-trésorier, St-Étienne, comté de Beauharnois, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 26 novembre 1956, pour l'achat de $115,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Étienne, comté de Beauharnois, datées du 1er décembre 1956 et remboursables par séries du 1er décembre 1957 au 1er décembre 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% et non supérieur à 5% payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émmission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 12 juin 1956 — Construction d'une école élémentaire de huit classes dans l'arrondissement du village.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $115,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1957.....	x $20,000.00
1er décembre 1958.....	x 21,000.00
1er décembre 1959.....	x 21,500.00
1er décembre 1960.....	2,000.00
1er décembre 1961.....	2,500.00
1er décembre 1962.....	2,500.00
1er décembre 1963.....	2,500.00
1er décembre 1964.....	2,500.00
1er décembre 1965.....	2,500.00

certified cheque payable at par at Aylmer in the case of one chartered bank, and at Hull in the case of the other chartered bank.

Capital and interest are payable at the two chartered banks mentioned in the loan procedure: Montreal, Quebec and Aylmer in the case of one chartered bank, and Montreal, Quebec and Hull in the case of the other chartered bank.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticiaption, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Protestant School Commissioners, to be held on Tuesday, November 27th, 1956, at 8.00 o'clock p.m., at the Hilg School, Aylmer, county of Gatineau.

The Protestant School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Aylmer, (County of Gatineau), this 7th of November, 1956.

Mrs. E. SCHWARZ,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 140, Aylmer,
(County of Gatineau), P.Q. 43643-o

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ST. ÉTIENNE
(County of Beauharnois)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Jean Brault, Secretary-Treasurer, St-Étienne, county of Beauharnois until 8.00 o'clock p.m., Monday, November 26th, 1956, for the purchase of an issue of $115,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of St-Étienne, county of Beauharnois, dated Dec. 1st, 1956 and redeemable serially from Dec. 1st, 1957 to Dec. 1st, 1976 inclusively, with interest at a rate not less than 4% nor more than 5% payable semi-annually on June 1st and Dec. 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 12th, 1956 — Erection of an elementary school of eight classrooms in the village district.

For purposes of adjudication only, computation of interest shall be made as from December 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $115,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
December 1st, 1957.....	x $20,000.00
December 1st, 1958.....	x 21,000.00
December 1st, 1959.....	x 21,500.00
December 1st, 1960.....	2,000.00
December 1st, 1961.....	2,500.00
December 1st, 1962.....	2,500.00
December 1st, 1963.....	2,500.00
December 1st, 1964.....	2,500.00
December 1st, 1965.....	2,500.00

1er décembre 1966.....	2,500.00
1er décembre 1967.....	3,000.00
1er décembre 1968.....	3,000.00
1er décembre 1969.....	3,000.00
1er décembre 1970.....	3,500.00
1er décembre 1971.....	3,500.00
1er décembre 1972.....	3,500.00
1er décembre 1973.....	4,000.00
1er décembre 1974.....	4,000.00
1er décembre 1975.....	4,000.00
1er décembre 1976.....	4,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $61,460, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements dont le premier de $20,486.68 et les deux autres de $20,486.66 chacun, de 1957 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauharnois.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Beauharnois.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les sousmissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 26 novembre 1956, à 8.00 heures p.m., en la salle paroissiale, St-Étienne, comté de Beauharnois.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Étienne, (Comté de Beauharnois), ce 2 novembre 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN BRAULT.

St-Étienne,
(Comté de Beauharnois), P.Q. 43609-o

December 1st, 1966.....	2,500.00
December 1st, 1967.....	3,000.00
December 1st, 1968.....	3,000.00
December 1st, 1969.....	3,000.00
December 1st, 1970.....	3,500.00
December 1st, 1971.....	3,500.00
December 1st, 1972.....	3,500.00
December 1st, 1973.....	4,000.00
December 1st, 1974.....	4,000.00
December 1st, 1975.....	4,000.00
December 1st, 1976.....	4,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $61,460.00 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments, of which the first instalment shall be $20,486.68, and the other two of $20,486.66 each, from 1957 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beauharnois.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Beauharnois.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, November 26th, 1956, at 8.00 o'clock p.m. at the parochial hall, St-Étienne, county of Beauharnois.

The School Commissioners, do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Étienne, (County of Beauharnois), November 2nd, 1956.

JEAN BRAULT,
Secretary-Treasurer.

St-Étienne,
(County of Beauharnois), P.Q. 43609

Province de Québec

Les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Ste-Thérèse-Ouest
(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, C.-E. Desjardins, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 p.m., à 62 rue Blainville-Ouest, Ste-Thérèse-de-Blainville, comté de Terrebonne, ou jusqu'à 8.00 heures p.m., Hôtel de Ville, Ste-Thérèse-de-Blainville, Cté Terrebonne, mardi, le 27 novembre 1956, pour l'achat de $125,000.00 d'obligations de scommissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Ste-Thérèse-Ouest, comté de Terrebonne, datées du 1er novembre 1956 et remboursables par séries du 1er novembre 1957 au 1er novembre 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque

Province of Quebec

The Catholic School Commissioners for the municipality of Ste-Thérèse-West
(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned C.-E. Desjardins, Secretary-Treasurer, until 7.30 p.m. at 62 Blainville St. West, Ste-Thérèse-de-Blainville, county of Terrebonne, or until 8.00 o'clock p.m., Town Hall, Ste-Thérèse-de-Blainville County of Terrebonne Tuesday, November 27, 1956 for the purchase of an issue of $125,000.00 of bonds of the Catholic School Commissioners for the municipality of St-Thérèse-West, county of Terrebonne, dated Nov. 1st, 1956 and redeemable serially from Nov. 1st, 1957 to November 1st, 1976 inclusively, with interest at a rate not less than 4% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on May 1st and Nov. 1st of each year. The rate of interest may be the same

année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 14 août 1956 — Construction d'une école dans l'arrondissement No 1.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$125,000.00—20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1957	x $16,500.00
1er novembre 1958	x 17,500.00
1er novembre 1959	x 18,000.00
1er novembre 1960	x 19,000.00
1er novembre 1961	2,500.00
1er novembre 1962	2,500.00
1er novembre 1963	2,500.00
1er novembre 1964	2,500.00
1er novembre 1965	3,000.00
1er novembre 1966	3,000.00
1er novembre 1967	3,000.00
1er novembre 1968	3,000.00
1er novembre 1969	3,500.00
1er novembre 1970	3,500.00
1er novembre 1971	3,500.00
1er novembre 1972	4,000.00
1er novembre 1973	4,000.00
1er novembre 1974	4,500.00
1er novembre 1975	4,500.00
1er novembre 1976	4,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $69,650.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de $17,412.50, de 1957 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Thérèse, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Ste-Thérèse, comté de Terrebonne.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 27 novembre 1956, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Ste-Thérèse-de-Blainville, comté de Terrebonne.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Thérèse-de-Blainville, (Comté de Terrebonne), ce 6 novembre 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
C.-E. DESJARDINS.

C.P. 640, 62 rue Blainville-Ouest,
Ste-Thérèse-de-Blainville,
(Comté de Terrebonne), P.Q. 43662-o

for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated August 14th, 1956 — Construction of a school in District No. 1.

For purposes of adjudication only, interest shall be computed as from Dec. 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $125,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
November 1st, 1957	x $16,500.00
November 1st, 1958	x 17,500.00
November 1st, 1959	x 18,000.00
November 1st, 1960	x 19,000.00
November 1st, 1961	2,500.00
November 1st, 1962	2,500.00
November 1st, 1963	2,500.00
November 1st, 1964	2,500.00
November 1st, 1965	3,000.00
November 1st, 1966	3,000.00
November 1st, 1967	3,000.00
November 1st, 1968	3,000.00
November 1st, 1969	3,500.00
November 1st, 1970	3,500.00
November 1st, 1971	3,500.00
November 1st, 1972	4,000.00
November 1st, 1973	4,000.00
November 1st, 1974	4,500.00
November 1st, 1975	4,500.00
November 1st, 1976	4,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $69,650.00 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of $17,412.50 each, from 1957 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ste-Thérèse, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Ste-Thérèse, county of Terrebonne.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, November 27, 1956, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, Ste-Thérèse-de-Blainville, county of Terrebonne.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Thérèse-de-Blainville, (County of Terrebonne), November 6th, 1956.

C.-E. DESJARDINS,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 640, 62 Blainville St. West,
Ste-Thérèse-de-Blainville,
(County of Terrebonne), P.Q. 43662

Province de Québec

VILLE DE BOURLAMAQUE
(Comté d'Abitibi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. LeBlanc, secrétaire-trésorier, C.P. 520, Hôtel de Ville, Bourlamaque, comté d'Abitibi, jusqu'à 7.30 hrs p.m., mardi, le 27 novembre 1956, pour l'achat de $80,000.00 d'obligations de la ville de Bourlamaque, comté d'Abitibi, datées du 1er décembre 1956 et remboursables par séries du 1er décembre 1957 au 1er décembre 1966 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 76 — Travaux de voirie, achat de matériel, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $80,000.00 — 10 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1957	$ 4,000.00
1er décembre 1958	4,000.00
1er décembre 1959	4,000.00
1er décembre 1960	8,000.00
1er décembre 1961	8,000.00
1er décembre 1962	8,000.00
1er décembre 1963	8,000.00
1er décembre 1964	12,000.00
1er décembre 1965	12,000.00
1er décembre 1966	12,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Bourlamaque, comté d'Abitibi.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Bourlamaque, comté d'Abitibi.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 27 novembre 1956, à 7.30 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Bourlamaque, comté d'Abitibi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bourlamaque, (Comté d'Abitibi), ce 6 novembre 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. LEBLANC.

C.P. 520: Hôtel de Ville, Bourlamaque,
(Comté d'Abitibi), P.Q. 43644-o

Province of Quebec

TOWN OF BOURLAMAQUE
(County of Abitibi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-A. LeBlanc, Secretary-Treasurer, P.O.B. 520, Town Hall, Bourlamaque, until 7.30 o'clock p.m., Tuesday, Nov. 27th, 1956, for the purchase of an issue of $80,000.00 of bonds of the Town of Bourlamaque, county of Abitibi, dated Dec. 1st, 1956, and redeemable serially from Dec. 1st, 1957 to Dec. 1st, 1966 inclusively, with interest at a rate not less than 4% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on June 1st and Dec. 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No 76 — Department of Roads works, purchase of material, etc.

For purposes of adjudication only interest shall be computed as from December 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $80,000.00 — 10 years

Year	*Capital*
December 1st, 1957	$ 4,000.00
December 1st, 1958	4,000.00
December 1st, 1959	4,000.00
December 1st, 1960	8,000.00
December 1st, 1951	8,000.00
December 1st, 1962	8,000.00
December 1st, 1963	8,000.00
December 1st, 1964	12,000.00
December 1st, 1965	12,000.00
December 1st, 1966	12,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Bourlamaque, county of Abitibi.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Bourlamaque, county of Aibitibi.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, November 27th, 1956, at 7.30 o'clock p.m., at the Town Hall of Bourlamaque, county of Abitibi.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bourlamaque, (County of Abitibi), Nov. 6th, 1956.

J.-A. LEBLANC,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 520, Town Hall, Bourlamaque,
(County of Abitibi), P.Q. 43644

Province de Québec

CITÉ DE ST-JÉRÔME
(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Octave Tessier, greffier, Hôtel de Ville, 280 rue Labelle, St-Jérôme, comté de Terrebonne, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, le 26 novembre 1956, pour l'achat de $393,000.00 d'obligations de la cité de St-Jérôme, comté de Terrebonne, datées du 1er novembre 1956 et remboursables par séries du 1er novembre 1957 au 1er novembre 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos C-124: $38,500.00; construction de trottoirs; C-125: $60,000.00; travaux de voirie, d'aqueduc et d'égouts; C-129: $22,000.00; travaux d'aqueduc; C-150: $5,200.00; travaux d'aqueduc; C-152: $59,300.00; travaux de voirie, d'aqueduc et d'égouts et construction de trottoirs; et C-153: $208,000.00; travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins a'djudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $393,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1957	$16,000.00
1er novembre 1958	17,000.00
1er novembre 1959	18,000.00
1er novembre 1960	18,000.00
1er novembre 1961	19,500.00
1er novembre 1962	20,500.00
1er novembre 1963	21,000.00
1er novembre 1964	22,500.00
1er novembre 1965	23,000.00
1er novembre 1966	24,000.00
1er novembre 1967	15,500.00
1er novembre 1968	16,500.00
1er novembre 1969	17,000.00
1er novembre 1970	18,000.00
1er novembre 1971	18,500.00
1er novembre 1972	20,000.00
1er novembre 1973	21,000.00
1er novembre 1974	21,500.00
1er novembre 1975	22,000.00
1er novembre 1976	23,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jérôme, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, dans la province de Québec, ainsi qu'à la succursale de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Province of Quebec

CITY OF ST. JÉRÔME
(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Octave Tessier, City Clerk, City Hall, 280 Labelle Street, St. Jérôme, county of Terrebonne, until 8.00 o'clock p.m., Monday, November 26, 1956, for the purchase of an issue of $393,000.00 of bonds of the city of St. Jérôme, county of Terrebonne, dated November 1st, 1956, and redeemable serially from November 1st, 1957 to November 1st, 1976, inclusively, with interest at a rate of not less than 4% or over 5% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos C-124: $38,500.00; building of sidewalks: C-125: $60,000.00; road labour, waterworks and sewerage; C-129: $22,000.00; Waterworks; C-150: $5,200.00; waterworks; C-152: $59,300.00; road labour, waterworks, sewerage and building of sidewalks; and C-153: $208,000.00; waterworks and sewerage.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from November 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $393,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
November 1st, 1957	$16,000.00
November 1st, 1958	17,000.00
November 1st, 1959	18,000.00
November 1st, 1960	18,000.00
November 1st, 1961	19,500.00
November 1st, 1962	20,500.00
November 1st, 1963	21,000.00
November 1st, 1964	22,500.00
November 1st, 1965	23,000.00
November 1st, 1966	24,000.00
November 1st, 1967	15,500.00
November 1st, 1968	16,500.00
November 1st, 1969	17,000.00
November 1st, 1970	18,000.00
November 1st, 1971	18,500.00
November 1st, 1972	20,000.00
November 1st, 1973	21,000.00
November 1st, 1974	21,500.00
November 1st, 1975	22,000.00
November 1st, 1976	23,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Jérôme, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all branches of the bank mentioned in the loan procedure, in the Province of Quebec, as well as that of said bank in Toronto.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 26 novembre 1956, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 280 rue Labelle, St-Jérôme, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jérôme, (Comté de Labelle), ce 8 novembre 1956.

Le Greffier,
OCTAVE TESSIER.

Hôtel de Ville, 280 rue Labelle, St-Jérôme,
(Comté de Terrebonne), P.Q. 43661-o

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, November 26, 1956, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, 280 Labelle Street, St. Jérôme, county of Terrebonne.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Jérôme, (County of Labelle), this November 8, 1956.

OCTAVE TESSIER,
City Clerk.

City Hall, 280 Labelle Street, St. Jérôme,
(County of Terrebonne), P.Q. 43661

Province de Québec

VILLAGE DE PRINCEVILLE
(Comté d'Arthabaska)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, André Cloutier, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., à 26 avenue Richard, Princeville, comté d'Arthabaska, ou jusqu'à 8.00 heures p.m., à l'hôtel de Ville, Princeville, comté d'Arthabaska, mercredi, le 28 novembre 1956, pour l'achat de $38,000.00 d'obligations du village de Princeville, comté d'Arthabaska, datées du 1er octobre 1956 et remboursables par séries du 1er octobre 1957 au 1er octobre 1971 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 200 — travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $38,000.00 — 15 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1957	$1,500.00
1er octobre 1958	2,000.00
1er octobre 1959	2,000.00
1er octobre 1960	2,000.00
1er octobre 1961	2,000.00
1er octobre 1962	2,500.00
1er octobre 1963	2,500.00
1er octobre 1964	2,500.00
1er octobre 1965	2,500.00
1er octobre 1966	2,500.00
1er octobre 1967	3,000.00
1er octobre 1968	3,000.00
1er octobre 1969	3,000.00
1er octobre 1970	3,500.00
1er octobre 1971	3,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Princeville, comté d'Arthabaska.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Princeville, comté d'Arthabaska.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Province of Quebec

VILLAGE OF PRINCEVILLE
(County of Arthabaska)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned André Cloutier, Secretary-Treasurer, until 7.30 p.m. at 26 Richard Avenue, Princeville, county of Arthabaska, or until 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, Princeville county of Arthabaska, Wednesday, November 28, 1956, for the purchase of an issue of $38,000.00 of bonds of the Village of Princeville, county of Arthabaska, dated October 1st, 1956 and redeemable serially from October 1st, 1957 to October 1st, 1971 inclusively, with interest at a rate not less than 4% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on April 1st, and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 200 — waterworks and sewer-works.

For purposes of adjudication only, interest shall be computed as from December 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $38,000.00 — 15 years

Year	*Capital*
October 1st, 1957	$1,500.00
October 1st, 1958	2,000.00
October 1st, 1959	2,000.00
October 1st, 1960	2,000.00
October 1st, 1961	2,000.00
October 1st, 1962	2,500.00
October 1st, 1963	2,500.00
October 1st, 1964	2,500.00
October 1st, 1965	2,500.00
October 1st, 1966	2,500.00
October 1st, 1967	3,000.00
October 1st, 1968	3,000.00
October 1st, 1969	3,000.00
October 1st, 1970	3,500.00
October 1st, 1971	3,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Princeville, county of Arthabaska.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Princeville, county of Arthabaska.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 28 novembre 1956, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Princeville, comté d'Arthabaska.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Princeville, (Comté d'Arthabaska), ce 6 novembre 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
ANDRÉ CLOUTIER.

adresse postale: C.P. 70,
26 avenue Richard, Princeville,
(Comté d'Arthabaska), P.Q. 43645-o

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, November 28, 1956, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, Princeville, county of Arthabaska.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Princeville (County of Arthabaska), November 6, 1956.

ANDRÉ CLOUTIER,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 70,
26 Richard Avenue, Princeville,
(County of Arthabaska), P.Q. 43645

Province de Québec

VILLE DE STE-THÉRÈSE
(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. Lajeunesse, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 36 Blainville-Ouest, C.P. 280, Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, jusqu'à 8 hrs, p.m., lundi, le 26 novembre 1956, pour l'achat de $345,000.00 d'obligations de la ville de Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, datées du 1er décembre 1956 et remboursables par séries du 1er décembre 1957 au 1er décembre 1971 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% pour les échéances de 1957 à 1966 inclusivement, non inférieur à 4½% pour les échéances de 1967 à 1970 inclusivement, non inférieur à 5% pour l'échéance de 1971, et non supérieur à 5% pour les échéances de 1957 à 1971 inclusivement, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année.

Règlement d'emprunt N° 97 N.S. — première tranche de $200,000.00 sur le règlement de $530,000.00 — travaux d'aqueduc et d'égouts; et Règlement d'emprunt N° 98 N.S. — $145,000.00 — travaux de voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$345,000.00—15 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1957	$ 2,000.00
1er décembre 1958	3,500.00
1er décembre 1959	3,500.00
1er décembre 1960	3,500.00
1er décembre 1961	3,500.00
1er décembre 1962	3,500.00
1er décembre 1963	3,500.00
1er décembre 1964	3,500.00
1er décembre 1965	4,000.00
1er décembre 1966	4,000.00
1er décembre 1967	4,000.00
1er décembre 1968	4,000.00
1er décembre 1969	4,000.00
1er décembre 1970	4,500.00
1er décembre 1971	294,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Thérèse, comté de Terrebonne.

Province of Quebec

TOWN OF ST. THÉRÈSE
(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-A. Lajeunesse, secretary-treasurer, City Hall, 36 Blainville-West, P.B. 280, St. Thérèse, County of Terrebonne, until 8.00 o'clock p.m., Monday, November 26th, 1956 for the purchase of an issue of $345,000.00 of bonds of the town of St. Thérèse, county of Terrebonne, dated December 1st, 1956 and redeemable serially from December 1st., 1957 to December 1st, 1971, inclusively, with interest at a rate of not less than 4% for maturities from 1957 to 1966 inclusive, not less than 4½% for maturities from 1967 to 1970 inclusive, not less than 5% for 1971 and not over 5% for maturities from 1957 to 1971 inclusive, payable semi-annually on June 1st. and December 1st of each year.

Loan By-law No. 97 N.S. — first portion of $200,000.00 on by-law for an amount of $530,000.00 — Waterworks and sewerage; Loan By-law No. 98 N.S. — $145,000.00 — Road labour.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from December 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $345,000.00 — 15 years

Year	*Capital*
December 1st, 1957	$ 2,000.00
December 1st, 1958	3,500.00
December 1st, 1959	3,500.00
December 1st, 1960	3,500.00
December 1st, 1961	3,500.00
December 1st, 1962	3,500.00
December 1st, 1963	3,500.00
December 1st, 1964	3,500.00
December 1st, 1965	4,000.00
December 1st, 1966	4,000.00
December 1st, 1967	4,000.00
December 1st, 1968	4,000.00
December 1st, 1969	4,000.00
December 1st, 1970	4,500.00
December 1st, 1971	294,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Thérèse, county of Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec, ainsi qu'à la succursale de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 26 novembre 1956, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 36 Blainville-Ouest, Ste-Thérèse, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Thérèse, (Comté de Terrebonne), ce 6 novembre 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. LAJEUNESSE.

Hôtel de Ville, C.P. 280, 36 Blainville-Ouest,
Ste-Thérèse, (Cté Terrebonne), P.Q. 43646-o

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec, as well as that of the said bank in Toronto.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1 % of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, November 26, 1956, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, 36 Blainville-West, St. Thérèse, county of Terrebonne.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Thérèse, (County of Terrebonne), this November 6th, 1956.

J.-A. LAJEUNESSE,
Secretary-Treasurer.

City Hall, P.B. 280, 36 Blainville-West,
St. Thérèse (Cty. Terrebonne), P.Q. 43646

Ventes — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure (en matière de faillite) dans l'affaire de la faillite de: Albert Gagnon, camionneur, St-Félicien, Roberval, P.Q. débiteur.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que: JEUDI, le VINGT-NEUF NOVEMBRE 1956 à QUATRE heures de l'après-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église de la ville de St-Félicien, comté de Roberval, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Item A) Un terrain-emplacement situé dans la ville de St-Félicien, connu et désigné comme le lot numéro vingt-neuf (lot 29) d'une subdivision cadastrale d'une partie du lot numéro un-E (1-E-29) du premier rang, du cadastre officiel du canton Demeules, avec une maison dessus construite, appartenances et dépendances, (propriété à logements).

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et autres servitudes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de procédure civil et aussi à l'Article 55 de la Loi de Faillite 1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Québec, ce 19 octobre, 1956.

Les Syndics.
R.E. LEFAIVRE, JOS. MARMETTE
& RENÉ LEFAIVRE.

369 Est, rue Racine, Chicoutimi,
111 Côte de la Montagne, Québec. 43480-43-2-o

Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court (Sitting in bankruptcy). In the matter of the bankruptcy of: Albert Gagnon, trucker, St-Félicien, Roberval, P.Q. debtor.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that: THURSDAY, NOVEMBER TWENTY-NINTH, 1956, at FOUR o'clock in the afternoon, shall be sold by public auction at the church door of the town of St-Félicien, county of Roberval, the immoveable hereinafter described, to wit:

Item A) A plot of land-emplacement situated in the town of St-Félicien, known and designated as lot number twenty-nine (lot 29) of a cadastral subdivision of part of lot number one-E (1-E-29) of the first range, of the official cadastre of the township of Demeules, with a house thereon erected, appurtenances and dependencies, (tenement property).

This item shall be offered for sale to the highest and last bidder subject to the rents and other servitudes which may exist.

Titles and certificates may be examined at all times by applying to the offices of the undersigned trustees.

This sale is made pursuant to articles 716, 717 and 719A of the Code of Civil procedure and also to article 55 of the bankruptcy Act, 1949. This sale is equivalent to that made by the Sheriff.

Conditions of sale: Cash.

Quebec, October 19, 1956.

R.E. LEFAIVRE, JOS. MARMETTE
& RENÉ LEFAIVRE,
Trustees.

369 Racine Street, East, Chicoutimi,
111 Mountain Hill, Quebec. 43480-43-2

Canada, Province de Québec, district de Chicoutimi, N° 555-B. Cour Supérieure (en matière de faillite) dans l'affaire de la faillite de: Maurice

Canada, Province of Quebec, district of Chicoutimi, No. 555-B, Superior Court (Sitting in bankruptcy). In the matter of the bankruptcy

Lavertu, ci-devant contracteur, 385 Châteauguay, Jonquière, débiteur.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que: VENDREDI, le TRENTE NOVEMBRE, 1956 à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église de la paroisse St-Georges de Jonquière, l'immeuble ci-après décrit savoir:

Item A) Un lopin de terre ou emplacement connu et désingé aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Jonquière comme formant partie des lots numéros quatorze-B et quinze (ptie N° 14-B & 15) dans le rang quatre (Rg. IV) dudit canton, lequel terrain mesure cinquante pieds de largeur de l'est à l'ouest sur toute la profondeur qu'il peut y avoir entre l'ancienne route régionale au nord et le terrain de la succession de M. Adelard Boily ou représentants au sud et est compris dans les bornes et limites suivantes: Au nord par l'ancienne route régionale, au sud par le terrain de la succession de M. Adelard Boily ou représentants, à l'est par le terrain de MM. Albert Bergeron, Lorenzo Lapointe et Adelard Lapointe faisant affaires en société sous les nom et raison sociale de "La Scierie de Jonquière Enrg." et à l'ouest par le résidu des dits lots dont il forme partie propriété de Les Immeubles Gagnon Ltée., le tout sans bâtisse, mais avec appartenances et dépendances.

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et répartitions d'Eglise ou autres servitudes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 et 719A du Code de procédure civil et aussi à l'article 55 de la Loi de faillite 1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Québec, ce 19 octobre, 1956.

Les Syndics,
R.E. LEFAIVRE, P.E. LABERGE,
J. MARMETTE & R. LEFAIVRE.
369 est, rue Racine, Chicoutimi,
111, Côte de la Montagne, Québec. 43481-43-2-o

of: Maurice Lavertu, heretofore contractor, 385 Châteauguay, Jonquière, debtor.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that: FRIDAY, NOVEMBER THIRTIETH, 1956, at TEN o'clock in the forenoon, shall be sold by public auction, at the church door of the parish of St-Georges de Jonquière, the immoveable hereinafter described, to wil:

Item A) A strip of land or emplacement known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the township of Jonquière as forming part of lots number fourteen-B and fifteen (Pt. No. 14-B & 15) in range four (Rg. IV) of the said township, which territory measures fifty feet in width from east to west along the whole depth there may be between the old Regional route on the North and the land of the estate of M. Adelard Boily or representatives on the South and is comprised within the following boundaries: On the North, by the old Regional route, on the South, by the land of the estate of Mr. Adelard Boily or representatives, on the East, by the land of Messrs. Albert Bergeron, Lorenzo Lapointe and Adelard Lapointe, doing business in association under the name and style of "La Scierie de Jonquière Enrg." and on the West, by the residue of the said lots of which it forms part of the property of Les Immeubles Gagnon Ltée, the whole without building, but with appurtenances and dependencies.

This item shall be offered for sale to the highest and last bidder subject to rents and church distributions or any other servitude which may exist.

Titles and certificates may be examined at all times by applying to the offices of the undersigned trustees.

This sale is made pursuant ot articles 716, 717 and 719A of the Code of Civil procedure and also to article 55 of the bankruptcy Act, 1949. This sale is equivalent to that made by a Sheriff.

Conditions of sale: Cash.

Quebec, October 19, 1956.

R.E LEFAIVRE, P.E. LABERGE,
J. MARMETTE & R. LEFAIVRE,
Trustees.
369 Racine Street, East, Chicoutimi,
11 Mountain Hill, Quebec. 43481-43-2

Canada, Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour Supérieure (en matière de faillite) dans l'affaire de la faillite de: Henri Néron, cultivateur, Rang 9, St-Léon, comté de Chicoutimi, débiteur.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que: JEUDI, le VINGT-NEUF NOVEMBRE, 1956 à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église de la paroisse de St-Léon, comté de Chicoutimi, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Item A) Le lot numéro trente-neuf (lot 39) dans le premier rang (Rg. 1) du canton Labrecque, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et autres servitudes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Canada, Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court "sitting in bankruptcy" In the matter of the bankruptcy of Henri Néron farmer, Range 9, St. Léon, county of Chicoutimi debtor.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that: THURSDAY, the TWENTY-NINTH day of NOVEMBER 1956, at TEN o'clock in the forenoon, shall be sold by public auction at the door of the church of the parish of St. Léon, county of Chicoutimi, the immoveable herein after described, to wit:

Item A) Lot number thirty-nine (lot 39) in Range one (R. 1) of the township of Labrecque, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

This item shall be sold to the last and highest bidder subject to rents and other servitudes which may exist.

Titles and certificates may be examined at all times by applying to the offices of the undersigned trustees.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 et 719A du Code de procédure civil et aussi à l'article 55 de la Loi de faillite 1949 et également en vertu de l'article 699 du Code de procédure civil, vu que le débiteur Henri Néron est réputé les avoir toujours possédés *Animo Domine*. Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Québec, ce 19 octobre 1956.

Les Syndics.
JOS. MARMETTEM &
RENÉ LEFAIVRE,

369 est Racine, Chicoutimi,
111, Côte de la Montagne, Québec. 43482-43-2-o

Province de Québec, district de Trois-Rivières, Cour Supérieure, N° 1098C-1956 "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: Raoul Létourneau, Trois-Rivières, P.Q., débiteur et Gérard Blais, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants, savoir:

Désignation: Un emplacement situé en la paroisse de St-Paulin, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-quatre (P. N° 184) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Paulin, comté de Maskinongé, contenant cent vingt-huit pieds de largeur sur cent dix-sept pieds de profondeur, mesure anglaise, avec les bâtisses dessus construites. Borné en front vers l'ouest par le chemin public ou route 44 vers le sud par la plus grande partie du lot 184 appartenant à M. Armand Chrétien, vers le nord par le terrain de M. Bernard Bergeron et vers le sud par le terrain de Stephen Dupuis.

Seront vendus à l'enchère publique, à la porte de l'église paroissiale de St-Paulin, comté de Maskinongé, P.Q. SAMEDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1956, à ONZE heures de l'avant-midi.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure, à Trois-Rivières, le 16 octobre 1956 et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédure civile.

Conditions: Comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, le 31 octobre 1956.

Le Syndic,
GÉRARD BLAIS.

Bureau de: Gérard Blais & Associés, C.A.,
1833 est, rue Sherbrooke, Montréal.
Tel. La: 3-1127 43620-45-2-o

Canada, Province de Québec, district de Québec, N° 5503-F. Dans la Cour Supérieure (en matière de faillite). Dans l'affaire de: Roméo Gilbert, commerçant de bois, de Beauceville Est, P.Q.

VENTE À L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le QUATORZE DÉCEMBRE, 1956, à

This sale is made in accordance with articles 716-717 and 719A of the Code of Civil procedure and article 55 of the 1949 bankruptcy Act, and also according to article 699 of the Code of Civil procedure, seeing that the bedtor, Henri Néron, is reputed to have always been in possession of same *Animo Domini*. This sale is equivalent to a sale by Sheriff.

Conditions of payment: Cash.

Quebec, October 19, 1956.

JOS. MARMETTE &
RENÉ LEFAIVRE,
Trustees,

369 Racine Street, East. Chicoutimi,
111 Mountain Hill, Quebec. 43482-43-2

Province of Quebec, district of Trois-Rivières, Superior Court "Sitting in Bankruptcy" No. 1098C-1956. In the matter of the bankruptcy of Raoul Létourneau, Trois-Rivières, Que., debtor and Gérard Blais, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveables, to wit:

Designation: An emplacement situated in the parish of St. Paulin, known and designated as forming part of lot number one hundred and eighty-four (Pt. No. 184) on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Paulin, county of Maskinongé, containing one hundred and twenty-eight feet in width by one hundred and seventeen feet in depth, English measure, with the buildings thereon erected. Bounded in front on the west by the public highway or route 44, on the south, by the greatest part of lot 184 belonging to Mr. Armand Chrétien, on the north, by the land of Mr. Bernard Bergeron and on the south, by the land of Stephen Dupuis.

Shall be sold by public, at the door of the parochial church of St. Paulin, county of Maskinongé, P.Q., SATURDAY, the TWENTY-NINTH day of DECEMBER 1956, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

This sale is made by virtue of a judgment rendered by the Superior Court, at Trois-Rivières, October 24, 1956 and accordong to the provisions of articles 55 and the following on the bankruptcy Act 1949, in order that said sale shall have the effect of a sheriff's sale in the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: Cash.

Over and above of the purchase price, the purchaser shall pay a Government tax af 2½% in accordance with the law.

For further information and the lost of charges, application should be made to the undersigned.

Dated at Montreal, October 31, 1956.

GÉRARD BLAIS,
Trustee.

Office of: Gérard Blais & Associés, C.A.,
1833 Sherbrooke St. East, Montreal.
Tel. La: 3-1127 43620-45-2-o

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, No. 5503-F. In the Superior Court (in Bankruptcy). In the matter of: Roméo Gilbert, lumber merchant, at Beauceville East, P.Q.

AUCTION SALE

Notice is hereby given that on FRIDAY, DECEMBER FOURTEENTH, 1956, at ELE-

ONZE heures a.m., sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Beauceville Est, P.Q., l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Un emplacement situé à Beauceville Est, connu et désigné comme étant partie du lot numéro 165 du cadastre officiel pour la paroisse de St-François, Beauce, mesurant 50 pieds de front par 100 pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, sauf à distraire du dit terrain la partie concédée à la ville de Beauceville Est pour l'élargissement de la rue, avec bâtisses dessus construites.

Cet immeuble sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et autres servitudes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Cette vente sera faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de procédure civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Québec, ce 5 novembre 1956.

Le Syndic,
J. P. BÉDARD.

Bureaux: 71, rue St-Pierre,
Chambre 411, Québec. 43621-45-2-o

Canada, Province de Québec, district de Québec, N° 5506-F. Dans la Cour Supérieure (en matière de faillite). Dans l'affaire de: Arsène Lévesque et Fernand Lévesque, tant personnellement que comme membre de "Lévesque & Frère Enrg." commerçants de bois, St-Bruno, county of Kamouraska, P.Q.

VENTE À L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que MARDI, le ONZE DÉCEMBRE, 1956, à ONZE heures a.m., sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale, de St-Bruno, comté de Kamouraska, P.Q., l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Le lot N° 36, rang 3, à St-Bruno de Kamouraska, avec bâtisses dessus construites, appartenant à Fernand Lévesque.

Cet immeuble sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge de la rente et autres servitudes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Cette vente sera faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de procédure civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Québec, ce 5 novembre 1956.

Le Syndic,
J. P. BÉDARD.

Bureaux: 71, rue St-Pierre,
Chambre 411, Québec. 43622-45-2-o

Canada, Province de Québec, district de Québec, N° 5264-F. Dans la Cour Supérieure (en matière de faillite). Dans l'affaire de: Lucien Bernier "La Filature Bernier Enrg.", Cap St-Ignace, Co. Montmagny, P.Q.

VENTE À L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que LUNDI, le 17 DÉCEMBRE, 1956, à ONZE heures a.m.

VEN o'clock, a.m., will be sold by public auction, at the Church door of the parish of Beauceville East, P.Q., the immoveable property as follows:

A piece of land located at Beauceville East, known and designated as part of lot No. 165 of the official cadastre for the parish of St-François, Beauce, measuring 50 feet in front by 100 feet in deep, english measure, to distract of the said lot the part granted to the city of Beauceville East for enlarging of the street, with building thereon constructed.

This immoveable property shall be sold to the last and highest bidder subject to rent and others servitudes which may exists.

Titles and certificates may be examined at all time by applying to the offices of the undersigned trustee.

This sale shall be made in accordance with articles 716, 717 and 719A of the code of civil prodedure and also article 55 of the bankruptcy act. This sale is equivalent to a sale by Sheriff.

Conditions of payment: Cash.

Quebec, November 5th, 1956.

J. P. BÉDARD,
Trustee.

Offices: 71, St. Peter St.,
Room 411, Quebec. 43621-45-2-o

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, No. 5506-F. In the Superior Court (in Bankruptcy). In the matter of: Arsène Lévesque and Fernand Levesque, as personnaly than member of "Lévesque & Frère Regd", lumber merchants, at St-Bruno, county of Kamouraska, P.Q.

AUCTION SALE

Notice is hereby given that on TUESDAY DECEMBER ELEVENTH, 1956, at ELEVEN o'clock a.m. will be sold by public auction at the Church door of the parish of St-Bruno county of Kamouraska, P.Q., the immoveable property as follows:

The lot number 36, Range 3, at St-Bruno of Kamouraska, with the building thereon constructed, belonging to Fernand Lévesque.

This immoveable property shall be sold to the last and highest bidder subject to rent and others servitudes which may exist.

Titles and certificates may be examined at all time by applying to the offices of the undersigned trustee.

This sale shall be made in accordance with articles 716, 717 and 719A of the code civil of procedure and also article 55 of the bankruptcy act. This sale is equivalent to a sale by Sheriff.

Conditions of payment: Cash.

Quebec, November 5th, 1956.

J. P. BÉDARD,
Trustee.

Offices: 71, St-Peter Street,
Room 411, Quebec. 43622-85-2-o

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, No. 5264-F. In the Superior Court (In Bankruptcy). In the matter of: Lucien Bernier, "La Filature Bernier Enrg.", Cap St-Ignace, Co. Montmagny, P.Q.

AUCTION SALE

Notice is hereby given that on MONDAY, DECEMBER 17th, 1956, at ELEVEN o'clock

sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Cap St-Ignace, Co. Montmagny, l'immeuble ci-après décrit:

Un certain terrain à prendre et à distraire du lot N° 539 du cadastre du Cap St-Ignace, avec maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ledit terrain mesurant sept perches de front par six arpents de profondeur, plus ou moins, et renfermé dans les bornes suivantes: au nord par Édouard Fortin, à l'est au terrain de Adélard Frégeau, au sud au chemin et à l'ouest au terrain de Jules Bernier et de Mme Onésime Blanchet.

Cet immeuble sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et autres servitudes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndicat soussigné.

Cette vente sera faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de procédure civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Québec, ce 7 novembre, 1956.

Le Syndic,
J. P. BÉDARD.

Bureaux: 71, rue St-Pierre,
Chambre 411, Québec. 43655-45-2-o

a.m., will be sold by public auction, at the Church door of the parish of Cap St-Ignace, Co. Montmagny, the immoveable property as follows:

A piece of land to take and disburb of lot No. 539 of the official cadastre of Cap St-Ignace, with building thereon constructed, circumstances and dependences, the said land measuring seven perches in front by six arpents in deep, less or more, and bounded as follows: to the north by Édouard Fortin, at the east to the land of Adélard Frégeau, to the south by the road and to the west by the land of Jules Bernier and Mrs Onésime Blanchet.

This immoveable property shall be sold to the last and highest bidder subject to rent and others servitudes which may exist.

Titles and certificates may be examined at all time by applying to the offices of the undersigned trustee.

This sale shall be made in accordance with articles 716, 717 and 719A of the code of civil procedure and also article 55 of the bankruptcy act. This sale is equivalent to a sale by Sheriff.

Conditions of payment: Cash.

Quebec, November 7th, 1956.

J. P. BÉDARD,
Trustee.

Office: 71, St-Peter St.,
Room 411, Quebec. 43655-45-2-o

Vente par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 318 451, Mlle Jeanne Perrault, demanderesse, vs Juliette Perrault *et al*, défendeurs, et Roger Perrault *et al*, mis en cause.

AVIS DE LICITATION

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siègeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'honorable juge André Montpetit, le 13 septembre 1954, dans une cause dans laquelle Mlle Jeanne Perrault, fille majeure et usant de ses droits, de la paroisse de Laprairie, dans le district de Montréal, est demanderesse, vs Juliette Perrault, des cité et district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de John A. Pincox, riveur, des mêmes lieux, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser et assister sa dite épouse en autant que besoin est, Irène Perrault, des cité et district de Montréal, veuve majeure, non remariée, du feu J. Osias Gareau, Marie Parmelia Alice Perrault, des cité et district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Paul Poitras, officier de la police provinciale, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser et assister sa dite épouse en autant que besoin est, Eva Perrault, épouse commune en biens de Georges Lalande, mineur, de Bourlamaque, dans le district d'Abitibi, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser et assister sa dite épouse en autant que besoin est, Alice Robitaille, des cité et district de Montréal, veuve en premières noces de Damase Perrault, en son vivant débardeur, des mêmes lieux, et épouse commune en biens, en deuxièmes noces, de Paul Émile Robillard, musicien, des mêmes lieux, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser et assister son épouse en autant que besoin est, et Myrielle Lamoureux, des cité et district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Lewis A. Rosenblatt, ingénieur, des mêmes lieux, et ce dernier partie aux présentes

Sale by Licitation

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 318 415, Miss Jeanne Perrault, plaintiff, vs Juliette Perrault *et al*, defendants, and Roger Perrault *et al*, mis en cause.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal, and rendered by the Honourable Justice André Montpetit, on the 13th day of September 1954, in a case in which Miss Jeanne Perrault, spinster of the full age of majority, of the parish of Laprairie, in the district of Montreal, is plaintiff, and Juliette Perrault, of the city and district of Montreal, wife contractually separated as to property of John A. Pincox, riveter, and the latter being a party to these presents to authorize his said wife as need be, Irène Perrault, of the city and district of Montreal, unremarried widow of the late J. Osias Gareau, Marie Parmelia Alice Perrault, of the city and district of Montreal, wife contractually separated as to property of Paul Poitras, Provincial Police Officer, and the latter being a party to these presents to authorize his said wife as need be, Eva Perrault, wife common as to property of Georges Lalande, miner, of Bourlamaque, in the district of Abitibi, and the latter being a party to these presents to authorize his said wife as need be, Alice Robitaille, of the city and district of Montreal, widow by first marriage of Damase Perrault, in his lifetime Longshoreman, of the same place, and wife common as to property by second marriage of Paul Émile Robillard, musician, of the same place, and the latter being a party to these presents to authorize his said wife as need be, and Myrielle Lamoureux, of the city and district of Montreal, wife contractually separated as to property of Lewis A. Rosenblatt, engineer, of the same place, and the latter being a party to these presents to authorize his said wife as need be

pour autoriser et assister sa dite épouse en autant que besoin est, Lucielle Lamoureux, fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal, Jean Marie Lamoureux, sans occupation, de Prince-Albert, dans la province de Saskatchewan, Canada, Robert Lamoureux, commis, des cité et district de Montréal, sont défendeurs, et Roger Perrault, commis, des cité et district de Montréal, et D'Arcy Lauzon, journalier, de la paroisse de Laprairie, dans le district de Montréal, sont mis en cause, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement situé en la paroisse de Laprairie, comté de Laprairie, en la Concession Grande Coulée, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cinq cent cinquante-huit (ptie 558) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie, mesurant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, à prendre dans la ligne sud-ouest dudit lot à une distance de cent cinquante pieds du chemin public, et borné comme suit: en profondeur du côté sud-ouest par la terre de J. M. Germain, connue sous le numéro 559 dudit cadastre; en front du côté nord-est par la lisière de terrain ci-après décrite, qui doit servir de passage pour communiquer tant au fleuve St-Laurent qu'au chemin public; d'un côté à l'ouest par partie du même lot vendue à Oscar Poirier; et à l'est par partie également du même lot vendue à J. O. Boudreau;

Avec droit de passage à perpétuité, à pied ou en voitures, pour communiquer du terrain présentement vendu tant au fleuve St-Laurent qu'au chemin public, sur cette lisière de terrain mesurant environ vingt pieds de largeur, et qui fait partie du même lot numéro 558 immédiatement attenante en front au terrain présentement vendu et qui conduit du fleuve St-Laurent au chemin public, aux charges ordinaires d'entretien.

Avec la maison et dépendances construites sur ledit emplacement.

Ainsi que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-HUIT DÉCEMBRE 1956, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience N° 31 au Palais de Justice de Montréal ou à toute autre salle, tel que requis par les circonstances, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépot de mille deux cents dollars sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, le 6 novembre 1956.

Les Procureurs de la demanderesse,
43623-45-2-o BARCELO ET RIVARD.

Lucille Lamoureux, spinster of the full age of majority, of the city and district of Montreal, Jean Marie Lamoureux, out of occupation, of Prince Albert, in the Province of Saskatchewan, Canada, Robert Lamoureux, clerk, of the city and district of Montreal, are defendants, and Roger Perrault, clerk, of the city and district of Montreal, and D'Arcy Lauzon, labourer, of the parish of Laprairie, in the district of Montreal, are mis en cause, ordering the licitation of the immoveable described as follows:

An emplacement situated in the parish of Laprairie, county of Laprairie, in the Concession Grande Coulée, known and designated as forming part of lot number five hundred and fifty-eight (Pt. 558) on the official plan and in the book of reference of the parish of Laprairie, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less, to be taken in the south-west line of the said lot at a distance of one hundred and fifty feet from the public road, and bounded as follows: in depth on the south-west side by the property of J. M. Germain, known under number 559 of said cadastre; in front on the north-east side by the strip of land hereinafter described, to be used as a passage to communicate as well with the St. Lawrence River as with the public road; on one side to the west by part of the same lot sold to Oscar Poirier; and to the east also by part of the same lot sold to J. O. Boudreau;

With right of passage in perpetuity, on foot or with vehicles, to communicate from the land presently sold as well with the St. Lawrence River as with the public road, on this strip of land measuring about twenty feet in width, and forming part of the same lot number 558, immediately adjoining in front the land presently sold and leading from the St. Lawrence River to the public road.

With the house and dependencies erected on the said emplacement.

As the whole now subsists with all she rights, members and appurtenances attached to the said immoveable.

The above described immoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER 1956, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, in Court Room No. 31, in the Court House of Montreal, or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of Charges filed in the Office of the Prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the Office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within 6 days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of one thousand two hundred dollars shall be exacted before the sale, from each and every bidder.

Montreal, November 6th, 1956.

BARCELO ET RIVARD,
43623-45-2-o Attorneys for the plaintiff.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec — District d'Abitibi

Cour Supérieure, N° V-3216. { JEAN-PAUL GOSSELIN, plombier, domicilié à Amos, district d'Abitibi, saisissant, vs HERVÉ THIBAULT, fermier, domicilié à la Ferme, district d'Abitibi, saisi.

AVIS DE VENTE

Les droits acquis sur le lot 16 du rang 9 du canton Figuery, dans le district d'Abitibi, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Pour être vendus à la porte de l'église du Christ-Roi, dans la ville d'Amos, le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE 1956 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif d'Abitibi,
Bureau du Shérif, J. A. GAUTHIER.
Amos, 16 octobre 1956. 43450-42-2-o

ARTHABASKA

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 11687. { Dame CORDELIA THIBODEAU, ménagère, épouse judiciairement séparée de biens de Pierre Martineau, de Drumondville, demanderesse; vs LUCIEN RUEL, de St-Cyrille de Wendover, district d'Arthabaska, défendeur.

"Un terrain avec bâtisses y érigées portant le numéro trois cent dix-neuf des subdivisions officielles du lot cent quarante-cinq (145-319) du cadastre du canton de Grantham, comté de Drummond; à distraire dudit lot les 64'N.O., appartenant à R. Verville."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Jean-Baptiste de Drummondville, le TREIZIÈME jour de DÉCEMBRE 1956, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif; FÉLIX HOULE.
Arthabaska, le 7 novembre 1956. 43656-45-2-o

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Beauce

St-Joseph de Beauce, N° 25,020. à savoir: { DAME ARMOSA THIBAUDEAU, de Saint-Louis, épouse contractuellement séparée de biens de Josaphat Maheux, de Saint-Louis, contre JOSAPHAT MAHEUX, de Saint-Louis, à savoir: Les droits et prétentions du défendeur sur la demi sud-est du lot soixante et un (61) du rang trois (3) de Langevin avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de Saint-Louis, le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Saint-Joseph de Beauce, J. S. POULIOT.
24 octobre 1956. 43522-43-2-o
[Première insertion: 27 octobre 1956]
[Seconde insertion: 10 novembre 1956]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec — District of Abitibi

Superior Court, No. V-3216. { JEAN-PAUL GOSSELIN, plumber, domiciled at Amos, district of Abitibi, seizing creditor, vs HERVÉ THIBAULT, farmer, domiciled at la Ferme, distrainee. district of Abitibi.

NOTICE OF SALE

The rights acquired on lot 16, range 9, of the township of Figuery, in the district of Abitibi, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies;

To be sold at the door of the Church of Christ-Roi, in the town of Amos, the TWENTY-EIGHTH day of NOVEMBER 1956, at TEN o'clock in the forenoon.

J. A. GAUTHIER,
Sheriff's Office, Sheriff for Abitibi.
Amos, October 16, 1956. 43450-42-2

ARTHABASKA

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, No. 11687. { Dame CORDELIA THIBODEAU, housewife, wife judicially separate as to property of Pierre Martineau, of Drummondville, plaintiff; vs LUCIEN RUEL, of St. Cyrille de Wendover, district of Arthabaska, defendant.

"A piece of land with buildings erected thereon bearing number three hundred and nineteen of official subdivisions of lot one hundred and forty-five (145-319) of the cadastre of the township of Grantham, county of Drummond; save and except the 64'N.W. of said lot belonging to R. Verville."

To be sold at the door of the Parochial Church of St. Jean Baptiste de Drummondville, the THIRTEENTH day of DECEMBER 1956, at THREE o'clock in the afternoon.

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, November 7, 1956. 43656-45-2

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Beauce

St-Joseph de Beauce No. 25,020. to wit: { DAME ARMOSA THIBAUDEAU, of Saint-Louis, wife contractually separate as to property of Josaphat Maheux, of Saint-Louis, against JOSAPHAT MAHEUX, of Saint-Louis, to wit: The rights and pretentions of the defendant upon the south-east half of lot sixty-one (61) of range three (3) of Langevin with buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the parochial church door in the parish of Saint-Louis, the THIRTIETH day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. S. POULIOT,
Saint-Joseph de Beauce, Sheriff.
October 24, 1956. 43522-43-2
[First insertion: October 27, 1956]
[Second insertion: November 10, 1956]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Beauce

St-Joseph de Beauce, N° 24,882. à savoir: JOSEPH BOUTIN, cultivateur de St-Gédéon, contre ARMAND DUMONT, autrefois de St-Théophile et maintenant à Mattawa, Ont. C.P. 108, à savoir:

Un terrain ayant un arpent et quart de largeur (1¼ arpent) sur trois arpents (3 arp.) de profondeur, étant partie du lot vingt-deux-B (ptie 22-B) du cadastre pour le rang quatre (4) du canton de Marlow, borné en front au chemin public, au nord-ouest à la ligne de division des lots vingt-trois-A et vingt-deux-B (23-A & 22-B), au nord-est et au sud-ouest à Georges Paradis ou représentants, avec bâtisses, sauf le garage, et toutes les machineries qui se trouvent sur ledit immeuble et dans les bâtisses. Le tout sujet à une servitude d'eau et à un droit de retour stipulés par les actes enregistrés.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Gédéon, le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, 24 octobre 1956.
43521-43-2-o

[Première insertion: 27 octobre 1956.]
[Seconde insertion: 10 novembre 1956.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Beauce

St. Joseph of Beauce, No. 24,882. to wit: JOSEPH BOUTIN, farmer of St. Gédéon versus ARMAND DUMONT, formerly of St. Théophile and presently at Mattawa, Ont., P.B. 108, to wit:

A pice of land of one arpent and a quarter in width (1¼ arpents) by three arpents (3 arps.) in depth, being part of lot twenty-two-B (P. 22-B) of the cadastre for Range four (4) of the township of Marlow, bounded in front by the public highway, northwesterly by the dividing line of lots twenty-three-A and twenty-two-B (23-A & 22-B), northeasterly and southwesterly by Georges Paradis or representatives, with buildings, save and except the garage, and all the machinery which happens to be on said property and in the buildings. All of which subject to a water servitude and a right of reversion stipulated in the registered Deeds.

To be sold at the door of the Parochial Church, in the parish of St. Gédéon, the THIRTIETH day of NOVEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Joseph de Beauce, October 24, 1956.
43521-43-2

[First insertion: October 27, 1956.]
[Second insertion' November 10, 1956.]

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Gaspé
(Iles de la Madeleine)

Cour de Circuit, N° 370 ALEX, T. ARSENEAU, rentier de Cap-aux-Meules, Iles de la Madeleine, district de Gaspé, demandeur, vs DAME MARIELLE GRAVEL, épouse séparée de biens de Honoré Dionne, ci-devant autrefois de Cap-aux-Meules, Iles de la Madeleine, et maintenant domicilié à Sept-Iles, district de Saguenay, P.Q., défenderesse, et ledit Honoré Dionne, avocat, ci-devant autrefois de Cap-aux-Meules, Iles de la Madeleine, et maintenant domicilié à Sept-Iles, district de Saguenay, pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes, mis-en-cause.

Comme appartenant à ladite défenderesse:

Partie de la subdivision sept cent treize, de l'Ile Cap-aux-Meules, contenant soixante-huit pieds de largeur sur cent soixante-cinq pieds de longueur avec une maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau du Shérif, Palais de Justice, I.M. le VINGTIÈME jour de NOVEMBRE, 1956 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, NAPOLÉON BRIAND
Palais de Justice, Hâvre-Aubert, I.M.
43425-42-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Gaspe
(Magdalen Islands)

Circuit Court, No. 370 ALEX, T. ARSENEAU, annuitant of Grinstone, Magdalen Islands, district of Gaspe, plaintiff, vs DAME MARIELLE GRAVEL, wife separate as to property of Honoré Dionne, heretofore formerly of Grinstone, Magdalen Islands, and now domiciled at Seven-Islands, district of Saguenay, P. Q., defendant, and the said Honoré Dionne, lawyer, heretofore formerly of Grinstone, Magdalen Islands, and now domiciled at Seven-Islands, district of Saguenay, P.Q. for authorize and assist his wife for the purposes of these presents, mis-en-cause.

As belonging to the said defendants:

Part of the subdivision seven hundreds and thirteen of lot seventy-nine, of Grinstone Islands, P.Q. containing sixty-eight feet in width on one hundred and sixty-five feet in length, with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at Sheriff Office, Court House, M.I. the TWENTIETH day of NOVEMBER, 1956 at TEN o'clock in the forenoon.

NAPOLÉON BRIAND,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Court-House, Amherst, M.I.
43425-42-2-o

HULL

District de Hull

Cour Supérieure, N° 5057. BANQUE NOUVELLE ÉCOSSE, corporation légalement constituée et ayant une place d'affaires à Maniwaki, district de Hull,

HULL

District of Hull

Superior Court, No. 5057. BANK OF NOVA SCOTIA, legally incorporated corporation and having a place of business at Maniwaki, district of Hull, plaintiff,

demanderesse, vs DONALD DANIS, de Montcerf, district de Hull, défendeur.

"Les lots de terre portant les numéros 47A et 48A dans le rang 4 et le lot de terre portant le numéro 49 dans le rang 5, moins cependant 10 acres de terre au bout est, dans le canton d'Egan, au plan et livre de renvoi officiels dudit canton, avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances".

Pour être vendus, en bloc, à la porte de l'église paroissiale Ste. Philomène, à Montcerf, district de Hull, le TREIZIÈME jour de DÉCEMBRE, 1956, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. ST.-PIERRE.
Hull, ce 5 novembre, 1956. 43629-45-2-o

District Électoral de Gatineau

Cour de Magistrat, N° 6812. GIBB DUNNING, comptable domicilié et résidant à Maniwaki, district électoral de Gatineau, demandeur, vs FRANCIS LAPRATTE, de Maniwaki, district électoral de Gatineau, défendeur.

"Une partie du lot numéro 2-11 dans le rang lettre "A" au plan et livre de renvoi officiels du canton d'Egan, contigu au lot numéro 2-10 dudit rang, mesurant 39 pieds de largeur, en front sur le chemin anciennement appelé le chemin de l'Ignace, par 100 pieds de profondeur et borné comme suit: en front vers l'ouest par ledit chemin public, d'un côté vers le nord par un emplacement faisant partie du lot 2-10 rang "A" et ci-après décrit en, profondeur vers l'est par le résidu dudit lot 2-11 appartenant à J. B. Nault, ou successeurs, et d'autre côté vers le sud par un autre emplacement aussi partie du lot 2-11 appartenant à Lucien Lafond, ou successeurs".

"Une partie du lot 2-10 dans le rang lettre "A" au plan et livre de renvoi officiels du canton d'Egan, contigu à l'emplacement ci-dessus en premier lieu décrit comme partie du lot 2-11dudit rang "A", mesurant 21 pieds de largeur en front sur le chemin public anciennement appelé chemin de l'Ignace par 100 pieds de profondeur et borné comme suit: en front vers l'ouest par ledit chemin public, en profondeur vers l'est et d'un côté vers le nord par le résidu dudit lot 2-10 appartenant à J. B. Nault, ou successeurs, et l'autre côté vers le sud par l'emplacement ci-dessus en premier lieu décrit comme partie dudit lot 2-11 dudit rang. Avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances".

Pour être vendus, en bloc, à la porte de l'église paroissiale de l'Assomption, à Maniwaki, le TREIZIÈME jour de DÉCEMBRE, 1956, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. ST. PIERRE.
Hull, ce 5 novembre 1956. 43630-45-2-o

Electoral district of Gatineau

Magistrates' Court, No. 6812. GIBB DUNNING, accountant, domiciled and residing at Maniwaki, electoral district of Gatineau, plaintiff vs FRANÇIS LAPRATTE, of Maniwaki, electoral district of Gatineau, defendant.

"A part of lot number 2-11 in Range letter "A" on the official plan and book of reference of the Township of Egan, adjacent to lot number 2-10 of said Range, measuring 39 feet in width to the front along the road formerly called Road of Ignace, by 100 feet in depth and bounded as follows: in front westerly by said public highway, on one side northerly by an emplacement forming part of lot 2-10 Range "A" and hereinafter described, in depth easterly by the residue of said lot 2-11 belonging to J. B. Nault, or successors, and on another side southerly by another emplacement also forming part of lot 2-11 belonging to Lucien Lafond, or successors".

"A part of lot 2-10 in Range letter "A" of the official plan and book of reference of the township of Egan, adjacent to the emplacement hereinabove described firstly as part of lot 2-11 of said Range "A", measuring 21 feet in width to the front along the public highway formerly called Road of Ignace by 100 feet in depth and bounded as follows: in front westerly by said public highway, in depth easterly and on one side northerly by the residue of said lot 2-10 belonging to J. B. Nault, or successors, and on the other side southerly by the emplacement hereinabove described firstly as being part of said lot 2-11 of said Range. With buildings erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the door of the Parochial Church of l'Assomption, at Maniwaki, the THIRTEENTH day of DECEMBER 1956, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST. PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, this November 5, 1956. 43630-45-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, N° 12,602. JOLY AUTO LIMITÉE, demanderesse vs FRANÇOIS A. BERGER, défendeur.

"Un emplacement situé en la paroisse de St-Cléophas, dans le deuxième rang de Brandon, connu et désigné comme faisant partie du lot six cent trente neuf (p. 639) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Félix de Va-

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, No. 12,602. JOLY AUTO LIMITÉE, Plaintiff vs FRANÇOIS A. BERGER, defendant.

"An emplacement situated in the parish of St. Cléophas, in range two of Brandon, known and designated as forming part of lot six hundred and thirty-nine (P. 639) on the official plan and book of reference of the parish of St. Félix de

vs DONALD DANIS, of Montcerf, district of Hull, defendant.

"Lots of land bearing numbers 47A and 48A in range 4 and lot of land bearing number 49 in range 5, less, however, 10 acres of land at the East end, in the township of Egan, on the official plan and in the book of reference of the said township, with the building thereon erected, circumstances and dependencies".

To be sold in block at the door of the parochial church of Ste. Philomène, at Montcerf, district of Hull, on the THIRTEENTH day of DECEMBER, 1956, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

R. ST.-PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, November 5th, 1956. 43629-45-2

lois; mesurant 150 pieds en front au chemin public sur 200 pieds de profondeur, mesure anglaise, et ainsi borné: en front par le chemin public, en profondeur et des deux autres côtés par des parties dudit lot numéro 639 restant la propriété de Camille Ducharme, la ligne nord-est dudit terrain est située à environ 20 pieds d'un chemin privé ou passage destiné à communiquer du chemin public à la rivière Bayonne."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Cléophas le MERCREDI, DOUZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1956, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, ce 5 novembre 1956. 43631-45-2-o

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 255600. { CRÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, demandeur; vs BEST REALTIES CORPORATION, défenderesse.

Un lopin de terre à Montréal, dans le quartier St-Gabriel, borné en front par la rue Centre, et connu et désigné sous le numéro deux mille six cent quatre (N° 2604), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec les constructions dessus érigées et les servitudes actives et passives y attachées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour de NOVEMBRE 1956, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $340.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge C.-A. Sylvestre, daté du 23 août 1956.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 17 octobre 1956. 43451-42-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 392700. { DAME JEANNE MYRE, veuve de feu J. Lucien Bigras, demanderesse vs AIMÉ BASTIEN, défendeur.

"Un emplacement situé à Ste-Dorothée, de forme irrégulière, connu et désigné comme faisant partie du lot originaire numéro quatre-vingt-trois (P. 83) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Dorothée, contenant cent pieds en front sur le Chemin public et quatre-vingt-sept pieds en arrière dans la ligne du Chemin de fer Canadian Northern Ontario Railway, sur soixante-quinze pieds de profondeur dans sa ligne sud-ouest et soixante-cinq pieds de profondeur dans sa ligne nord-est, plus ou moins, mesure anglaise, sans garantie de mesure précise, bornée comme suit: en front vers le sud-est, par le chemin public, en arrière vers le nord-ouest par le terrain du Canadian Northern Ontario Railway, d'un côté vers le sud-ouest par le terrain appartenant à Eugène Bourgeois ou représentants, et de l'autre côté vers le nord-est par une partie de ce même lot appartenant à Olidor Fournier, avec toutes les bâtisses dessus érigées et notamment un immeuble composé d'un logis privé et d'un magasin avec tous les accessoires du dit commerce."

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Dorothée, comté de Valois; measuring 150 feet in front along the public highway by 200 feet in depth, English measure, and bounded as follows: in front by the public highway, in depth and on two other sides by parts of said lot number 639 remaining the property of Camille Ducharme, the northeasterly line of said land is situated at some 20 feet from a private road or roadway intented to connect the public highway with the Bayonne River."

To be sold at the door of the Parochial Church of St. Cléophas, WEDNESDAY, the TWELFTH day of the month of DECEMBER 1956, at TEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, this November 5th, 1956. 43631-45-2

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 255600. { CRÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, plaintiff; vs BEST REALTIES CORPORATION, defendant.

A strip of land in Montreal, in the St-Gabriel Ward, bounded in front by Centre Street, and known and designated under number two thousand six hundred and four (No. 2604), on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal, with the buildings thereon erected and the active and passive servitudes thereto attached.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of NOVEMBER, 1956, at TEN o'clock in the morning.

A deposit of $340.00 shall be required from any bidder, according to the judgment of the Hon. Judge C.-A. Sylvestre, dated August 23, 1956.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 17, 1956. 43451-42-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 392700. { DAME JEANNE MYRE, widow of the late J. Lucien Bigras, plaintiff, vs AIMÉ BASTIEN, defendant.

"An emplacement situated at St. Dorothée, of irregular shape, known and designated as forming part of original lot number eighty-three (p. 83) on the official plan and book of reference of the parish of St. Dorothée, containing one hundred feet of frontage along the public highway and eighty-seven feet in the rear along the railroad line of the Canadian Northern Ontario Railway, by seventy-five feet in depth within its southwesterly line and sixty-five feet of depth within its northeasterly line, more or less, English measure, without guarantee as to precise measuring, bounded as follows: in front to the southeast, by the public highway, in the rear northwestwards by the land of the Canadian Northern Ontario Railway, on one side, to the southwest, by the land belonging to Eugène Bourgeois, or representatives, and on the other side northeastwards by a part of this same lot belonging to Olidor Fournier, with all buildings erected thereon and notably an immoveable housing a private dwelling and a store including all accessories of said business."

To be sold at the door of the parochial church of the parish of St. Dorothée, county of Laval,

Laval, le VINGT-DEUXIÈME jour de NOVEMBRE 1956, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 17 octobre 1956. 43452-42-2-o

the TWENTY-SECOND day of NOVEMBER 1956, at ELEVEN o'clock in the morning.

CAISSE & HURTEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 17, 1956. 43452-42-2

QUEBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 81,491. LES PÉTROLES INC., corps politique et incorporé, ayant son siège social à 2373 Chemin des Foulons en la cité de Sillery, contre WILFRID DEMERS, résidant à 410 rue Lafayette, en la cité de Québec.

"Le lot numéro mille cinq cent soixante-cinq (N° 1565) au plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Sauveur, division d'enregistrement de Québec, avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances et, notamment, le droit de laisser des fenêtres dans le mur sud-ouest de la maison non à la distance légale du lot numéro mille cinq cent soixante-six (N° 1566) du même cadastre, tel qu'il appert d'un acte enrégistré à Québec sous le numéro 309-518."

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Québec, le QUATORZIÈME jour de DÉCEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, le 7 novembre 1956. 43657-45-2-o
[Première insertion: 10 novembre 1956].
[Deuxième insertion: 24 novembre 1956.]

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 81,491. LES PÉTROLES INC., a body politic and corporate, having its head office at 2373 des Foulons Road, in the City of Sillery, versus WILFRID DEMERS, residing at 410 Lafayette Street, in the city of Quebec.

"Lot number one thousand five hundred and sixty-five (No 1565) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of St. Sauveur, Registry Division of Quebec, with house erected thereon, circumstances and dependencies and, notably, with the right to have windows in the southwest wall of the house which is not at a legal distance from lot number one thousand five hundred and sixty-six (No. 1566) of the same cadastre, such as it appears in a deed registered in Quebec under number 309-518."

To be sold at my office in the City of Quebec, the FOURTEENTH day of DECEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, November 7, 1956. 43657-45-2
[First insertion: November 10, 1956.]
[Second insertion: November 24, 1956.]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 18,714. ARTHUR MORIN & ALPHONSE MORIN, tous deux garagistes de St-Thomas de Cherbourg, et y faisant affaires sous le nom de "Garage Morin & Frère" demandeurs vs ÉDOUARD SANTERRE, de St-Thomas de Cherbourg, district de Rimouski défendeur.

Le lot neuf (9), rang sept (7), Canton Dalibaire, les impences, améliorations et défrichement et tous les droits de préemption que le défendeur a ou peut avoir sur ledit lot, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Thomas de Cherbourg, le VINGT ET UNIÈME jour de NOVEMBRE 1956, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif. JACQUES MARTIN.
Rimouski, 15 octobre 1956. 43428-42-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 18,714. ARTHUR MORIN & ALPHONSE MORIN, both garage-keepers of St. Thomas de Cherbourg, and carrying on business therein under the firm name of "Garage Morin & Frère", plaintiffs vs ÉDOUARD SANTERRE, of St. Thomas de Cherbourg, district of Rimouski, defendant.

Lot nine (9), range seven (7), township of Dalibaire, the upkeep, improvements and clearing and all pre-emption rights which the defendant has or may have on said lot, whith buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the Parochial Church of St. Thomas de Cherbourg, the TWENTY-FIRST day of NOVEMBER 1956, at TWO-THIRTY o'clock in the afternoon (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, October 15, 1956. 43428-42-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, N° 19,886. ALBERT DUBÉ, journalier, de Ste-Rose du Dégelé, demandeur vs LIONEL BOULAY, de St-Thomas de Cherbourg, district de Rimouski, défendeur.

Un terrain faisant partie du lot cinquante-sept-A (P.-57-A), rang sept (7), du cadastre officiel du canton Cherbourg, mesurant cent (100) pieds de front sur cent cinquante (150) pieds de profondeur,

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 19,886. ALBERT DUBÉ, laborer of Ste-Rose du Dégelé, plaintiff vs LIONEL BOULAY, of St-Thomas de Cherbourg, district of Rimouski, defenadnt.

A plot of land forming part of lot fifty-seven-A (Pt.-57-A), range seven (7), of the official cadastre of the township of Cherbourg, measuring one hundred (100) feet in front by one hundred and

mesure anglaise, borné au nord au chemin de front, à l'ouest à la propriété de Paul Harrisson, à l'est à celle de Victor Gauthier et au sud à celle de Germais Lévesque avec maison dessus construites, circonstances et dépendances, y compris la part du vendeur dans la coopérative d'électricité, à charge par l'acquéreur d'une rente foncière de $15.00 par année à G. Lévesque.

(2) Le lot N° quarante (40), rang six (6), canton Cherbourg, les droits de préemption, les défrichements, les améliorations, et les impences sur le dit lot et tous les droits que le défendeur a ou peut avoir sur le dit lot, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Thomas de Cherbourg, le VINGT et UNIÈME jour de NOVEMBRE 1956, à DEUX heures de l'après-midi ,(heure de l'Atlantique).

Le Député-shérif,
Bureau du shérif. JACQUES MARTIN.
Rimouski, 15 octobre 1956. 43427-42-2-o

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 9439. HERMANN CHAREST, garagiste, de Victoriaville, district d'Arthabaska, et y faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de H. Charest & Fils, demandeur; contre SIMON LUSSIER, cultivateur, de St-Théodore d'Acton, comté de Bagot, défendeur; et AMÉDÉE LUSSIER, cultivateur, du même lieu, opposant à fin de distraire, et le dit H. CHAREST, demandeur contestant;

Avis est par les présentes donné que la vente des immeubles saisis en cette cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Théodore d'Acton, comté de Bagot, district de Saint-Hyacinthe, le DIX-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1956, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, aura lieu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Théodore d'Acton, district de Saint-Hyacinthe, le mercredi, VINGT-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE 1956, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Saint-Hyacinthe, le six novembre 1956.

Le Shérif,
43659-o RICHARD BOUSQUET.

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 9439. HERMANN CHAREST, garage-owner, of Victoriaville, district of Arthabaska, and carrying business alone under the business-name of H. Charest & Fils, plaintiff; vs SIMON LUSSIER, farmer, of St-Théodore d'Acton, county of Bagot, defendant; and AMÉDÉE LUSSIER, farmer, of the same place, "opposant à fin de distraire", and the said H. CHAREST as contestant-plaintiff;

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in this cause, formerly announced to take place at the church-door of the parish of St-Théodore d'Acton, county of Bagot, district of St-Hyacinthe, on the SEVENTEENTH day of OCTOBER, 1956, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon, will take place at the church-door of the parish of St-Théodore d'Acton, county of Bagot, district of St-Hyacinthe, on the TWENTY-SEVENTH day of NOVEMBER, 1956, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

St-Hyacinthe, november the 6th, 1956.

RICHARD BOUSQUET,
43659-o Sheriff.

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 24,513. LÉOPOLD LEGAULT, garagiste de Sainte-Agathe des Monts, dans les comté et district de Terrebonne, demandeur; vs ALBERT DESJARDINS, de Lac Manitou Sud, comté et district de Terrebonne, défendeur.

"Un emplacement situé sur le côté nord du chemin public, dans le premier rang du canton Wolfe, faisant parti du lot connu et désigné au plan et livre de renvoi officiel dudit canton Wolfe sous le numéro douze, lettre B (12B), mesurant 275 pieds de longueur sur 100 pieds de profondeur, mesures anglaises, plus ou moins. Ce terrain est borné en front au sud par le chemin du premier rang, en arrière au nord et du côté ouest par d'autres parties du même lot 12B appartenant à Aldéric Lamoureux ou représentants, et du côté est par une partie du même lot appartenant à Wilfrid Desjardins ou représen-

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 24,513. LÉOPOLD LEGAULT, garage-keeper of Sainte-Agathe des Monts, in the county and district of Terrebonne, plaintiff; vs ALBERT DESJARDINS, of South Lake Manitou, county and district of Terrebonne, defendant.

"An emplacement situated on the north side of the public highway in the first range of the township of Wolfe, forming part of lot known and designated on the official plan and in the book of reference of the said township of Wolfe, under number twelve letter B (12B), measuring 275 feet in length by 100 fet in depth, English measure, more or less. This plot of land is bounded in front on the South by the road of the first range, in rear, on the North and on the West side, by other parts of the same lot 12B belonging to Aldéric Lamoureux or representatives, and

fifty (150) feet in depth, English measure, bounded on the North by the front road, on the West, by the property of Paul Harrisson, on the East, by that of Victor Gauthier, and on the South, by that of Germais Lévesque, with house thereon erected circumstances and dependencies, comprised therein the vendor's share in the electricity cooperative, the purchaser subject to the ground rent of of $15.00 per year to G. Lévesque.

(2) Lot No. forty (40), range six, (6), township Cherbourg, pre-emption rights, land clearing, improvements, and expenses incurred on the said lot and all rights that the defendant has or may have upon the said lot, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Thomas de Cherbourg, on the TWENTY-FIRST day of NOVEMBER, 1956, at TWO o'clock in the afternoon, (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, October 15, 1956. 43427-42-2

tants. Le tout avec bâtisses dessus construites et les servitudes y attachées."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse de St-Faustin, comté et district de Terrebonne, MERCREDI, le DOUZIÈME jour de DÉCEMBRE 1956, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
GEORGES AUCLAIR.

Bureau du Shérif,
5 novembre 1956.

43658-45-2-o

on the East side by a part of the same lot belonging to Wilfrid Desjardins or representatives. The whole with buildings thereon erected and the servitudes attached thereto."

To be sold at the door of the Catholic Church of the parish of St. Faustin, county and district of Terrebonne on WEDNESDAY, the TWELFTH day of DECEMBER, 1956, at TWO o'clock in the afternoon.

GEORGES AUCLAIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
November 5, 1956.

43658-45-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 45

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1082-E — Boîte de Carton, région de Montréal (Correction) 3676
1117-C — Industrie du meuble, Province 3676
1118 — Concernant certains actes administratifs du département de la Chasse et Pêcheries 3673

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 3629

AVIS DIVERS:

Business and Industrial Photographers Limited (Directeurs) 3681
Caisse d'Économie des Employés de Canadian Petrofina Rafinery Employees Credit Union (Fondation) ... 3680
Comité des Hôpitaux du Québec (Règlements) 3683
Geo. Dansereau & Fils Ltée — Geo. Dansereau & Sons Ltd. (Directeurs) . 3682
Hôpital St-Charles, de Joliette (Directeurs) 3680
Hôtel Santerre Ltée (Directeurs) 3680
La Compagnie de Publications de l'Est Central Inc. (Directeurs) 3683
Le Calumet Sportif Inc. (Nom changé). 3681
Les Immeubles Avery Ltée (Directeurs). 3683
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Charlesbourg (Règlements) 3682
Royalmount Holding Ltd 3680
St-Esprit, paroisse (Nom changé) 3682
Smart Fabrics Inc. (Directeurs) 3681
Syndicat Coopératif des Producteurs de Lait d'Amos (Fondation) 3682
Syndicat des Producteurs de Lait de Fry-Codbury, U.C.C. (Formation)... 6281
The Youth Organization of Rashaya (Règlements) 3679

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session 3683

CHARTES — ABANDON DE:

Eastern Rice Co. 3684
Garage Pelletier & Théberge, Inc. 3683
Gorn's Inc. 3684
Lépine Taxi Limitée 3684

COMPAGNIES DISSOUTES:

Beaconsfield Land Holdings Ltd. 3684
Château Canadien Inc. 3684
Circle Advertising Agency Inc. 3685

Index of the Quebec Official Gazette, No. 45

ORDERS IN COUNCIL:

1082-E — Paper box, region of Montreal (Correction) 3676
1117-C — Furniture, Province 3676
1118 — Concerning certain administrative agreements of the Department of Game and Fisheries 3673

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 3629

MISCELLANEOUS NOTICES:

Business and Industrial Photographers Limited (Directors) 3681
Caisse d'Économie des Employés de Canadian Petrofina Rafinery Employees Credit Union (Foundation) .. 3680
Comité des Hôpitaux du Québec (By-laws) 3683
Geo. Dansereau & Fils Ltée — Geo. Dansereau & Sons Ltd. (Directors) .. 3682
Hôpital St-Charles, de Joliette (Directors) 3680
Hôtel Santerre Ltée (Directors) 3680
La Compagnie de Publications de l'Est Central Inc. (Directors) 3683
Le Calumet Sportif Inc. (Name changed) 3681
Les Immeubles Avery Ltée (Directors). 3683
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Charlesbourg (By-laws) 3682
Royalmount Holding Ltd 3680
St-Esprit, parish (Name changed) 3682
Smart Fabrics Inc. (Directors) 3681
Syndicat Coopératif des Producteurs de Lait d'Amos (Foundation) 3682
Syndicat des Producteurs de Lait de Fry-Codbury, U.C.C. (Formation)... 3681
The Youth Organization of Rashaya (By-laws) 3679

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Concerning private bills which shall be introduced during the coming session. 3683

CHARTERS — SURRENDER OF:

Eastern Rice Co. 3684
Garage Pelletier & Théberge, Inc. 3683
Gorn's Inc. 3684
Lépine Taxi Limitée 3684

COMPANIES DISSOLVED:

Beaconsfield Land Holdings Ltd. 3684
Château Canadien Inc. 3684
Circle Advertising Agency Inc. 3685

Granby Foundry & Machine Company Limited ... 3685
Lithium Exploration Company, Limited 3685
Millsons Construction & Equipment Limited ... 3685
Montreal Ruling & Bookbinding Inc. ... 3686
Opagold Mines Limited ... 3686
Poulin & Fils Limitée ... 3686
Provincial Refrigeration Co. ... 3686
Safety Precisions Ltd. ... 3687
Slik Fastener Inc. ... 3687
Sprott Commercial College Inc. ... 3687
The M. E. Binz Slik Company of Danville Limited — La Cie de Soie M. E. Binz de Danville Limitée ... 3687

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Arvida, cité ... 3650
Baie Comeau, ville ... 3672
Banque Royale du Canada ... 3650
Beaconsfield, comm. scolaire ... 3646
Beauharnois, cité ... 3661
Bernatchez, Robert ... 3646
Black Lake, ville ... 3647
Bouthillier, Violette ... 3660
Bruno-Houde, Joseph ... 3665
Caisse Nationale d'Économie ... 3671
Candiac Development Corporation ... 3655
Carrière, Albini ... 3668
Chapleau, Télesphore ... 3673
Charlesbourg, Comm. scolaire, ville ... 3688
Charlesbourg, ville ... 3658
Chicoutimi, Jonquières, Alma et Dolbeau, comm. scolaires ... 3669
Club Lemoyne Inc. ... 3660
Commission des Écoles Catholiques de Trois-Rivières ... 3670
Corporation de la Trappe de Notre-Dame du Lac des Deux-Montagnes. 3660
Corporation des Courtiers en Immeubles de la Province de Québec ... 3648
Côte des Neiges Investments Ltd. ... 3690
Côte St-Luc, Commission scolaire ... 3647
Côte St-Luc, ville ... 3667
De Abravanel, Samuel Solnik ... 3651
Dolbeau, ville ... 3651
Drummondville, cité ... 3648
Dunn, Joseph-Victor ... 3669
École des hautes études commerciales de Montréal ... 3656
Farnham, ville ... 3662
Fitch, Benjamin Cecil ... 3655
Giffard, cité ... 3689
Greenfield Park, ville ... 3659
Hôpital Sainte-Justine ... 3688
Hull, cité ... 3656
Institut des Frères de Saint-Gabriel de la Province de Champlain ... 3659
Kaplan, Joseph Samson ... 3647
La Congrégation des Filles de Jésus ... 3659
La Mutuelle des Employés Civils ... 3654
LaSalle, ville ... 3667
La Société des Fiduciaires de l'Université de Sherbrooke ... 3669
La Tuque, ville ... 3665
Lauzon, comm. scolaire ... 3659
Le Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la Province de Québec, Inc. ... 3670
Le Gaz Provincial du Nord de Québec Ltée ... 3689
Les Frères Hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu ... 3667
Lévis, cité ... 3657
Longueuil, cité ... 3660
L'Union St-Joseph de Drummondville. 3649
Mackayville, ville ... 3659
Marieville, ville ... 3657

Granby Foundry & Machine Company Limited ... 3685
Lithium Exploration Company, Limited 3685
Millsons Construction & Equipment Limited ... 3685
Montreal Ruling & Bookbinding Inc. ... 3686
Opagold Mines Limited ... 3686
Poulin & Fils Limitée ... 3686
Provincial Refrigeration Co. ... 3686
Safety Precisions Ltd ... 3687
Slik Fastener Inc. ... 3687
Sprott Commercial College Inc. ... 3687
The M. E. Binz Silk Company of Danville Limited — La Cie de Soie M. E. Binz de Danville Limitée ... 3687

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Arvida, city ... 3650
Baie Comeau, town ... 3672
Royal Bank of Canada ... 3650
Beaconsfield, school comm. ... 3646
Beauharnois, city ... 3661
Bernatchez, Robert ... 3646
Black Lake, town ... 3647
Bouthillier, Violette ... 3660
Bruno-Houde, Joseph ... 3665
Caisse Nationale d'Économie ... 3671
Candiac Development Corporation ... 3655
Carrière, Albini ... 3668
Chapleau, Télesphore ... 3673
Charlesbourg, school comm., town ... 3688
Charlesbourg, town ... 3658
Chicoutimi, Jonquières, Alma et Dolbeau, schools comm. ... 3669
Lemoyne Club Inc. ... 3660
Catholic School Commission of Trois-Rivières ... 3670
Corporation de la Trappe de Notre-Dame du Lac des Deux-Montagnes. 3660
Corporation of Real Estate Brokers of the Province of Quebec ... 3648
Côte des Neiges Investments Ltd. ... 3690
Côte St-Luc, School commission ... 3647
Côte St-Luc, town ... 3667
De Abravanel, Samuel Solnik ... 3651
Dolbeau, town ... 3651
Drummondville, city ... 3648
Dunn, Joseph-Victor ... 3669
École des hautes études commerciales de Montreal ... 3656
Farnham, town ... 3662
Fitch, Benjamin Cecil ... 3655
Giffard, city ... 3689
Greenfield Park, town ... 3659
Hôpital Sainte-Justine ... 3688
Hull, city ... 3656
Institut des Frères de Saint-Gabriel de la Province de Champlain ... 3659
Kaplan, Joseph Samson ... 3647
La Congrégation des Filles de Jésus ... 3659
La Mutuelle des Employés Civils ... 3654
LaSalle, town ... 3667
Board of Trustees of the University of Sherbrooke ... 3669
La Tuque, town ... 3665
Lauzon, school comm. ... 3659
Le Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la Province de Québec Inc. ... 3670
Le Gaz Provincial du Nord de Québec Ltée ... 3689
Les Frères Hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu ... 3667
Lévis, city ... 3657
Longueuil, city ... 3660
L'Union St-Joseph de Drummondville. 3649
Mackayville, town ... 3659
Marieville, town ... 3657

Notre-Dame de Montréal, paroisse.... 3650
Pointes-aux-Trembles, Commission scolaire.... 3647
Poplavsky, Myron.... 3661
Popovici, Adrian.... 3649
Port-Alfred, comm. scolaire de la ville de.... 3670
Provost, Albert.... 3656
Rivière-des-Prairies, ville.... 3650
Rivière-du-Loup, cité.... 3649
Ste-Adèle, Commission scolaire.... 3649
St-Ambroise de la Jeune Lorette, Commission scolaire.... 3651
Sainte-Anne-de-Varennes, paroisse.... 3652
Ste-Foy, cité.... 3665
Saint-Jérôme, cité.... 3661
St-Léonard-de-Port-Maurice, comm. scolaire.... 3657
St-Michel, cité.... 3652
Saint-Timothée, village.... 3651
St-Vincent-de-Paul, paroisse.... 3662
St-Vincent-de-Paul, ville.... 3653
Salaberry-de-Valleyfield, cité.... 3668
Salaberry-de-Valleyfield, comm. scolaire 3671
Seliesker, Guerih Benzionovitch.... 3651
Sherbrooke, cité.... 3673
Short, Gertrude *et al*.... 3688
Succession Marie-Berthe Thibodeau.... 3667
Terrebonne, ville.... 3652
Thetford Mines, cité.... 3666
Toye, Edmond David *et al*.... 3653
Trafalgar School for Girls.... 3648
Tucci, Sergio.... 3649
Val d'Or, ville.... 3654
Verdun, cité.... 3661
Victoriaville, ville.... 3646
Vizkelety, Barnabas.... 3648
Weisz, Georges.... 3652

Notre-Dame de Montréal, parish.... 3650
Pointes-aux-Trembles, School commission.... 3647
Poplavsky, Myron.... 3661
Popovici, Adrian.... 3649
Port-Alfred, school comm. of the town of.... 3670
Provost, Albert.... 3656
Rivière-des-Prairies, town.... 3650
Rivière-du-Loup, city.... 3649
Ste-Adèle, School commission.... 3649
St-Ambroise de la Jeune Lorette, School commission.... 3651
Sainte-Anne-de-Varennes, parish.... 3652
Ste-Foy, city.... 3665
Saint-Jérôme, city.... 3661
St-Léonard-de-Port-Maurice, school comm.... 3657
St-Michel, city.... 3652
Saint-Timothée, village.... 3651
St-Vincent-de-Paul, parish.... 3662
St-Vincent-de-Paul, town.... 3653
Salaberry-de-Valleyfield, city.... 3668
Salaberry-de-Valleyfield, school comm. 3671
Seliesker, Guerih Benzionovitch.... 3651
Sherbrooke, city.... 3673
Short, Gertrude *et al*.... 3688
Estate Marie-Berthe Thibodeau.... 3667
Terrebonne, town.... 3652
Thetford Mines, city.... 3666
Toye, Edmond David *et al*.... 3653
Trafalgar School for Girls.... 3648
Tucci, Sergio.... 3649
Val d'Or, town.... 3654
Verdun, city.... 3661
Victoriaville, town.... 3646
Vizkelety, Barnabas.... 3648
Weisz, Georges.... 3652

DEPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:
Industrie laitière:

Ordonnance 1-56 — Montréal (Corrections).... 3691
Ordonnance 4-56 — Sherbrooke (Corrections).... 3693
Ordonnance 25-56 — Lachute (Corrections).... 3695
Ordonnance 40-56 — Louiseville (Corrections).... 3695
Ordonnance 61-56—L'Assomption (Corrections).... 3697

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Cranbourne (Erratum).... 3699
Poularies.... 3699

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

Charlesbourg, paroisse.... 3699
Coaticook, ville.... 3700
Lennoxville, village.... 3700
St-Dunstan-du-Lac-Beauport, paroisse. 3700

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Barbiers et coiffeurs de St-Hyacinthe (Approbation).... 3700
Barbiers et coiffeurs de St-Hyacinthe (Prélèvement).... 3701

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:
Dairy Industry:

Order 1-56 — Montréal (Corrections).. 3691
Order 4-56 — Sherbrooke (Corrections). 3693
Order 25-56 — Lachute (Corrections).. 3695
Order 40-56 — Louiseville (Corrections) 3695
Order 61-56 — L'Assomption (Corrections).... 3697

EDUCATION:
School Municipality of:

Cranbourne (Erratum).... 3699
Poularies.... 3699

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Charlesbourg, parish.... 3699
Coaticook, town.... 3700
Lennoxville, village.... 3700
St-Dunstan-du-Lac-Beauport, parish.. 3700

LABOUR:
Industry or Trades of:

Barbers's and hairdressers' of St. Hyacinthe (Approval).... 3700
Barbers's and hairdressers' of St. Hyacinthe (Levy).... 3701

VOIRIE:

Entretien de certaines routes discontinué 3702

ROADS:

Maintenance of certain roads discontinued 3702

LETTRES PATENTES:

Argenteuil Lodge Estate Inc. 3630
Au Faisan Restaurant Inc. 3631
Barany Holdings Ltd. 3631
Black Lake Télédiffusion Inc. 3631
Blainville Home Development Corp. 3632
B.L.T. Électrique Limitée 3632
Bowen's (The Notion Centre) Ltd. 3632
Bureau de Montréal de la Fédération du Détail et des Services du Québec, Inc.— Montreal Office of the Quebec Federation of Retail and Service Organizations, Inc. 3633
Cardinal Distributors, Ltd. 3633
Columbus Enterprises, Limited — Les Entreprises Columbus, Limitée 3633
Dasson Copper Corporation Ltd. 3634
Entreprises J. L. Parent Limitée — Enterprises J. L. Parent Limited 3634
Ferronnerie Frisko & Fils, Ltée 3635
Garage Pelletier & Théberge, Inc. 3635
Gérard Jarry Entreprises Inc. 3635
Granby Kitchen Equipment Inc. 3635
H. Liben Inc. 3636
Hôtel Larocque Inc. 3636
Hughene Parkes Inc. 3636
Immeubles Giguère Realties Inc. 3637
L. Aboussafy Inc. 3637
Lakeshore Jewish Community Association Inc. 3637
Laurentian Estates Inc. 3638
Léon Shoe Stores Inc. 3638
L.P. Chayer Limitée 3638
Lydia Fashions Inc. 3639
Marion Products Ltd. 3639
Maxbow Corporation 3639
Milford Investment Corporation 3640
Mitchel & Co. Ltd. 3640
Montreal Picture Frame Company Ltd. 3640
Normandie Investments Inc. 3641
Panorama Motel Inc. 3641
Petco Construction Corp. 3641
Quico Inc. 3642
Racine Oil Co. Ltd. 3642
Roma Realties Inc. 3642
Rosmur Realty Corp. 3643
Shop & Save (Shawinigan South) Ltd. 3643
Shop & Save (St. Therese) Ltd. 3643
Toy & Book Fair Ltd. 3644
Universal Steamships and Airways Travel Bureau Inc. 3644
Voyages André Malavoy, Inc. 3644
Wheeler Convalescent Home Inc. 3645
Willie Archambault Inc. 3645
Wrightville Theatres Limited 3645

LETTERS PATENT:

Argenteuil Lodge Estate Inc. 3630
Au Faisan Restaurant Inc. 3631
Barany Holdings Ltd. 3631
Black Lake Télédiffusion Inc. 3631
Blainville Home Development Corp. 3632
B.L.T. Électrique Limitée 3632
Bowen's (The Notion Centre) Ltd. 3632
Bureau de Montréal de la Fédération du Détail et des Services du Québec, Inc.— Montreal Office of the Quebec Federation of Retail and Service Organizations, Inc. 3633
Cardinal Distributors, Ltd. 3633
Columbus Enterprises, Limited — Les Entreprises Columbus, Limitée 3633
Dasson Copper Corporation Ltd. 3634
Entreprises J. L. Parent Limitée — Enterprises J. L. Parent Limited 3634
Ferronnerie Frisko & Fils, Ltée 3635
Garage Pelletier & Théberge, Inc. 3635
Gérard Jarry Entreprises Inc. 3635
Granby Kitchen Equipment Inc. 3635
H. Liben Inc. 3636
Hôtel Larocque Inc. 3636
Hughene Parkes Inc. 3636
Immeubles Giguère Realties Inc. 3637
L. Aboussafy Inc. 3637
Lakeshore Jewish Community Association Inc. 3637
Laurentian Estates Inc. 3638
Léon Shoe Stores Inc. 3638
L.P. Chayer Limitée 3638
Lydia Fashions Inc. 3639
Marion Products Ltd. 3639
Maxbow Corporation 3639
Milford Investment Corporation 3640
Mitchel & Co. Ltd. 3640
Montreal Picture Frame Company Ltd. 3640
Normandie Investments Inc. 3641
Panorama Motel Inc. 3641
Petco Construction Corp. 3641
Quico Inc. 3642
Racine Oil Co. Ltd. 3642
Roma Realties Inc. 3642
Rosmur Realty Corp. 3643
Shop & Save (Shawinigan South) Ltd. 3643
Shop & Save (St. Therese) Ltd. 3643
Toy & Book Fair Ltd. 3644
Universal Steamships and Airways Travel Bureau Inc. 3644
Voyages André Malavoy, Inc. 3644
Wheeler Convalescent Home Inc. 3645
Willie Archambault Inc. 3645
Wrightville Theatres Limited 3645

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Caisse Populaire de St-Mathias (Compton) 3703

WINDING UP NOTICES:

La Caisse Populaire de St-Mathias (Compton) 3703

MINISTÈRE DES FINANCES:
Assurances:

General Reinsurance Corporation (Permis) 3704
La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Louis de Bonsecours (Annulation) ... 3703
Motors Insurance Corporation (Permis) 3703
North Star Reinsurance Corporation (Permis) 3704

DEPARTMENT OF FINANCE:
Insurance:

General Reinsurance Corporation (License) 3704
La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Louis de Bonsecours (Cancellation) .. 3703
Motors Insurance Corporation (License) 3703
North Star Reinsurance Corporation (License) 3704

NOMINATIONS:

Lesage, Hon. Émile 3704
Diverses 3705

PROCLAMATION:

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires 3705

SIÈGES SOCIAUX:

Black Lake Télédiflusion Inc. 3706
Ceramic Sales Limited 3707
Dasson Copper Corporation Ltd. 3706
Épiciers Unis Incorporée — United Grocers Incorporated 3707
Ferronnerie Frisko & Fils, Ltée 3706
Hilti of Canada Ltd. 3708
Le Rideau Vert Inc. 3707
Parkdale Investment Corporation 3707
Théberge Automobile Ltée — Théberge Automobile Ltd. 3706
Tony's Pants Inc. 3707

SOUMISSIONS:

Aylmer, comm. scolaire protestante 3708
Bourlamaque, ville 3712
Princeville, village 3714
St-Étienne, comm. scolaire 3709
St-Jérôme, cité 3713
Ste-Thérèse, ville 3715
Ste-Thérèse-Ouest, comm. scolaire catholique 3710

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Bernier, Lucien 3719
Gagnon, Albert 3716
Gilbert, Roméo 3718
Lavertu, Maurice 3716
Létourneau, Raoul 3718
Lévesque, Arsène et Fernand 3719
Néron, Hhnri 3717

VENTE PAR LICITATION:

Perrault vs Perrault *et al* 3720

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Gosselin vs Thibault 3722

ARTHABASKA:

Thibodeau vs Ruel 3722

BEAUCE:

Boutin vs Dumont 3723
Thibodeau vs Maheux 3722

GASPÉ:

Arseneau vs Gravel *et vir* 3723

HULL:

Bank of Nova Scotia vs Davis 3723
Dunning vs Lapratte 3724

JOLIETTE:

Joly Auto Limitée vs Berger 3724

APPOINTMENTS:

Lesage, Hon. Émile 3704
Miscellaneous 3705

PROCLAMATION:

Convocation of the Legislature for the dispatch of business 3705

HEAD OFFICES:

Black Lake Télédiffusion Inc. 3706
Ceramic Sales Limited 3707
Dasson Copper Corporation Ltd. 3706
Épiciers Unis Incorporée — United Grocers Incorporated 3707
Ferronnerie Frisko & Fils, Ltée 3706
Hilti of Canada Ltd. 3708
Le Rideau Vert Inc. 3707
Parkdale Investment Corporation 3707
Théberge Automobile Ltée — Théberge Automobile Ltd. 3706
Tony's Pants Inc. 3707

TENDERS:

Aylmer, protestant school comm. 3708
Bourlamaque, town 3712
Princeville, village 3714
St-Étienne, school comm. 3709
St-Jérôme, city 3713
Ste-Thérèse, town 3715
Ste-Thérèse-Ouest, catholic school comm. 3710

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Bernier, Lucien 3719
Gagnon, Albert 3716
Gilbert, Roméo 3718
Lavertu, Maurice 3716
Létourneau, Raoul 3718
Lévesque, Arsène and Fernand 3719
Néron, Henri 3717

SALE BY LICITATION:

Perrault vs Perrault *et al* 3720

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Gosselin vs Thibault 3722

ARTHABASKA:

Thibodeau vs Ruel 3722

BEAUCE:

Boutin vs Dumont 3723
Thibodeau vs Maheux 3722

GASPÉ:

Arseneau vs Gravel *et vir* 3723

HULL:

Bank of Nova Scotia vs Davis 3723
Dunning vs Lapratte 3724

JOLIETTE:

Joly Auto Limitée vs Berger 3724

MONTRÉAL:

Crédit Foncier Franco-Canadien vs Best Realties Corporation 3725
Myre vs Bastien 3725

QUÉBEC:

Les Pétroles Inc. vs Demers 3726

RIMOUSKI:

Dubé vs Boulay 3726
Morin *et al* vs Santerre 3726

SAINT-HYACINTHE:

Charest vs Lussier 3727

TERREBONNE:

Legault vs Desjardins 3728

43591-o

MONTREAL:

Crédit Foncier Franco-Canadien vs Best Realties Corporation 3725
Myre vs Bastien 3725

QUEBEC:

Les Pétroles Inc. vs Demers 3726

RIMOUSKI:

Dubé vs Boulay 3726
Morin *et al* vs Santerre 3726

ST. HYACINTHE:

Charest vs Lussier 3727

TERREBONNE:

Legault vs Desjardins 3728

43591-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.